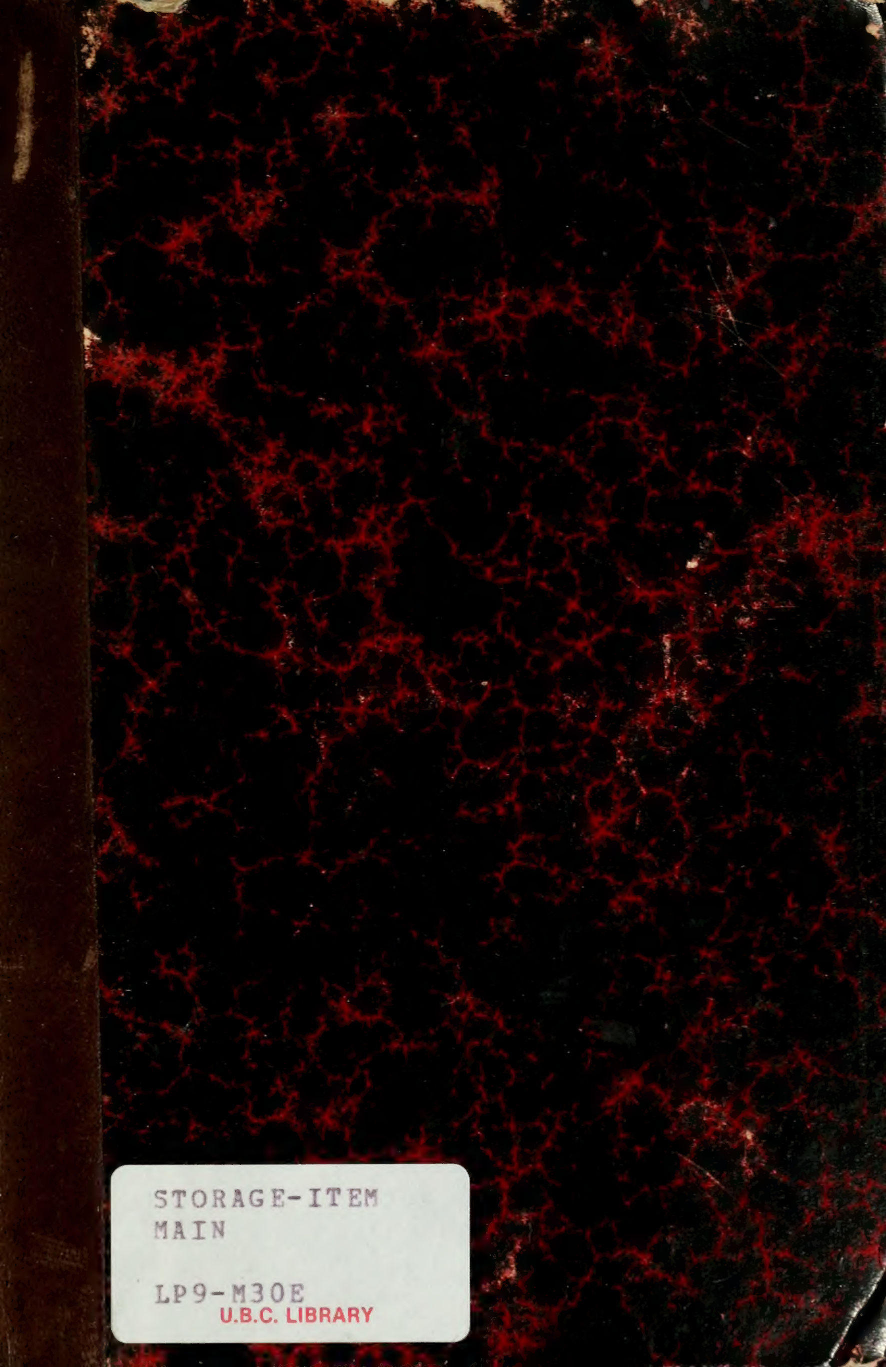
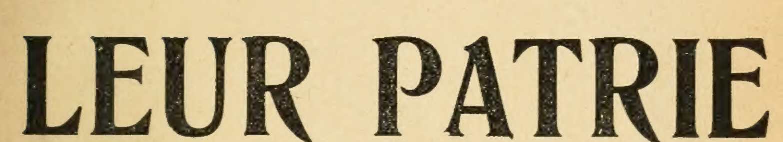

STORAGE-ITEM
MAIN
LP9-M30E
U.B.C. LIBRARY

LEUR PATRIE

GUSTAVE HERVÉ

AGRÉGÉ DE L'UNIVERSITÉ, PROFESSEUR RÉVOQUÉ



LEUR PATRIE

> Nous tisserons sur nos métiers
> Ton linceul, ô vieille patrie !
> Avec nos fill's et nos garçons
> C'est ton linceul que nous tissons !
> C'est ton linceul
> C'est ton linceul
> Que nous tissons !
>
> (HAUPTMANN :
> *La Chanson des Tisserands*).

(TROISIÈME MILLE)

EN VENTE :

à la BIBLIOGRAPHIE SOCIALE

66, rue Madame, 66

PARIS

PRÉFACE

Ce livre contre la Patrie n'est pas l'œuvre exclusivement personnelle d'un intellectuel que de petites mésaventures universitaires auraient aigri contre la Société, ou qui aimerait à jongler avec les idées abstraites, par goût de la logique pure, ou pour le vain plaisir de soutenir des paradoxes.

C'est l'expression fidèle de la pensée d'un groupe important d'instituteurs, d'ouvriers d'industrie, de petits commerçants, de journaliers agricoles, de petits propriétaires ruraux, rencontrés au cours de trois ans de propagande dans le département de l'Yonne.

Tous, ont été des patriotes : il fut un temps où nous aurions donné notre vie pour la patrie, où nous nous serions fait tuer presque joyeusement pour reprendre l'Alsace-Lorraine.

Et aujourd'hui, nous sommes antipatriotes.

Qu'on nous entende bien, d'ailleurs.

Nous ne prétendons nullement que l'amour du village natal, que le patriotisme de clocher — qui

n'est nullement le patriotisme national — ne soit pas un sentiment naturel, très vivace chez beaucoup : nous qui détestons les patries actuelles, nous avons conservé pour le coin de terre où nous sommes nés une sorte de piété filiale.

Nous n'avons jamais soutenu non plus qu'il n'y a pas, entre les nations actuelles, telles que la race et l'histoire les ont faites, des différences de caractères et de tempéraments assez notables.

Nous sommes convaincus, autant que n'importe quel patriote, que les patries ont eu, un temps, leur raison d'être; et la meilleure preuve, c'est qu'elles sont nées et qu'elles ont vécu ; nous pensons même que leur existence a pu, à certaines époques et dans certaines circonstances, contribuer au perfectionnement général de notre espèce.

Enfin, nous comprenons parfaitement que nos pères, les révolutionnaires de 89 et de 93 aient été patriotes, et à leur place, nous l'aurions été tout comme eux.

Ces considérations ne nous empêchent pas de nous proclamer antipatriotes.

C'est l'adhésion pleine et entière au socialisme qui nous a conduits à cet état d'esprit.

Le patriotisme groupe les hommes d'après leur pays d'origine, tel que les vicissitudes de l'histoire l'ont délimité ; au sein de chaque patrie, riches et

pauvres, grâce au lien patriotique, forment bloc contre l'étranger.

Le socialisme groupe les hommes, pauvres contre riches, classe contre classe, sans tenir compte des différences de race et de langage, par dessus les frontières tracées par l'histoire.

Même entre les patriotes républicains, antimilitaristes et pacifistes tels que M. Clemenceau, et les socialistes internationalistes que nous sommes, le socialisme creuse un véritable abîme : les patriotes de la bourgeoisie républicaine attachent une importance capitale aux formes politiques ; nous, au contraire, sans nier la supériorité de la forme politique républicaine sur la forme politique monarchique, nous considérons les différences politiques comme secondaires quand elles recouvrent des formes économiques semblables.

Des républicains comme M. Clemenceau, considèrent la forme politique de la France actuelle comme tellement supérieure à la forme politique anglaise ou allemande, qu'ils combattraient les armes à la main pour la défendre et, avec cette forme politique, le génie français qu'elle abrite et dont elle est comme l'expression concrète.

Nous, au contraire, nous ne nous battrons que pour réaliser ou pour défendre, quand nous l'aurons réalisée, une organisation sociale supérieure aux

autres non seulement par la forme politique, mais par le mode de production et de répartition des richesses.

Nous ne nous battrons donc pas pour défendre les patries actuelles; mais nous nous battrons quand il le faudra pour réaliser le régime socialiste, ou pour le défendre dès que nous aurons réussi à l'établir.

Il suit de là que les patriotes républicains, admettent la guerre étrangère, comme un pis-aller il est vrai, pour défendre la patrie actuelle; tandis que nous; nous n'admettons qu'une seule guerre, la guerre civile, la guerre sociale, la guerre de classe, la seule qui, à l'heure actuelle, dans l'Europe du XXe siècle, puisse rapporter quelque profit véritable aux exploités de tous pays.

Ces déclarations, nous n'éprouvons pas, comme on nous en accuse, un malin plaisir à les formuler brutalement.

Nous sentons trop qu'elles heurtent des préjugés respectables.

Il nous en coûte peu, à la vérité, que nos déclarations antipatriotiques soient exploitées à la prochaine période électorale contre les candidats socialistes et leur fassent perdre çà et là quelques voix : si le socialisme veut progresser et pénétrer profondément dans les masses, il faut qu'il se résigne à n'être pas exclusivement, ni principalement un parti électoral et parlementaire; en

tout cas, les considérations électorales ne doivent pas gêner la propagande du socialisme intégral.

Ce qui nous contriste davantage, c'est de froisser les sentiments intimes d'une foule d'honnêtes gens, pour qui le patriotisme a été comme une religion, et un principe de moralité.

Après tout, pour fonder la société laïque, il a bien fallu, et il faut encore chaque jour heurter des préjugés religieux aussi respectables que le patriotisme.

Ce n'est point notre faute si une société nouvelle qui veut naître ne sort des entrailles de celle qui va mourir que par un pénible et douloureux enfantement.

Gustave Hervé.

CHAPITRE I.

La Patrie Française.

Qu'est-ce qu'une patrie?

Pour quiconque ne veut point se payer de mots, pour quiconque veut oublier un instant les définitions fantaisistes de la patrie qu'on lui a apprises à l'école, une patrie c'est un groupe d'hommes vivant sous les mêmes lois, parce qu'eux mêmes ou leurs ancêtres ont été amenés, de gré ou de force, de force le plus souvent, à obéir à un même souverain, à un même gouvernement.

Ainsi la patrie française a été constituée par la réunion d'un grand nombre de provinces, petites ou grandes, héritées, conquises ou escamotées par les rois d'avant la Révolution de 1789, ou par les souverains qui leur ont succédé au XIXe siècle; on pourrait en dire autant de toutes les patries modernes.

Toutes les patries ont un caractère commun; toutes, sans exception, la patrie française comme les autres, sont composées de deux classes : une minorité de privilégiés, une majorité de parias.

Le nombre des privilégiés, comme le mode d'exploitation peut différer d'un siècle à l'autre; mais dans tous les temps et dans tous les pays, une minorité a vécu aux dépens d'une majorité qui végétait dans la gêne et l'ignorance.

Sous l'ancien régime, en France, les privilégiés,

c'étaient, avec les rois, l'aristocratie foncière, laïque et ecclésiastique et avec elle déjà, sinon en droit, du moins en fait, l'aristocratie d'argent; par les corvées, les dîmes, les impôts de toutes sortes, directs ou indirects, un million de frelons prélevaient sur le travail de vingt millions de paysans, d'ouvriers et de boutiquiers, de quoi vivre dans une fastueuse oisiveté.

La Révolution de 1789-93 balaya ces privilégiés; aussitôt une nouvelle classe s'installa à leur place, plus active, plus intelligente, plus âpre au gain aussi, en tout cas plus capable de faire rendre davantage aux masses laborieuses.

Après le gigantesque coup de filet de 1789-93 sur les biens nationaux, pour digérer en paix sa riche proie, la nouvelle classe privilégiée s'abrite derrière le sabre de Napoléon; elle envahit toutes les administrations, le Corps législatif, le Conseil d'État; entre 1815 et 1848, elle se réserve à elle seule et aux débris de l'ancienne aristocratie foncière avec qui elle s'allie par des mariages, le droit de voter : 90.000 électeurs de 1815 à 1830, 200.000 de 1830 à 1848.

Sous l'Empire, sous la Restauration, sous Louis-Philippe, elle profite de son influence ou de sa main-mise sur le gouvernement pour faire des lois à son profit, au détriment de la masse.

Elle livre les mines et les chemins de fer à des conditions onéreuses pour la nation, mais profitables pour elle, à ceux de ses membres qui ont des capitaux disponibles.

Elle institue un système fiscal dans lequel les riches ne paient pas une part proportionnelle à leur fortune, dans lequel tout le poids des impôts pèse sur les épaules des pauvres, grâce à l'inique répartition des impôts directs, et à l'iniquité plus grande encore des impôts de consommation progressifs à rebours.

Elle autorise les capitalistes à fonder des sociétés, mais elle interdit jusqu'en 1864, sous peine de durs châtiments, aux ouvriers de se coaliser pour défendre leurs salaires.

Elle crée, au préjudice de la masse des contribuables des traitements de 6,000, 8,000, 10,000, 50,000 francs aux gros fonctionnaires presque tous issus de son sein, et elle réserve des salaires de famine aux cantonniers, aux instituteurs et à tous les petits fonctionnaires sortis du peuple.

Elle imagine ou laisse subsister, devant les tribunaux, une procédure coûteuse, qui met la justice à la portée des riches seuls.

Favorisée par les lois, favorisée par le jeu normal de la concurrence qui en une Société, où les instruments de travail appartiennent, non à la collectivité, mais à des particuliers, amène infailliblement l'écrasement des petits producteurs par les moyens, des moyens par les gros, la bourgeoisie fortifie pendant tout le XIXe siècle sa domination économique sur la grande masse de la nation : mines, chemins de fer, sucreries, minoteries, tissages, gros magasins, banques, grands domaines agricoles, elle

accapare tout, prélevant des dîmes énormes sur les petits propriétaires ruraux, sur les petits boutiquiers, sur les journaliers agricoles ou industriels.

Le Bulletin de Statistique du ministère des finances a publié un tableau des successions ouvertes pendant l'année 1902 ; il est suggestif.

Importance de l'actif net d'après les déclarations	Successions (1902)		Valeurs taxées	
	Nombres	Proportions	Sommes	Proport.
	—	— p. 1.000	— millions de fr.	— p. 1.000
Plus de 5 millions de fr.	27	0.07	250.9	52
De 1 million à 5 mill...	381	1.05	714.2	150
De 500.000 fr. à 1 mill.	684	1.9	453.7	95
De 250.000 à 500.000 fr.	1.473	4.05	513.5	108
De 100.000 à 250.000 fr.	4.250	11.7	662.8	139
De 50.000 à 100.000 fr..	6.964	19.1	477.4	100
De 10.000 à 50.000 fr...	39.198	107.8	904.0	189
De 2.000 à 10.000 fr....	97.257	2.575	554.2	116
Moins de 2.000........	213.378	586.8	241.5	51
TOTAUX.......	363.612	1.000.0	4.775.2	1.000

C'est le premier tableau de ce genre qu'on ait publié en France.

Toute la presse socialiste l'a longuement commenté.

Aucun commentaire ne saurait être plus clair que celui qu'en a fait M. Chanvin, dans l'*Européen* du 7 novembre 1903 :

« Que voit-on dans ce petit tableau, écrit M. Chanvin.

« Nous voyons un capital social de 4 milliards 772 millions, passif déduit, représenté par 363.600 successions. Puis, nous voyons d'abord en haut de

l'échelle, 27 successions, les plus fortes (plus de 5 millions), représentant 250 millions ; en bas 213.000 successions, les plus faibles (moins de 2.000 francs) représentant seulement 241 millions : c'est constater que, dans la répartition actuelle de notre fortune publique, sur 363.000 défunts *possédant*, les 213.000 plus petits ne peuvent faire contrepoids aux 27 plus grands. Cela est peu : que l'on attende.

« La moyenne de la mortalité en France est de 800.000 défunts par an pendant les cinq années dernières. Retranchons de ce chiffre le chiffre approximatif de 40.000 enfants morts sans avoir possédé ou sans avoir eu le temps d'acquérir, et jetons d'un côté de la balance le chiffre des 400.000 défunts restants, que le fisc n'a pu saisir par cette simple raison que leur fortune était inférieure à un franc. C'est maintenant sur 760.000 morts en âge de possession, 27 gros capitalistes, 27 oisifs, 27 poids morts, puisque vraisemblablement leur fortune se reproduit et se grossit par le simple jeu de la spéculation, par le seul phénomène de la reproduction de l'argent par l'argent, qui, économiquement, socialement, vitalement sont incomparablement plus puissants que 613.000 travailleurs dont le labeur et l'effort quotidiens, aboutissent, au bout d'une vie, à une réalisation capitaliste nulle — ou presque nulle, si l'on veut bien considérer ce que représente une succession inférieure à 2.000 francs. . . . .

« Jusqu'ici, je n'ai posé encore dans la balance que les deux concentrations extrêmes de la richesse publique : le prolétariat misérable et pauvre et les capitalistes les plus gros. J'ai pu ainsi mettre mieux en relief le déséquilibre de la répartition et prendre en flagrant délit criant l'injustice sociale. Si je veux introduire maintenant entre ces deux pôles opposés un élément intermédiaire, c'est-à-dire les compartiments renfermant les successions qui ne représentent pas encore, à vrai dire, le capitalisme, mais seulement la petite bourgeoisie et la petite propriété paysanne, j'aboutis aux constatations suivantes.

« D'abord, je constate avec M. Jaurès, que la ligne de partage, la démarcation entre la minorité capitaliste et la majorité qui ne l'est pas, se trouve au niveau de 50.000 francs environ. En effet, au-dessus de cette limite, les successions deviennent très rares : pour 349.000 successions en 1902 inférieures à 50.000 francs, il n'y en a que 13.700 supérieures à 50.000 francs. C'est donc bien là la ligne de faîte.

« Je vois ensuite d'un côté de cette ligne de faîte, une masse de 750.000 défunts ainsi répartis en chiffres ronds : 400.000 qui ne possèdent absolument rien, 213.000 qui ne possèdent presque rien (moins de 2.000 francs) ; 97.000 qui possèdent plus de 2.000 francs et moins de 10.000 francs ; et 39.000 qui possèdent plus de 10.000 francs et moins de 50.000 francs — ce total de 750.000 personnes pos-

sédant entre toutes un capital global de 1 milliard 398 millions. — Sur l'autre versant de la ligne de faîte, se trouve le petit groupe de 13.700 capitalistes, avec une puissance de 3 milliards 74 millions. Autrement dit, et en s'exprimant par une proportion, un *cinquante-quatrième* de la nation est, en force économique et sociale presque *deux fois plus puissant que les 53 cinquânte-quatrièmes* — c'est-à-dire que sur 38 millions d'habitants, 650.000 capitalistes pèsent deux fois plus que les 35 millions et demi qui constituent en somme la nation.

« Je ne sais pas d'illustration plus émouvante ni plus décisive de l'imperfection sociale et de l'injustice inhérente au régime économique actuel ».

Mais, pourquoi tous ces chiffres? Qu'est-il besoin de statistiques? Pour voir les deux classes en présenc dans chaque pays, il suffit de n'être pas aveugle.

La limite entre les deux classes a beau n'être pas marquée par des poteaux-frontière; il y a beau avoir, en tous pays, entre les riches et les pauvres une zone intermédiaire où évolue la classe moyenne, tout, jusqu'au langage, jusqu'au costume, jusqu'à la démarche, trahit dans chaque patrie la juxtaposition, la superposition d'une classe dirigeante et d'une classe inférieure.

Aux uns, les professions dites libérales, plus douces, plus considérées, plus agréables, et mieux payées que les travaux manuels; à eux, dans l'agriculture, le commerce et l'industrie, le travail de irection ou de surveillance qui flatte la vanité,

permet les loisirs, procure parfois le luxe et la richesse, le plus souvent, le large bien-être; à eux aussi, parfois, le droit de vivre de leurs rentes, de père en fils, sans travailler, sans même diminuer leurs capitaux si leur argent est placé dans des entreprises qui rapportent; à eux encore les jouissances intellectuelles, celles des arts et des lettres; à eux enfin, les belles relations qui permettent souvent, s'ils se sont mis dans un mauvais cas, d'éviter les rigueurs de la loi pénale.

Aux pauvres, à la foule des fonctionnaires subalternes, des petits commerçants sans avances, des paysans sans capitaux, à la masse des sans-propriété, à la multitude des domestiques des deux sexes, l'ignorance, les travaux pénibles ou rebutants, les métiers dangereux ou malsains, les longues besognes qui dégoûtent du travail et poussent les hommes à l'ivrognerie et les femmes plus bas encore; à eux, les salaires de famine ou les bénéfices dérisoires; à eux, l'insécurité du lendemain, les rigueurs de la loi à la moindre faute, et si la maladie, la vieillesse ou le chômage arrivent, les privations et la misère noire, avec, pour les femmes surtout, son cortège de tristesses et de hontes.

Une patrie, c'est cela!

C'est cette monstrueuse inégalité sociale, cette honteuse exploitation d'une nation par une classe privilégiée.

CHAPITRE II

Presque toutes les patries se valent.

Toutes les patries se valent : ou, plutôt, presque toutes les patries se valent.

Les patries qui sont décidément inférieures aux autres, celles où même pour la grande majorité de la population il fait plus mauvais vivre que partout ailleurs, ne sont, en Europe, que des exceptions, des monstruosités en voie de disparaître.

On peut les compter : en Europe, et aux portes de l'Europe, il n'y en a que deux : l'une est lá Turquie où les sujets sont volés effrontément par les fonctionnaires et où la vie du plus humble n'est pas en sûreté, quand les Albanais descendent de leurs montagnes dans les plaines de Macédoine ou quand les Kurdes se jettent comme des bêtes fauves sur les Arméniens.

L'autre, c'est la Sainte-Russie, où toute une race, les Juifs, est hors la loi, où des hommes, dont le seul crime est d'être nés Juifs, sont à la merci d'une crise d'hystérie religieuse comme à Kichinew, le pays par excellence des administrations voleuses et concussionnaires, le pays du knout, du caviar et de la déportation par voie administrative.

Or, de ces deux patries, l'une, la Turquie ne vit que par la tolérance des grands états européens, et le capitalisme allemand commenee à la trans-

former économiquement ; quant à l'autre, les massacres du 22 janvier à Pétersbourg, l'ébranlement produit par les désastres mandchouriens annoncent sa transformation prochaine en un état organisé comme les grands états de l'Europe occidentale.

De sorte que l'on peut déjà affirmer qu'à bref délai les deux seuls pays qui représentent dans l'Europe du XX[e] siècle un degré vraiment inférieur de civilisation, ne seront ni plus ni moins habitables que le reste des patries européennes.

Pour celles-ci : Angleterre, France, Allemagne, Italie, Espagne, États Scandinaves, Suisse, Autriche, Hongrie — et on pourrait ajouter États d'Amérique, Chine et Japon — elles se valent toutes, ou à peu de chose près.

Certes, il y a entre elles des différences d'étiquette gouvernementale ; ici, l'enseigne est républicaine, là c'est une enseigne royale, plus loin le chef de l'Etat est un empereur.

Il y a des différences politiques réelles : en Europe le suffrage universel intégral n'existe encore pour les électeurs au Parlement central, qu'en France, en Suisse et en Allemagne ; le régime parlementaire, c'est-à-dire le droit pour les députés de renverser les ministères, n'existe pleinement qu'en France, en Suisse, en Angleterre, en Italie, en Belgique ; il n'existe pas véritablement en Allemagne où l'empereur peut maintenir au pouvoir les ministères mis en minorité au Reichstag.

Mais ces différences d'étiquettes gouvernementales et de formes politiques sont partout des différences superficielles, toutes secondaires.

Dans les pays de suffrage universel et de régime parlementaire comme la France, le pouvoir législatif et exécutif est, sinon en droit, du moins en fait, entre les mains de la classe riche ou à l'aise, absolument comme en Amérique, pays de suffrage universel aussi et de régime parlementaire, absolument comme en Angleterre, qui a le régime parlementaire mais non tout à fait le suffrage universel, absolument aussi comme en Allemagne, où il y a le suffrage universel sans le régime parlementaire intégral.

Pour s'en convaincre, il n'y a qu'à voir la composition des Chambres où dans tous les pays il y a une ou deux douzaines de paysans et d'ouvriers manuels en face de centaines d'avocats, de médecins, de financiers, de gros industriels ; il n'y a qu'à constater qu'en France, après 33 ans d'étiquette républicaine, le prolétariat est encore en 1905 à attendre une loi sur les retraites ouvrières dont le prolétariat allemand jouit depuis 20 ans ; que la législation fiscale y est aussi favorable aux riches qu'en Allemagne et en Angleterre ; que non seulement l'impôt progressif sur le revenu y est encore à l'état de rêve, mais que la majeure partie des ressources de l'Etat provient des impôts de consommation qui sont progressifs à rebours ; que la disproportion entre les traitements des gros et

des petits fonctionnaires, est aussi criante que dans les pays voisins.

En 1905, nous touchons à la séparation de l'Eglise et de l'État; mais la séparation qu'on est en train de faire abandonne aux Églises des biens immenses, et l'on s'apercevra vite que pas plus qu'en Amérique. où l'Eglise est libre dans l'Etat libre, la séparation en France ne diminuera sensiblement ni son influence dans le pays, ni ses richesses que la classe riche saura bien alimenter.

On nous vante notre liberté de la presse; mais il n'y a plus un seul pays, sauf la Russie et la Turquie, où il soit possible à un gouvernement de bâillonner la presse, en Allemagne, où existe encore le crime de lèse-majesté pour ceux qui parlent avec irrévérence de sa majesté impériale, les journaux socialistes ne se privent pas d'attaquer avec la dernière virulence les bases mêmes de la société; en Angleterre, pays monarchique, la presse est aussi libre qu'en France, encore n'existe-t-il pas chez nos voisins de l'autre côté de la Manche de loi comparable aux lois d'exception qui existent chez nous depuis 1894 contre la presse anarchiste.

Quant à notre liberté de réunion publique qui est grande, elle l'est moins qu'en Angleterre, pays monarchique; elle l'est seulement un peu plus qu'en Italie ou qu'en Allemagne.

Enfin le droit de se constituer en syndicats n'est plus contesté nulle part, ou s'il l'est, il n'empêche nullement les coalitions ouvrières et les grèves : les

lois les plus favorables à l'organisation ouvrière n'empêchent d'ailleurs pas les gouvernements, quels qu'ils soient, républicains ou monarchistes, d'intimider les grévistes par de formidables déploiements de police et de troupes et de les faire charger et fusiller au besoin.

Au mois d'août 1904, à Amsterdam, au dernier Congrès socialiste international, Jaurès, l'un des chefs du parti socialiste français, vantait la politique de défense et d'action républicaines qui avait été la sienne pendant les années précédentes. Il rappelait ses efforts et ceux de ses amis pour sauver la République des assauts de la réaction cléricale.

Bebel, le principal chef de la social-démocratie allemande, lui répondit :

« Il va sans dire que nous sommes républicains, républicains socialistes. (*Assentiments*). C'est une des plus graves accusations portées contre nous en tout temps jusqu'aujourd'hui par le comte Bulow, le prince de Bismarck, et toute la réaction allemande. Nous ne l'avons jamais nié : mais nous ne nous exaltons pas pour la République bourgeoise.

« Si fort que nous vous enviions, à vous, Français, votre République, et que nous la désirions pour nous, nous ne nous ferons pas cependant casser la tête pour elle : elle n'en vaut pas la peine. (*Tonnerre de bravos.*) Monarchie bourgeoise, République bourgeoise, l'une et l'autre sont des Etats de classe; l'une et l'autre sont nécessairement, par

leur nature, faites pour le maintien de l'ordre capitaliste. L'une et l'autre doivent travailler de toutes leurs forces à ce que la bourgeoisie conserve toute la puissance dans la législation. Car, du moment qu'elle perdrait le pouvoir politique, elle perdrait aussi sa situation économique et sociale. La Monarchie n'est pas aussi mauvaise et la République bourgeoise n'est pas aussi bonne que vous les faites. *(Vifs applaudissements.)* Même dans notre Allemagne de militarisme, de hobereaux, de bourgeoisie, nous avons des institutions qui, pour votre République bourgeoise, sont encore un idéal. Regardez la législation de l'impôt en Prusse et dans d'autres Etats fédérés et regardez-la en France. Je ne connais pas de pays en Europe qui ait un système d'impôts aussi misérable, aussi réactionnaire, aussi exploiteur que la France. En face de ce système de *succion*, avec un budget de 3 milliards et demi de francs, nous avons au moins l'impôt progressif sur le revenu et la fortune.

« Et quand il s'agit de réaliser les revendications de la classe ouvrière, la République bourgeoise elle-même déploie toutes ses forces contre les travailleurs.

« Où les travailleurs pouvaient-ils être traités de façon plus brutale, plus cynique et plus vile que dans la grande République d'au-delà de l'Océan, qui est l'idéal de tant de gens ?

« Même en Suisse, une République de beaucoup plus démocratique que n'est votre France, rien que

dans ce court été, les milices ont été six fois convoquées contre les ouvriers qui faisaient usage de leur droit de coalition et d'association, même dans de toutes petites grèves.

« Je vous envie votre République, particulièrement pour le suffrage universel appliqué à tous les corps élus..... Mais lorsque chez vous, ouvriers et patrons viennent en conflit, c'est d'une façon odieuse qu'on procède contre les prolétaires français. Qu'est-ce aujourd'hui que l'armée sinon le meilleur des instruments pour le maintien de la domination de classe? Il n'y a pas de lutte un peu importante dans ces quatre dernières années, ni à Lille, ni à Roubaix, ni à Marseille, ni à Brest, ni à a Martinique, ni tout récemment encore en Normandie, contre les grévistes verriers (*Vifs applaudissements*) où le ministère Waldeck-Rousseau-Millerand, où le ministère Combes n'ait fait donner l'armée contre les travailleurs. En novembre dernier, la police parisienne a envahi de la manière la plus honteuse et la plus violente la Bourse du Travail de Paris : elle a blessé, elle a frappé 70 ouvriers. »

(Compte rendu analytique du Congrès socialiste international d'Amsterdam, du 14 au 20 août 1904, publié par le Secrétariat socialiste international).

Ainsi, Bebel, qui connaît bien la situation politique de la France et qui a payé pour connaître ce que valent les libertés allemandes, ne fait pas grande différence, au point de vue politique, entre la Répu-

blique française et l'Empire allemand ; les applaudissements qui soulignèrent sa réplique et en particulier cette partie de ses déclarations, attestent que ce n'est pas là une opinion exceptionnelle, mais l'opinion d'une partie considérable du socialisme international.

Au point de vue économique, les différences entre les patries sont elles plus grandes ?

Pas davantage.

Sans doute, l'industrie anglaise est infiniment plus riche que l'industrie italienne ; ou l'agriculture française plus prospère que la culture espagnole. Par suite aussi, les classes capitalistes anglaise ou française sont infiniment plus riches que les classes capitalistes d'Italie et d'Espagne ; personne ne le conteste.

Mais pour la masse des travailleurs qui, dans l'une ou l'autre patrie, peinent comme des bêtes de somme pour satisfaire au luxe des riches, la situation n'est guère plus enviable dans un pays que dans l'autre, et elle tend d'ailleurs partout à s'égaliser.

Les petits boutiquiers, qu'ils soient français, anglais, allemands ou italiens, se voient de plus en plus écrasés entre les gros magasins et les coopératives de consommation : pour les uns comme pour les autres, c'est une concurrence âpre, qui fait tous les ans des milliers de victimes ; c'est le souci des échéances qui les ronge, la peur de voir se dresser subitement en face d'eux un nouveau grand ma-

gasin, et c'est pour tous la nécessité de cacher leurs préférences politiques ou religieuses par peur de déplaire à la clientèle riche, celle qui paie bien et qui est naturellement conservatrice ou réactionnaire.

Partout les petits propriétaires ruraux ne réussissent à défendre leurs biens contre l'hypothèque ou la saisie, qu'en vivant de privations, et au prix d'un véritable travail de bêtes de somme; et dans tous les pays, les partis les plus conservateurs sont réduits à chercher les moyens de préserver de la saisie et de l'hypothèque le foyer et le petit bien de la famille paysanne.

Partout les journaliers agricoles, mal payés, se voient de plus en plus obligés de quitter les campagnes, faute d'un travail régulier, le machinisme ne leur laissant que trois, quatre, six mois au plus de travail assuré.

Partout enfin, si l'on excepte les ouvriers qui ont un métier demandant un long apprentissage, ceux que les Anglais appellent les ouvriers qualifiés (skilled), la classe ouvrière des villes, hommes et femmes, est condamnée aux bas salaires, aux longs chômages, à l'incertitude du lendemain, aux taudis sans air et sans lumière, à la nourriture frelatée, à une instruction rudimentaire, à des plaisirs grossiers; dans toutes les capitales et dans toutes les grandes villes il y a des milliers de femmes réduites à vendre leur corps pour manger.

Hé! Sans doute! les salaires ne sont pas absolu-

ment égaux dans toutes les patries. Pour ne parler que des pays d'Europe, l'ouvrier anglais a, en général, des salaires plus élevés que l'ouvrier français de la même corporation ; le bel avantage pour les ouvriers anglais, puisque la vie est un peu plus cher en Angleterre, à cause du prix plus élevé des loyers, à cause de la nécessité de brûler plus de charbon et de pétrole sous un climat sombre et humide et de prendre une nourriture plus substantielle que dans les pays plus chauds.

Règle générale : partout, la moyenne des salaires correspond à peu près à ce qui est indispensable à un ouvrier pour vivre et entretenir sa chair à travail.

Encore convient-il d'observer que les pays d'industrie avancée qui sont, en même temps, les pays à salaires les plus élevés, sont aussi les pays où les crises industrielles sont les plus terribles, où le machinisme, toujours en progrès, bouleverse plus souvent le monde du travail, et où par conséquent, le nombre des chômeurs est proportionnellement le plus élevé.

Enfin, qu'on n'oublie pas que partout les salaires ont une tendance manifeste à s'uniformiser : tel usinier français qui trouve la main-d'œuvre trop cher en France, transporte une partie de sa fabrication en Pologne russe ; d'autres capitalistes français ou anglais créent de toutes pièces la grande industrie russe ; et par cet internationalisme du capital, qui ne connaît point de frontière, les

salaires du prolétariat russe ont déjà commencé à augmenter; d'autres fois, ce ne sont pas les capitaux qui s'expatrient pour aller créer ou féconder une industrie étrangère : c'est la main-d'œuvre des pays les plus pauvres qui s'expatrie pour aller dans les pays de salaires plus élevés, où ils maintiennent les salaires à des niveaux relativement bas, pour le plus grand avantage des capitalistes de leur nouvelle patrie.

Par ces deux voies, par l'exode des capitaux vers les pays de bas salaires, et l'exode de la main-d'œuvre vers les pays de hauts salaires, la condition des travailleurs a tendance à s'égaliser d'un bout à l'autre du monde, par-dessus les frontières.

Encore une fois, il ne s'agit pas de soutenir, ce qui serait un paradoxe et une inexactitude grossière, que les conditions politiques et économiques sont identiques dans toutes les patries.

Mais ce qui est vrai, ce qui est incontestable, c'est que — à part la Turquie et la Russie tsariste, deux monstruosités en voie de disparition — toutes les patries se valent, à peu de chose près; et qu'en particulier, entre les patries française, allemande, anglaise, italienne actuelles, il y a si peu de différence que si demain, par un coup de baguette magique ou par un consentement général aussi magique, les Français devenaient tous Allemands — que M. Déroulède me pardonne cette hypothèse sacrilège ! — ou si — supposition flatteuse ! — les Allemands devenaient tous Français, après la

fusion, les riches des deux pays continueraient à être riches, c'est-à-dire à être libres d'exploiter leurs semblables, libres de vivre grassement des produits du travail des salariés, et la masse des gens gênés ou misérables continueraient, Allemands ou Français, à végéter dans la gêne ou la misère.

Ce qui est vrai enfin, c'est que ni la patrie française n'est supérieure aux patries allemande, italienne ou anglaise, ni les patries anglaise, italienne et allemande ne sont supérieures à la patrie française à un point tel que l'une ou l'autre vaille qu'on se fasse tuer pour elle. La différence est si minime entre l'une et l'autre pour la grande masse de leurs habitants que si les déshérités de ces patries avaient un peu de bon sens ou de cœur ils ne lèveraient pas le petit doigt pour les défendre au jour où elles les appelleraient à leurs secours.

Etre Français, Anglais, Allemand ou Italien, qu'est-ce que cela devrait leur faire à eux, les bêtes de somme et les parias !

CHAPITRE III.

Le Miracle du Patriotisme.

Que dans chaque pays, les riches soient patriotes, rien de plus naturel, ni de plus logique ! Qu'à l'occasion, ils se battent et se fassent tuer pour leur patrie, personne ne songe à s'en étonner. Encore en France trouvèrent-ils moyen, dès le règne de Napoléon Ier, de se soustraire à la conscription. Après, jusqu'en 1872, toutes les lois qu'ils firent autorisaient leurs fils à acheter un remplaçant qui allait, en cas de guerre, se faire trouer la peau à leur place. Quand la bourgeoisie ne put échapper complètement à la caserne, elle fit la loi de 1872, qu'on peut résumer ainsi : article premier, les fils du peuple iront 5 ans à la caserne ; article 2, les fils de la bourgeoisie, à condition de verser 1.500 francs et de passer un petit examen, ne feront qu'un an.

La loi militaire de 1889, qui remplaça celle de 1872, leur fut aussi clémente : 3 ans pour les fils de croquants, 10 mois pour ceux qui ont les moyens d'user leurs fonds de culottes sur les bancs des lycées et des facultés jusqu'à 26 ans.

Et l'on sait quel enthousiasme ils viennent de montrer pour la loi militaire de 2 ans qui les condamne à porter le sac comme les camarades.

Après tout, leur aversion pour le service militaire

prouve qu'ils n'aiment pas la caserne ; elle ne prouve nullement qu'ils n'aiment pas leur patrie.

La patrie fait assez pour eux ; elle leur assure à tous l'instruction, le loisir, le confortable, le bien-être, le luxe même : Ils seraient des monstres d'ingratitude s'ils ne l'aimaient pas.

Mais ce qui confond l'intelligence, c'est que dans tous les pays, les gueux, les gens gênés, les déshérités, les bêtes de somme surmenées, mal nourries, mal logées, mal vêtues, mal instruites que sont les trois quarts des habitants de chaque patrie, marchent comme un seul homme, au premier appel, quelle que soit la cause de la guerre.

Des gens qui ne feraient pas un pas pour rendre service à leur voisin, à un travailleur comme eux, font des centaines de lieues pour aller se faire tuer pour les maîtres qui les tondent.

Et qu'on ne dise pas qu'ils marchent par peur du gendarme.

Si le gendarme est nécessaire en cas de mobilisation, pour quelques-uns, la majorité des citoyens de chaque pays marche à la mort, comme à un devoir, presque joyeux.

Au mois de juillet 1870, des millions de paysans et d'ouvriers allemands travaillaient en paix : beaucoup d'entre eux ignoraient qu'il y eut un pays qui s'appelait la France.

D'autres bêtes de somme suaient et peinaient en France, dont beaucoup ignoraient l'existence d'un pays qui s'appelait l'Allemagne.

Tout à coup l'ordre de mobilisation part de Paris et de Berlin.

A la nouvelle que la patrie allemande était attaquée, le peuple allemand se levait comme un seul homme, riches comme pauvres.

A la nouvelle que l'on avait « insulté » l'ambassadeur français en Allemagne, sans même que leur gouvernement ait eu besoin de faire la preuve de cette prétendue insulte, le peuple français se levait en masse, les mendiants comme les millionnaires.

Les deux peuples se ruaient l'un contre l'autre comme des fauves : 300.000 hommes étaient égorgés, éventrés ; après la saignée, de chaque côté du Rhin, les deux troupeaux reprenaient le joug, obligés de peiner un peu plus, vainqueurs et vaincus, pour réparer les ruines faites par la guerre et préparer de nouvelles tueries.

D'un bout à l'autre de la terre, c'est la même folie patriotique chez les peuples.

Vous auriez demandé, il y a un an, à la plupart des paysans et des ouvriers japonais, que l'aristocratie japonaise tient sous sa dure domination, s'ils savaient ce que c'était que la Russie et la Mandchourie, beaucoup d'entre eux vous auraient regardé d'un air hébété : la Russie ? la Mandchourie ? Ils n'avaient jamais entendu parler de ces pays-là.

Vous auriez demandé au même moment à la grande masse des moujicks russes que l'autocratie tond jusqu'au sang, s'ils connaissaient le Japon et

la Mandchourie, ils auraient répondu: nous ne savons même pas ce que c'est.

L'ordre de mobilisation leur arrive.

Aussitôt ils quittent tout, leurs femmes, leurs enfants; toute cette chair à canon est entassée, empilée, dans des navires, dans des wagons. En route pour la Mandchourie!

Et aussitôt sortis de leurs wagons et de leurs navires, voilà les deux troupeaux qui se ruent, comme des fous furieux, l'un contre l'autre; avec quel acharnement, tous les journaux nous le racontent chaque matin.

« Ce matin, dit le correspondant du *Temps* (13 septembre 1904), j'ai vu un soldat que trois balles avaient traversé... ; de la bouche entr'ouverte, des flots de sang montaient par moments, les poumons crevés faisaient un bruit d'un vieux soufflet de forge. On eut dit les dernières affres d'une bête saignée!... Tristesse, horreur et laideur! La guerre n'est pas autre chose. Ce que j'ai vu de la guerre, c'est une infinité de petites choses médiocres, ennuyeuses; des journées entières passées dans les buffets empuantis, parmi les milliers de mouches; des odeurs de viande pourrie; des wagons pleins d'humanités entassées ; les chevaux et les hommes pêle-mêle; des camps alignés à perte de vue, parmi la saleté et les immondices, dans la poussière ou la boue... Puis, un jour de bataille, des lignes, des masses, avançant ou reculant, et des hommes, beaucoup d'hommes, tombant sous les

shrappnels ou les balles venues on ne sait d'où, lancées par on ne sait qui... Voilà la vision sincère de la guerre. Devant ce spectacle de saleté et de mort, il vous vient un immense appétit de vie, un désir fou de fuir cette terre atroce où des hommes s'entretuent. »

Le correspondant du *Daily News* à Moscou, communique le récit suivant du lieutenant Kuzminsky qui vit le feu pour la première fois à l'attaque du col de Motien-Ling, le 17 juillet : « J'étais un peu en arrière. J'ai pu voir les hommes tombant en arrière l'un sur l'autre comme un château de cartes. Tout à coup, à côté de moi, un soldat poussa un cri, eut deux soubresauts, et, en tombant en avant, s'empala sur sa baïonnette. L'homme derrière lui continua d'avancer et marcha sur le bras de son camarade. Alors, pour la première fois, je sentis le désir de m'élancer, de me jeter sur l'ennemi sans me préoccuper de ce qu'il adviendrait... Nos hommes continuaient à sauter dans les tranchées et s'empilaient là-dedans avec les ennemis. Dans la lueur trouble du matin, beaucoup de soldats des deux partis ont abattu leurs camarades à la place de leurs adversaires. Enfin, nous avions emporté la position. Alors suivit un odieux massacre des Japonais survivants qui refusaient de se rendre ou dédaignaient de fuir ».

« En approchant des tranchées russes, écrit le correspondant de l'*Agence Reuter* qui assista à la bataille de Liao-Yang, les Japonais de Kuroki

rencontrèrent de nouvelles défenses consistant en fils de fer disposés sur le sol et chargés d'électricité à une haute puissance... Un bataillon japonais parvint à pénétrer dans les tranchées ; puis, ayant épuisé ses munitions, chercha à se frayer un chemin en arrière avec la baïonnette, mais il fut exterminé... Le sang tâchait partout le sol ».

Autour de Port-Arthur, c'est le même acharnement féroce :

« Les flancs de la colline couverts de morts et de mourants, étaient inondés de ruisseaux de sang. Une seule mine a anéanti 500 Japonais ; le spectacle était horrible : le ciel s'empourpra soudain d'une lueur sanglante, puis il y eut une projection de pierres et de membres humains, comme s'ils sortaient d'un cratère ». (*Journal* du 25 août).

« Chaque fois que les Japonais arrivèrent sur nos lignes, racontent deux officiers russes, des mêlées horribles eurent lieu, où les blessés luttaient encore jusqu'à la mort... On ne fit pas quartier. On a trouvé des couples enlacés frénétiquement, les dents à la gorge et les doigts dans les yeux, morts ainsi... Les environs de Port-Arthur ne sont plus qu'un immense charnier, où pourrissent des milliers de cadavres, qu'on ne peut ramasser. L'odeur est si forte que les soldats russes doivent se boucher les narines avec des tampons camphrés. »

« Dans la nuit du 2 septembre, dit une dépêche du général Stœssel, une colonne ennemie, venant détruire les chaînes, tomba sur les fougasses à

explosion automatique ; beaucoup d'hommes sautèrent en l'air ».

Des matelots du *Cesarevitch*, qui survécurent à la bataille du 10 août, disent que l'amiral Witheft a été broyé par l'obus qui le frappa ; son corps disparut par dessus bord ; on ne releva qu'une de ses jambes ; ce fut une scène infernale qui fit blanchir les cheveux de beaucoup d'hommes.

Par quelle aberration, les parias des diverses patries se jettent-ils ainsi à la gorge des uns et des autres, avec des cris de haine, au premier signe de leurs maîtres ? Comment les ouvriers et les paysans allemands, français, russes ou japonais sont-ils assez stupides pour ne pas voir que leurs seuls ennemis ce sont ceux qui, dans leur propre pays, leur extorquent le meilleur des fruits de leur travail et vivent grassement à leurs dépens ?

C'est le patriotisme qui accomplit ce miracle.

Nos arriére-neveux ne voudront pas croire à ce prodige d'imbécilité de la part de leurs ancêtres du XIXe et du XXe siècle.

CHAPITRE IV

L'enseignement patriotique dans la famille.

Prenez un homme d'intelligence moyenne, à qui l'on n'a jamais parlé de religion, et d'instruction seulement médiocre.

Racontez-lui que la terre a été créée par un Dieu, que ce dieu a créé la lumière le premier jour et le soleil seulement le second jour ; qu'il a fait la première femme avec une côte du premier homme, que Jonas vécut dans une baleine, que Josué arrêta le soleil, que la vierge Marie conçut par l'opération du saint esprit, que Jésus ressuscita les morts, qu'il se ressuscita lui-même trois jours après sa mort, et autres histoires merveilleuses.

Il vous rira au nez ; ou bien il se demandera si vous êtes soudain devenu fou ou si vous voulez vous rire de lui.

Mais cultivez le même homme dès le berceau.

Que sa mère en le berçant sur ses genoux lui apprenne des prières, des litanies, des oremus ; qu'elle lui parle de la bonne Vierge, du bon Jésus, du petit Noël, des flammes de l'enfer ; qu'elle lui en parle une fois, cent fois, mille fois.

Qu'elle le livre, à sept ans — à l'âge de raison, selon l'Église — aux mains du prêtre ; que celui-ci lui raconte comme des vérités revélées toutes les

drôleries de la Bible, toutes les naïves créations d'une humanité ignorante et crédule.

Assaisonnez le tout de cérémonies théâtrales dans des nefs à demi obscures qui portent à la rêverie et à l'extase ; mêlez-y les parfums de l'encens qui grise, la musique troublante de l'orgue, les costumes d'apparat des officiants.

Si des influences contraires ne viennent pas de bonne heure réagir contre cet enveloppement de tout l'être, contre cet empoisonnement du cerveau et des sens, le patient est incurablement atteint.

Vous pouvez lui conter toutes les merveilles des livres saints ; vous pouvez lui faire croire qu'un morceau de pain azyme fabriqué par le boulanger du coin, après la consécration par un prêtre, devient en réalité le corps et le sang de Jésus-Christ; même s'il est devenu un grand savant, un coin de son cerveau restera toujours obscur, fermé à toute lumière de la raison. Ne discutez pas avec lui, peine perdue. Quand on lui parle de religion, il ne discute plus avec sa raison, il raisonne avec ses nerfs.

Ce n'est pas autrement qu'on devient patriote !

Le bambin sait à peine marcher, qu'on lui donne pour ses étrennes des soldats en plomb, des canons, des forts en carton, un tambour, un clairon, un fusil, un sabre plus grand que lui.

Quand les moyens le permettent, on l'affuble d'un costume de hussard, de dragon, avec un beau casque, une belle crinière.

A la table de famille, il entend les vieux militaires évoquer les souvenirs de leurs campagnes.

Les guerres n'ont pas manqué au XIXe siècle.

Après celles de la Révolution et de l'Empire, qui ont fait, pendant 20 ans, de l'Europe, un vaste camp, depuis l'Espagne jusqu'à la Russie, il n'y avait pas une famille en Europe où il n'y eut pas au moins un soldat. Dans toute l'Europe, toutes les générations qui ont grandi de 1815 ont été bercées des récits de batailles de l'Empire.

Parmi ceux des générations qui ont grandi sous le second Empire, qui n'a pas entendu un oncle ou un cousin raconter les prouesses d'Algérie, de Crimée, d'Italie, du Mexique?

Et nous, qui avons grandi sous la troisième République, n'avons-nous pas entendu, à la table de famille, de chaque côté du Rhin, rappeler les souvenirs de la guerre de 1870 ?

Et quels souvenirs ! Souvenirs de vols, de viols, de tueries, d'incendies.

Naturellement, dans le récit des vieux militaires, c'est l'ennemi, l'étranger, qui joue toujours le rôle odieux.

L'enfant entend tout cela, souvent de travers.

Mais son cerveau reçoit de cette éducation familiale une ineffaçable empreinte.

Avant même d'être allé à l'école, le morveux a déjà dans le sang la haine de l'étranger, la vanité nationale, l'idolâtrie du sabre, l'adoration mystique de la patrie. Il est déjà patriote.

CHAPITRE V

La chanson patriotique à l'École.

Le patriote en herbe vient à l'école.

Le patriotisme n'est encore qu'en germe en sa jeune cervelle.

L'école aura vite fait de le développer.

L'enfant ne sait pas encore lire ; mais il a de la mémoire ; il aime le bruit ; il aime à chanter.

A l'entrée, au milieu, à la sortie de la classe, qu'il chante donc à plein gosier.

Chanter quoi? Eh ! parbleu, la Patrie ! l'Idole ! Elle ! Elle toujours !

M. Paul Déroulède, notre grand barde national, a créé le genre, ou tout au moins il a créé le modèle du genre :

En avant ! la route est large,
Le clairon sonne la charge,
Et les zouaves vont chantant,
Et là haut sur la colline,
Dans la forêt qui domine,
Le Prussien les attend.

Vous les voyez, ces braves Français ; ils s'en vont, chantant, à ciel ouvert, bravement. Hein ! Est-ce bien là la bravoure française, la loyale bravoure française?

Tandis que le Prussien est là, traîtreusement embusqué dans la forêt, à l'abri, aux aguets, qui guette sa proie.

Le maître a eu des disciples, des émules dignes de lui.

Les deux livres de musique les plus répandus dans les écoles publiques, celui de M. Marmontel et celui de M. Augé pullulent de chansons où il n'est question que de la Patrie, de la France, du Drapeau, de la Revanche.

Le doux poète Maurice Bouchor, que l'on indignerait fort si on le traitait de nationaliste, a versé dans cette littérature patriotique.

Ce n'est pas de Déroulède, ni de François Coppée, mais de Maurice Bouchor, cette chanson prise au hasard entre cent autres d'un patriotisme aussi délicat.

C'est intitulé *le Soldat français* :

LE SOLDAT FRANÇAIS

Où t'en vas-tu, soldat de France,
Tout équipé, prêt au combat.
Plein de courage et d'espérance,
Où t'en vas-tu, petit soldat ?
— C'est comme il plaît à la Patrie,
Je n'ai qu'à suivre les tambours.
Marche toujours ! *(bis)*
En traversant bois ou prairies
On peut rêver à ses amours.

— Oui, mais on perd sa bonne mine
En traversant les vastes flots.
C'est dur aussi, lorsqu'on chemine
L'arme à l'épaule et sac au dos.

— Frère, c'est dur, mais la Tulipe,
Quand il est las, siffle un refrain.
    Point de chagrin *(bis).*
Il a sa gourde, il a sa pipe,
C'est un gaillard toujours en train.

— Toi qui t'en vas le rire aux lèvres
Reverras-tu ce doux pays ?
Crains le soleil, la nuit, les fièvres.
L'homme embusqué dans les taillis.

— Va, je suis prêt à la souffrance,
Même à laisser là-bas ma peau.
    Gloire au Drapeau ! *(bis).*
J'aimerais bien revoir la France,
Mais bravement mourir est beau.

On vient de publier un nouveau cours de musique pour l'enseignement primaire sous la direction de M. Charlot, inspecteur général de l'instruction publique. M. Charlot n'est pas plus que M. Bouchor un nationaliste. C'est un patriote à la façon de tous les républicains radicaux. Dans ce recueil trois chansons sont consacrées à chanter la Patrie.

Et il se trouve que toutes les trois chantent la gloire du sabre.

L'une a pour titre : *le Départ de la Classe.*

Tu pars, conscrit. Vive la classe !
Un Français jamais ne se lasse
D'aimer, de servir son pays.
Aurais-tu peur ?... Non, tu souris.
Pars donc, conscrit. Vive la classe !

La seconde a pour titre significatif : *Debout ! Pour la France !* Elle commence ainsi :

Les Gaulois, fiers et triomphants,
Bravaient les cieux et la tempête.
Les grands combats, c'était leur fête,
Ne sommes-nous pas leurs enfants ?

La troisième est intitulée : *Mon Régiment.* C'est la glorification naïve des sabres, des tambours, du panache, de tout ce que les enfants aiment dans le régiment qui passe.

La chanson patriotique n'est pas un genre exclusivement français. Déroulède a des rivaux et des maîtres dans tous les pays voisins.

Il serait oiseux de collectionner ici les chansons patriotiques que les petits Anglais, les petits Allemands, les petits Italiens apprennent à l'école, dans la rue ou dans la famille.

Voici cependant quelques échantillons de chansons patriotiques allemandes qu'un auteur d'un manuel scolaire (1) a réunies pour montrer aux

(1) Ch. Bigot, *Le Petit Français.*

petits écoliers français à quel point on les déteste de l'autre côté du Rhin :

LES HOUSARDS

Dans la bataille, au milieu des dangers, rien n'est plus gai que les housards ; le canon tonne et éclate comme la foudre, le sang allume notre œil qui étincelle et nous nous précipitons dans la mêlée.

En avant, on crie : Housards, le sabre et le pistolet au poing, et raillons-nous de la tempête !

Ils nous parlent français, nous ne les comprenons pas.

Tranchons-leur la tête pour les faire taire.

Le housard marche en avant, en avant toujours ; si son camarade est frappé à son côté il ne s'en émeut pas. Le corps se dissout dans le tombeau, mais non l'uniforme, et l'âme monte triomphante dans les cieux.

OU EST LE RHIN?

Où est le Rhin? — Il coule sur la terre allemande. Remarquez cela, Français, vous qui n'entendez rien à la géographie. Et si, par malheur, nous n'avions dormi pendant des siècles, vous ne nous auriez pas disputé, scélérats, les rives de notre fleuve.

Aujourd'hui nous vengeons les hontes que vous avez infligées au peuple allemand. Nos braves sont

en route et, l'épée à la main, ils vont nettoyer nos frontières des zouaves et des turcos.

Car les pays allemands que vous avez volés sont l'Alsace, la Lorraine et la Bourgogne! Riez seulement! Riez! Bientôt vos dents claqueront de frayeur!

Nous vous reprendrons ces trois provinces; nous les arracherons de vos griffes! Nous referons l'honneur allemand aux dépens de la gloire française, et nous nous établirons en maîtres sur les deux rives du Rhin.

NOTRE DAVID

Monsieur Goliath s'avance, le Philistin français, et nous crie: « Viens, preux David, viens! Approche-toi donc un peu!

« Je suis bardé de fer des pieds à la tête. Viens essayer ta fronde contre moi. Il t'en cuira, cette fois-ci! »

Et le jeune David ne fait pas la sourde oreille; il vient au pas accéléré, avec sa fronde et avec une bonne épée.

« Vantard, toi qui as six coudées de haut, je vais te montrer ce que je sais faire. » Et, brusquement, il grandit et devient un géant formidable.

Et il frappa la terre de son pied, et de cette terre surgit toute une armée de Davids, tous géants comme le premier.

L'épée frappe les Philistins comme la faux qui couche la moisson sur le sol. On voit enfin la force de ce David allemand, notre bon Michel, si longtemps raillé.

Ainsi la paille est dispersée, ainsi le grain est jeté à terre, ainsi les rouges fleurs des blés fauchés jonchent le sol de leurs pétales sanglants.

Monsieur Goliath voit ces choses et voudrait bien s'en aller. Mais David ne lui en laisse pas le temps.

Il va à lui, le saisit par la ceinture, le soulève, le balance et le jette au loin à travers champs.

« Tu as ton compte, braillard! Vous avez le vôtre, Philistins! Si vous bougez seulement, si vous faites un pas vers nous, gare!

« Nous vous attraperons encore une fois, et d'une façon définitive, effrontés maraudeurs que vous êtes! Nous renverserons les murailles insolentes de votre Ascalon.

« Nous raserons vos cités, et personne ne saura plus, ne pourra reconnaître où Ascalon — Paris — a existé et où les Français ont vécu! »

SUR LES FRANÇAIS

Vous counaissez la vieille chanson: Hurrah! hurrah! hurrah! Nous chantions ce refrain pendant les longues marches, nous autres jeunes hommes, en nous exerçant à la guerre future.

Hurrah ! hurrah ! Nous chantions ce refrain-là en temps de paix ; aujourd'hui, chantons-le de nouveau, puisque l'on va se battre. Hurrah ! donc, et tombons sur les Français !

Les vieux nous avaient appris cette chanson : Hurrah ! Nous valons bien les vieux, j'imagine ! Faisons-le voir, hurrah ! Ils chantaient ainsi à Katzbach, à Grossbeeren, à Dennewitz, et en chantant ils tombaient comme la foudre sur les Français !

Que Dieu vous bénisse, les vieux ! Hurrah ! Nous chantons comme vous, à la vieille mode, qui est la bonne, hurrah ! Et nous l'avons déjà prouvé, car nous aussi, à Wissembourg, à Forbach et à Wœrth, nous sommes tombés sur les Français.

Mon cher monsieur Français, comment vous portez-vous ? Hurrah ! Vous tiendrez-vous tranquille et sage, cette fois-ci, hein ! Hurrah ! Tu as beau faire, braver, défier, ruser, mentir, que diable ! tu en auras bientôt assez. En avant, donc ! tombons sur les Français !

Salut, roi Guillaume, héros pieux et fort ! Hurrah ! Ton peuple entier t'acclame, hurrah ! Regarde-nous bien, et tu verras si nous tapons solidement sur les Français !

En avant ! en avant ! Recommençons la danse ! Hurrah ! hurrah ! hurrah ! A Paris ! Paris est notre but ! Nos pères, deux fois, y ont déjà été. A notre tour, nous y serons bientôt. Victoire ! Chantons le

vieux refrain : Hurrah ! donc, et tombons sur les Français.

Quel cerveau d'enfant, français ou allemand, résisterait à une telle suggestion, à cette glorification systématique de sa patrie, à ces excitations malsaines contre les patries voisines.

Il sait à peine lire, il ne connaît rien de rien : il sait pourtant une chose, mais celle-ci est profondément ancrée en lui : c'est qu'il doit être prêt à sacrifier sa vie, si sa patrie l'ordonne.

Mourir pour la Patrie
C'est le sort le plus beau, *(bis)*
Le plus digne d'envie *(bis)*.

CHAPITRE VI

L'enseignement patriotique à l'école

Le jeune patriote sait lire.

On lui met entre les mains de « bons » manuels.

Tous les manuels scolaires sont de « bons » manuels, aussi bien en Allemagne qu'en France; en Allemagne, comme en France, comme partout, une Congrégation de l'Index arrête aux portes de l'école, surtout de l'école primaire, les « mauvais » manuels, ceux qui pourraient éveiller chez les enfants l'esprit critique et le libre examen.

Le bon manuel français ou allemand, se reconnaît à première vue, par ses gravures. Voici la *Nouvelle 1re année d'Histoire de France*, de M. Ernest Lavisse, de l'Académie française. Il n'y a pas besoin de le lire, il suffit de le feuilleter; évidemment, c'est un bon manuel. Regardez plutôt les gravures.

Ici, Jean-le-Bon sabre les Anglais à Poitiers.

Là, le chevalier Bayard met en fuite des cavaliers qu'il poursuit avec une telle fougue qu'il entre à leur suite dans la ville ennemie où on le fait prisonnier.

Plus loin, François Ier dort sur l'affût d'un canon le soir de la bataille de Marignan.

Vous ne voudriez pas que M. Lavisse ait oublié

de nous montrer Bayard au pont de Garigliano, Charles VIII déployant « sa furie française » à Fornoue ou Henri IV montrant son panache blanc à la bataille d'Ivry, ni le même Henri IV sabrant les ennemis au combat de Fontaine-Française, ni le duc d'Enghien à Rocroi, ni Tourville allant mourir pour le service du roi, ni la mort de l'héroïque Montcalm au Canada.

Tiens ! M. Lavisse oublie de nous montrer les marins du *Vengeur* s'engloutissant, comme nous le rapporte la légende, aux cris de : Vive la République !

L'historien sans doute est déjà hypnotisé par Napoléon-le-Grand. Le voici au siège de Toulon ; le voilà au pont d'Arcole ; admirez-le trônant à Erfurth au milieu d'un parterre de rois ; plaignez-le ; le vautour est en cage, à Saint-Hélène.

Et M. Lavisse ne nous fait grâce ni de Marengo (d'après le tableau de Carle Vernet), ni de la retraite de Russie où le maréchal Ney fait le coup de feu comme un simple grenadier, ni de la prise de Saragosse, ni de la bataille de Leipzig, ni de la défense de Paris (d'après Horace Vernet), encore moins de Cambronne à Waterloo.

Le livre se termine par une page d'images, où nous pouvons admirer le combat de Sidi-Brahim, Mac-Mahon à Malakoff, la charge de Reischoffen, et même le bombardement de Foutchéou.

A côté des exploits héroïques des Français, les horreurs commises par les étrangers.

Dans le même volume de M. Lavisse, on voit une gravure représentant un supplice d'indigènes, que l'on brûle tout vifs. Au-dessous, comme explication : Conquête de l'Amérique (cruauté des Espagnols).

Dans le cours supérieur du même auteur, les Anglais attachent à la gueule de leurs canons les Hindous révoltés.

Mais vous chercheriez en vain, dans ce bon manuel, une gravure représentant les Français enfumant les tribus arabes dans les grottes de Dahra aux temps héroïques des guerres d'Algérie.

L'exposé des faits va de pair avec les gravures.

Le Père Loriquet, dont les patriotes anticléricaux raillent si fort les procédés pédagogiques, mentait pour la gloire de Dieu et du Roy.

Les Loriquets patriotes, dans tous les pays, mentent pour la gloire de la patrie.

Le procédé est le même dans tous les pays.

Il consiste, en racontant les événements du passé, à mettre en relief les torts des étrangers et à laisser discrètement dans l'ombre les torts des compatriotes.

Si la patrie est victorieuse, on souligne triomphalement sa victoire; si elle est battue, on trouve toujours des raisons honorables pour expliquer sa défaite.

C'est un axiome indiscutable en France, que les Français ne peuvent être vaincus que par la trahison, ou par le nombre, ou par la nullité de leurs

chefs : même quand ils capitulent par 80.000 à la fois, comme à Sedan, ou par troupeau de 180.000, comme à Metz, ce sont tout de même des lions, des lions.... conduits par des ânes.

Les auteurs de manuels d'histoire ont fini, en France, par découvrir — ils y ont mis le temps! — que Bayard, Turenne, Condé, Napoléon et le maréchal Bugeaud n'étaient pas les seules gloires de la France; que Rabelais, Molière, Voltaire, Michelet, Hugo, Lavoisier et Pasteur faisaient peut-être presque autant d'honneur au pays qui les a vus naître.

Mais comme on a pris soin de laisser ignorer aux écoliers, du moins à ceux des écoles primaires que la patrie de Michel Ange et de Raphael, celle de Gœthe, de Beethoven et de Wagner, celle de Shakespeare, de Newton et de Stephenson, ont bien aussi un peu contribué au progrès de la civilisation générale, cette découverte n'a servi qu'à exalter la patrie française et à ravaler dans l'esprit des jeunes patriotes, les patries étrangères, dont les gloires sont systématiquement laissées dans l'ombre.

Si l'histoire, — l'impartiale histoire — se prête à cette falsification, on ne saurait s'étonner que l'instruction civique, dont c'est la mission propre de former des patriotes, ait recours aux mensonges les plus effrontés, aux excitations les plus bassement haineuses pour arriver à ses fins.

En 1903, *La Petite République*, journal à étiquette socialiste, ouvrait un concours sur les livres dont on se sert dans les écoles primaires publiques.

Le lauréat de ce concours, M. Antonin Franchet, un des esprits les plus libres et les plus cultivés de l'enseignement primaire, a publié son mémoire en une petite brochure, le *Bon Dieu laïque*, qui contient des citations nombreuses extraites des manuels les plus répandus à l'heure actuelle dans les écoles publiques.

Celles qui sont extraites des manuels d'instruction civique et des manuels de lectures courantes sont particulièrement édifiantes.

En voici quelques-unes, à titre de curiosité.

Le *Petit Français*, par Ch. Bigot (p. 140) :

« S'il y avait dans notre Europe un tribunal constitué pour juger les différends entre les peuples comme il existe des tribunaux pour juger les procès entre les particuliers, tu pourrais, confiant dans la justice de ta cause, la porter devant ce tribunal, sans lui donner d'autre défenseur qu'un bon avocat. Mais cela non plus n'existe pas, mon enfant. Il n'y a point en Europe de tribunal international, et s'il en existait un, il ne serait pas équitable, car les juges ne seraient pas impartiaux. Ils jugeraient les procès, non selon la justice, mais selon leur leur propre intérêt et leurs ambitions. »...

« Pour qu'elle (la guerre) eût un terme, il faudrait que tous les peuples fussent justes ou qu'un arbitre supérieur leur imposât le respect de la justice. Ce beau jour ne se lèvera pas de sitôt, et que tu serais naïf, mon enfant, et prédestiné comme

les bœufs à être mené un jour à l'abattoir, si tu te figurais un seul moment qu'il est venu! »

P. 170. — « La grandeur morale de la guerre

« ... C'est elle (la guerre) qui empêche les peuples de s'abâtardir et de se contenter, comme but de la vie, de la jouissance et du plaisir. C'est elle qui enseigne le mieux à mépriser le danger, à être vaillant et fort... La paix est pour toutes les nations une épreuve redoutable; on s'y amollit, on y prend l'amour du bien-être et de la richesse, on est tout près de perdre sa force et son énergie, et de laisser à d'autres l'avantage dans l'éternelle lutte de la vie. Mais vient la guerre comme un orage salutaire! Elle avertit à temps des périls que l'on courait; elle commande l'effort, elle oblige à retrouver soudain les mâles vertus dont on commençait à être déshabitué... Elle retrempe les nations dans un bain sanglant... »

P. 171. — « Si la guerre n'avait pas existé, vraiment nous ne saurions pas combien notre espèce est noble et héroïque. Elle fait des individus plus forts, plus généreux. Elle a écrit avec du sang le livre d'or de l'humanité. »

M. de Moltke ne parlait pas mieux!

Manuel d'Éducation morale, par A. Burdeau.

P. 95. — « Qui devons-nous aimer encore?

« — Il faut aimer tous les hommes, même ceux qui ne sont pas Français.

« — Pouvons-nous aimer les Allemands?

« — Ceux qui ont blessé la France, ceux qui oppriment les Français d'Alsace-Lorraine, nous ne pouvons pas songer à les aimer ».

L'Instruction civique à l'École, par Paul Bert.

P. 83. « Rappelez-vous bien les parole de votre vieil instituteur : « Pas de haine entre les Français; gardez-la pour l'ennemi! »

Première année d'instruction civique et morale, par P. Laloi :

Page 171.— « Fini, dit un de nous, à tout jamais « fini. Voilà que la France est descendue dans « l'abîme. Que de défaites! Quelle honte!... Nous « ne nous relèverons jamais!

« Un silence de quelques minutes suivit ces paroles; mais un jeune homme s'écria : « J'ai « vingt ans, et je verrai la régénération de la « patrie! » Alors il parla d'une voix émue et forte : « Eh bien! moi je vous dis que la France « du dix-neuvième siècle se relèvera comme celle « du quatorzième. Je vous dis que si ces mangeurs « de choucroute, ces bombardeurs de villes demeu- « rent campés, après la paix, dans quelques-unes « de nos provinces, le jour viendra, tard peut-être, « mais il viendra, où il ne restera plus d'eux en « France que ceux qui dormiront dans la terre! »

— Notre jeune camarade avait rendu l'espérance à nos cœurs. »

La morale mise à la portée des enfants, par O. Pavette.

Page 141. — « On doit à sa patrie le sacrifice de sa vie. »

« Il n'y a pas de gloire comparable à celle du citoyen qui meurt pour son pays. »

« Le devoir du soldat est de défendre son drapeau jusqu'à la mort. »

Education morale et Instruction civique, par A. Mézières, de l'Académie française.

Page 37. — « Elle (la patrie) a subi de grands malheurs, elle a perdu deux provinces. Si votre mère était malade, vous l'entoureriez de soins et de tendresse. Pensez que la patrie est votre seconde mère, qu'elle souffre et qu'elle pleure les enfants qu'on a arrachés de son sein. Aimez-la, mes amis, et n'oubliez pas les consolations qu'elle attend de vous. »

Page 80. — « ...Vous servirez un jour la France sous l'uniforme du soldat. Ce jour-là, mes enfants, vous devez au pays tout votre sang. L'histoire nationale est remplie d'actes de courage admirables accomplis sur les champs de bataille. Nourrissez votre mémoire de ces glorieux souvenirs et prenez d'avance la résolution de tout sacrifier, lorsque

vous serez grands, au salut de la patrie, à l'honneur du drapeau. »

Lectures choisies, par Bonnehon et Turgan :

P. 110. — « Quand on écrit dans d'autres langues, on peut quelquefois se contenter d'être compris des autres s'ils en viennent à bout ; quand on écrit en français, il faut d'abord se comprendre soi-même... « La langue française est celle où l'on dit le mieux ce que l'on veut dire, où il est plus difficile aux malhonnêtes gens de tromper les autres. »

P. 202. — « C'est le seul peuple (le peuple français) dont les mœurs peuvent se dépraver sans que le fond du cœur se corrompe... »

Leçons de morale à l'Ecole primaire, par Curé et Houzelle :

P. 151. — « Il n'est pas de patrie qui mérite d'être aimée autant que la France.

« Aimer sa patrie est un sentiment naturel : nous préférons les Français aux autres hommes et la France à toutes les autres nations. De plus, en raison des bienfaits dont elle nous comble, la reconnaissance nous oblige à la considérer bien au-dessus des autres nations. »

De tout un peu. par A. Tartière (page 72).

« Que voulez-vous faire quand vous serez grand ? — Monsieur, je veux être soldat, pour aller à la guerre et tuer beaucoup de Prussiens. Ils ont tué mon oncle Pierre et grand'mère pleure toujours quand on en parle. — Vous êtes un brave et les Prussiens n'ont qu'à bien se tenir. »

Morale et Enseignement civique, par A. Saignette (livre du maître).

Page 64. — Maxime : « Celui qui n'aime pas la Patrie, absolument, aveuglément,- ne sera jamais que la moitié d'un homme. »

Voilà ce qu'on enseigne dans les écoles de la République française au début du xxe siècle.

Et qu'on ne dise pas que des citations tronquées ne prouvent rien ; il n'y a qu'à faire appel à ses souvenirs d'enfance, il n'y a qu'à se rappeler les manuels qu'on nous a mis entre les mains au temps où nous étions sur les bancs des écoles, il n'y a qu'à feuilleter les manuels scolaires qui font fureur, encore aujourd'hui, dans les écoles publiques pour reconnaître que toutes ces citations caractérisent nettement la pensée maîtresse des livres d'où elles sont tirées.

Tous les manuels d'instruction civique — sauf de très rares exceptions — ne sont que des com-

mentaires cyniques des gravures de l'Histoire de M. Lavisse ou des chansons de Déroulède.

Comme ces chansons et ces gravures, elles suintent l'admiration du sabre, la vanité nationale et la haine de l'étranger.

L'enfant, âme crédule, accepte béatement ce que lui enseigne son maître d'école, comme il accepte sans sourciller les contes de fée de l'Écriture sainte.

Le maître d'école, qui lui-même a été nourri de ces livres-là dans son enfance, qui, à l'Ecole normale, n'a jamais entendu un autre son de cloche, qui a pour la parole des Lavisse et des Paul Bert le même respect superstitieux que le jeune séminariste pour celle de son évêque, enseigne le dogme patriotique avec la même sérénité que le prêtre les mystères des religions révélées.

Du moins, ce que lui a enseigné le prêtre, l'enfant, une fois grand, dès qu'il lira des journaux, a des chances pour le voir discuté, critiqué, ridiculisé; une réaction salutaire se produit fréquemment. Sorti du pensionnat ecclésiastique, évadé du séminaire ou du cercle étroit des relations familiales, le jeune homme pourra encore secouer ses préjugés religieux.

Il y a beaucoup moins de chances pour qu'il se débarrasse du préjugé patriotique.

Ses classes finies, tout lui rappelle l'éducation patriotique reçue à l'école et rien ne la contrarie : le théâtre si plein d'exhibitions militaires et de tirades

belliqueuses, la baraque de foire avec ses tableaux vivants représentant souvent des scènes guerrières, les suppléments illustrés du *Petit Journal* et du *Petit Parisien* dont toutes les gravures sont tournées à l'exaltation de l'armée et de la patrie ; les journaux à grands tirages qui insistent avec tant de complaisance sur les armements, les manœuvres d'armées et d'escadres, les faits de guerre et les incidents diplomatiques, jusqu'aux tableaux militaires qui pullulent dans nos musées, tout est combiné à merveille pour enfoncer davantage en son cerveau le patriotisme qu'on lui a inculqué en bas âge.

Il y a des journaux avancés qui attaquent violemment la religion ; il n'y a pas un seul grand quotidien qui ose attaquer le patriotisme.

CHAPITRE VII

Les mensonges patriotiques : les définitions classiques de la patrie

Demandez à un patriote français, anglais, allemand, italien, ce que c'est que la patrie ; écoutez-le débiter comme un perroquet les définitions de la patrie qu'il a apprises dans ses manuels scolaires : autant d'affirmations, autant de phrases creuses, vides de sens, ou mensongères.

— Qu'est-ce que la patrie, bon patriote ?

— C'est la terre où je suis né.

— Mais non perroquet ! Si tu es né à Landerneau, si tu y as grandi, si tu y as goûté tes premières joies, c'est Landerneau ta patrie, d'après ta définition. Mais ce patriotisme de clocher, que tout le monde possède à des degrés divers, ce n'est pas ce qu'on appelle le patriotisme : l'amour du village natal n'explique nullement l'amour de la France entière, avec les villes ou les villages où tu n'es pas né, où tu n'as jamais mis le pied, auxquels ne t'attache par conséquent aucun souvenir d'enfance. Si Landerneau était annexé demain par les Allemands, Landerneau n'en serait pas moins ton pays natal, le pays auquel tous tes souvenirs de jeunesse resteraient attachés.

— La patrie, c'est la terre des ancêtres.

— Cela sonne bien ! terre des ancêtres ! En se battant les flancs, avec de grands efforts d'imagination, on croit voir les générations d'aïeux couvrant de leur sueur et de leur sang le sol de la patrie. Mais ce qu'il en faut de l'imagination, de la sensibilité et de la vertu pour aimer des ancêtres dont la silhouette se perd dans la nuit des temps.

Voyons ! bon patriote ! Tu aimes ton père ? Moi aussi, j'aime le mien ; ton grand-père ? moi aussi ! ton arrière grand-père ? moi aussi ! si j'en ai entendu dire du bien, et on dit toujours du bien des morts, même quand de leur vivant ils ont été des êtres vils et méprisables, mais au fond, tes ancêtres, ceux que tu n'as pas connus, tu t'en moques, hein ? comme de ta première culotte ! Et moi aussi.

D'ailleurs, s'ils ont arrosé de leur sueur et de leur sang la terre de Landerneau, aime ce coin de terre, bon patriote, mais ils n'ont pas arrosé la France entière ; ne te crois donc pas obligé d'aimer les villes et les villages qu'ils n'ont jamais arrosés ni de leur sueur ni de leur sang.

Ah ! ils ont arrosé la terre natale de leur sueur et de leur sang, les ancêtres ; oui, ils en ont versé beaucoup pour leurs maîtres, les rois, les nobles et les prêtres ; ils auraient mieux fait de verser moins de sang pour agrandir les domaines de leurs maîtres ou leur faire des rentes, et d'en verser un peu plus pour améliorer leur propre condition et la nôtre, par suite, en tombant à bras raccourcis sur leurs rois, leurs seigneurs et leurs curés.

Il y en a qui se sont révoltés, c'est vrai, mais est-ce que nos ancêtres étaient parmi les Jacques, les Croquants et les Va-nu-pieds qui, à maintes reprises, se soulevèrent ou parmi les soldats du roi qui étouffèrent les insurrections dans le sang? Étaient-ils parmi les révolutionnaires qui de 1789 à 1793 brulèrent les chartes et les châteaux ou étaient-ils parmi les chouans d'Anjou, de Bretagne, de Vendée, qui luttaient contre eux, ou parmi les royalistes du Midi qui voulurent livrer Lyon et qui livrèrent Toulon aux ennemis de la Révolution.

— La patrie, c'est le pays des gens de notre race.

— Mais, dans toutes les patries européennes, il y a plusieurs races différentes; en Allemagne, il y a des Slaves et des Germains ; même en notre pays, dont la population est une des plus homogènes, il y a plusieurs races : le Provençal, qui a beaucoup de sang latin dans les veines, est beaucoup plus près de l'Italien, par la race, que du Français du Nord; le Français de l'Est a beaucoup de sang allemand dans les veines; il ne manque pas de Français du Nord qui sont de race flamande; les Bretons sont un groupe différent, beaucoup plus proches parents du Gallois, de l'Ecossais ou de l'Irlandais que du Français du Nord, de l'Est ou du Midi. Quel Français d'ailleurs, quel Allemand, de nos jours, après les séjours que les armées françaises ont faits en Allemagne et les armées allemandes en France, est sûr de n'être pas le fils d'un

des soldats ennemis venus en vainqueurs au pays de leurs ancêtres.

D'ailleurs si les patries doivent comprendre les gens d'une même race, comme il est établi que les Italiens, les Français, les Allemands, les Anglais actuels ont tous des ancêtres communs, venus d'Asie, ce seraient tous les Européens qui seraient nos compatriotes! et pas seulement les Européens, pourquoi pas tous les hommes, quelle que soit la couleur de leur peau, puisqu'ils appartiennent à la race humaine comme nous!

— La patrie c'est la terre où l'on parle notre langue!

— Il y a trente ans, la plupart des Alsaciens ne parlaient et ne comprenaient que l'allemand, il y avait plus d'un million de Bretons qui n'entendaient pas le français ; il y avait des milliers de paysans du nord qui ne savaient que le flamand et pourtant tous ces gens étaient Français, aimaient la France.

En Suisse, une partie de la population parle l'allemand, une autre l'italien, une autre le français; et pourtant il y a une patrie suisse. En revanche, les Cubains qui parlent espagnol, viennent de chasser les Espagnols et ne veulent pas appartenir à la patrie Espagnole; les Américains du nord parlent anglais et pourtant ils sont loin de considérer l'Angleterre comme leur patrie. Ce n'est donc pas la communauté de langue qui constitue essentiellement la patrie.

— La patrie c'est un sorte de communion d'idées,

de sentiments, de goûts, de mœurs, d'intérêts qui fait qu'on veut vivre ensemble, à part des étrangers.

— Ah ! elle est touchante la communauté d'idées et de sentiments qui unit les Français cléricaux et anticléricaux, antisémites et libres-penseurs, nationalistes et dreyfusards, royalistes, bonapartistes, républicains et socialistes? Et notez bien que ce touchant accord existe en Italie, en Espagne, en Angleterre. Tous les jours, il se traduit, là comme chez nous, par des polémiques ardentes, des injures, des échanges de gifles et de coups de poing, et de temps à autre par des coups de fusil. Elle est belle, n'est-ce pas, la communion d'idées et de sentiments qui unit les patriotes d'un même pays?

Si, dans un même pays, riches et pauvres veulent rester du même groupement, continuer à vivre ensemble, à l'écart des étrangers, et se méfient des autres peuples, c'est que dans toutes les patries les riches enseignent aux pauvres la haine des étrangers et des autres patries. Autrement, les ouvriers et paysans de France n'auraient pas plus de répugnance à vivre dans la même patrie que les paysans et les ouvriers d'Allemagne, que les Suisses français et allemands n'en ont à vivre dans une seule et même patrie.

— La patrie est une mère, notre mère commune; c'est une grande famille dont tous les membres ont des intérêts communs.

Ceci est un comble. On dirait que les gens qui écrivent ces choses cocasses ignorent la lutte acharnée qui existe entre tous les concurrents d'une même industrie, l'antagonisme d'intérêts qui sépare, dans un même pays, protectionnistes et libres-échangistes ; après tout, peut-être qu'ils considèrent que les grèves, même quand elles s'accompagnent de sacs d'usines et de fusillades de grévistes, manifestent, à un haut degré, l'harmonie et l'entente qui règnent entre le patronat et les salariés ?

Dans ces singulières familles, que sont les patries, quelques uns des enfants sont assis autour d'une table bien garnie, où rien ne manque, pas même ce que le vulgaire appelle l'assiette au beurre. Ils mangent, ils boivent, ils devisent joyeusement, ils s'amusent ; jouissances intellectuelles et matérielles, rien ne leur manque. La vie est pour eux un long banquet.

Pendant ce temps, les autres membres de la famille travaillent comme des bêtes de somme, ils battent le beurre pour qu'on n'en manque pas à la table de leurs frères les privilégiés.

La patrie est une mère !

Qu'est-ce qu'une mère ?

C'est une femme bonne, aimante, qui, à la table de famille, partage ce qu'elle a entre tous ses enfants, qu'ils soient beaux ou laids, solides ou malingres, gâtant même de préférence les malades.

Mais ce n'est pas une mère que la femme qui, à

la table de famille, gorge quelques-uns de ses enfants, et laisse les autres, souvent les plus méritants, manquer du nécessaire ; ce n'est pas une mère, c'est une marâtre.

Les patries, des mères ! Allons donc, des marâtres cruelles que tous leurs fils déshérités ont le droit et le devoir d'exécrer.

CHAPITRE VIII

Les préjugés patriotiques français : Les Français sont les premiers soldats du monde.

On réussit à faire croire à la masse misérable du peuple, dans chaque patrie, que la patrie est une mère.

Comment ne serait-on pas arrivé à leur faire croire que leur patrie est la plus belle de toutes les patries, que cette mère est la meilleure des mères?

Dans chaque patrie les classes dirigeantes ont tellement bien su exploiter le vieux fond de bêtise humaine qui est dans tous les individus, chatouiller si habilement la vanité nationale de toutes les agglomérations humaines réunies par les hasards de l'histoire, que dans toutes les patries les patriotes sont fiers d'appartenir à la patrie où le hasard les a fait naître.

Le patriote français est fier d'être français; le patriote allemand est fier d'être allemand; il n'est pas jusqu'au pauvre moujik russe qui ne soit fier d'être né au pays du knout.

Chaque patriote croit bonnement que sa patrie est supérieure par quelques côtés, et non des moindres, aux autres patries.

Chaque pays a sa dose de préjugés patriotiques.

Le peuple français en a sa forte part.

Il croit par exemple que les soldats français sont les premiers soldats du monde.

Or, il suffit de connaître l'histoire militaire du peuple français pour constater qu'il n'en est peut-être pas un seul en Europe qui compte à son actif tant de défaites mémorables, anciennes ou récentes.

Avec une poignée de soldats romains, Jules César vient à bout d'innombrables armées de ces terribles Gaulois, qui craignaient bien autre chose, malgré leur vantardise, que la chute du ciel ; et une garnison romaine dérisoire suffit pour tenir en respect ces foudres de guerre.

Quatre siècles après la conquête romaine, des bandes de Barbares, encore peu nombreuses, à ce qu'il semble, font irruption dans la Gaule romaine et s'installent comme chez elles au milieu de la douce et paisible population gallo-romaine.

Quatre autres siècles après que ces brutes d'origine germanique eurent infusé un sang nouveau à la masse de la population gallo-romaine, des bandes de pillards, les Normands, — encore des Germains ! — plus braves que les Français parce que plus brutes, remontent le cours de la Seine, de la Loire, de la Garonne, sur leurs barques : les envahisseurs ne sont qu'une poignée, mais les ancêtres des « premiers soldats du monde » se sauvent à toutes jambes devant eux ou s'enferment derrière d'épaisses murailles de châteaux forts ; pour avoir la paix, il fallut que le chef des Gallo-romains francisés accordât à leur principale bande le droit de s'établir en maîtresse dans la province qui s'appelle depuis la Normandie.

Pendant la guerre de Cent Ans, la terre des braves fut, un siècle durant, ravagée par des bandes anglaises ; à Crécy en 1346, une poignée d'Anglais met en déroute une armée de 40,000 Français ; à Poitiers, 10 ans après, 10,000 Anglais battent 50,000 Français dont 20,000 restent entre leurs mains comme prisonniers ; à Azincourt, un demi-siècle après, 20,000 Anglais battent à plate couture un nombre double de Français ; il s'en fallut de peu que la France ne devint tout entière anglaise.

Pendant les XVIe, XVIIe et XVIIIe siècles, les rois de France, dont les sujets étaient les premiers soldats du monde, ont bien soin d'appeler dans leur armée des corps entiers d'étrangers, Hongrois, Suisses, Allemands, Irlandais, troupes d'élite, celles qu'on fait donner quand le reste faiblit ou quand il faut faire un effort décisif.

Les guerres de la Révolution et les premières guerres de l'Empire mirent en relief pendant quelques années des qualités militaires qu'on ne connaissait pas aux Français ; sont-ce bien d'ailleurs des vertus spécifiquement militaires ? c'est-à-dire le courage aveugle de la brute inconsciente qui fonce sur tous les obstacles, de la bête féroce chez qui l'instinct de chasseur se surexcite jusqu'au paroxysme, le courage de la bête humaine affolée par la peur ou grisée par l'alcool et la poudre, la résistance passive et résignée du troupeau qui n'ose pas fuir par peur des foudres de la discipline ?

Ce qui les animait, n'était-ce pas, pour une fois,

la conscience très nette qu'ils luttaient pour réaliser une forme de société nouvelle, supérieure à celle qui existait alors dans tous les pays voisins, l'enthousiasme de révolutionnaires défendant un idéal qui n'avait pas encore fait faillite?

En tout cas, ce fut un feu de paille!

L'élan et l'enthousiasme furent vite tombés et de nouveaux désastres vinrent s'ajouter à la liste déjà si longue des grandes défaites nationales.

L'épopée napoléonienne, comme disent les patriotes français, se termina par l'invasion; les premiers soldats du monde furent ramenés à coups de botte de tous les pays qu'ils avaient envahis.

La guerre d'Espagne commença par la capitulation, à Baylen, en rase campagne, d'un corps d'armée des premiers soldats du monde, qui, de proche en proche, se firent refouler du sud de l'Espagne jusqu'à Toulouse.

La campagne de Russie se termina par une débandade.

Pendant la campagne de 1813, un jour c'est un corps d'armée entier qui capitule avec le général Vandamme; un autre jour, à la Katzbach, c'est l'armée du maréchal Macdonald qui abandonne toute son artillerie aux mains de l'ennemi, et le grand empereur se sauve à grande peine de Leipzig.

A Waterloo, les premiers soldats du monde furent pris d'une telle panique, qu'on ne put les rassembler qu'à 150 kilomètres de l'endroit où

Cambronne sauva ce que les Chinois appellent la face, et ce que nous appelons l'honneur.

Sébastopol, Magenta et Solférino avaient déjà fait oublier le souvenir de la double invasion de 1814 et 1815, de la double entrée des Prussiens et des Anglais à Paris, quand les premiers soldats du monde dépassèrent toutes les prouesses de leurs aînés.

Capitulation de 80.000 hommes à Sedan, presque en rase campagne.

Capitulation de 180.000 à Metz, dans une citadelle imprenable, devant une armée à peine plus nombreuse.

Capitulation à Paris de 500.000 hommes, devant une armée assiégeante beaucoup moins nombreuse.

Fuite éperdue et désarmement de l'armée de l'Est en Suisse!

De mémoire d'homme, aucune nation n'avait subi de telles catastrophes militaires.

Les Français ont beau, depuis 1870, tenir le record des capitulations, ils n'en continuent pas moins à se croire des foudres de guerre comme leurs fameux ancêtres gaulois.

Quand ils seront revenus à une plus juste appréciation de leur supériorité militaire, et à une plus saine connaissance de leur histoire guerrière, il leur restera d'ailleurs une consolation : celle de constater que tous les peuples ont dans leurs annales une longue liste de raclées semblables, qui semblent témoigner qu'aucun peuple n'a le monopole de la valeur militaire, pas plus que des autres vertus.

CHAPITRE IX

Les préjugés patriotiques français : La France est le pays de la générosité chevaleresque.

Les patriotes français ont fait une autre découverte, non moins flatteuse pour leur amour-propre national ; ils ont cru remarquer que leur patrie était le refuge de la générosité, de l'esprit chevaleresque.

Il faut dire que les patriotes anglais accordent la palme de ces mêmes vertus à la perfide Albion, et les patriotes allemands à la vertueuse, généreuse et modeste Allemagne.

Si les patries allemande et anglaise méritent ces palmes autant que la patrie française — et elles le méritent à peu près autant — en vérité c'est que ces palmes ne sont pas difficiles à mériter.

La France soldat du droit !

M. Delcassé, ministre des Affaires étrangères de la République française, a trouvé une formule pittoresque pour exprimer cette vérité « nationale ».

C'était lors d'une interpellation sur les démêlés entre la France et le Sultan.

Un député socialiste, Marcel Sembat, lui tenait à peu près ce langage :

« Depuis 5 ans, aux portes de l'Europe, les Turcs, par fanatisme religieux, massacrent une population inoffensive et laborieuse, la population arménienne, dont le grand crime est d'être réfractaire à la religion de Mahomet.

« Ces malheureux, dont on viole les femmes et les filles, dont on pille les maisons, que l'on soumet à toutes sortes de vexations, tendent vers l'Europe civilisée des mains suppliantes : l'Arménie en deuil invoque votre protection.

« Aucun gouvernement européen n'oserait s'opposer à l'intervention désintéressée de la France, si elle faisait une démonstration énergique contre la Bête Rouge de Constantinople qui autorise et encourage ces massacres.

« Vous le savez, et vous n'agissez pas.

« Sur ces entrefaites, des mercantis récemment naturalisés français, Lorando et Tubini, présentent au sultan des comptes d'apothicaires, des créances augmentées d'intérêts à 10, 20 et 30 0/0. Le sultan conteste le chiffre de la créance, et refuse de payer ces usuriers : Tubini et Lorando se plaignent à vous et aussitôt vous mobilisez votre flotte et vous l'envoyez faire l'office d'huissier auprès du sultan.

« 300,000 Arméniens massacrés ne vous émeuvent pas; mais pour 300,000 livres turques, dues à deux rastaquouères de la finance, vous partez en guerre.

« C'est une politique extérieure indigne de la République! »

La réponse du ministre peut se résumer en une phrase, qui est une perle : « Nous en avons assez de jouer le rôle de Don Quichotte ! »

Evidemment M. Delcassé, comme la majorité de ses concitoyens d'ailleurs, s'imagine que la France a vraiment joué jadis le rôle du bon Don Quichotte, le brave chevalier prêt à mettre flamberge au vent, même contre les moulins à vent, pour défendre les faibles et les opprimés. On lui a appris cela à l'école que la France a été la protectrice des petites nations; on le lui a dit : il l'a cru; c'est pour lui, maintenant, une vérité établie et incontestable, et pour tous les Français c'est parole d'Evangile.

La France, soldat du droit! On nous l'a conté à l'école et nous, en bons et crédules patriotes, nous étions fiers qu'elle eût en 1792 appelé tous les peuples à la liberté, qu'elle eût affranchi la jeune Amérique insurgée contre l'Angleterre, la Grèce opprimée par le Turc, qu'elle eût essayé de sauver la Pologne; qu'elle eût donné l'indépendance à la jeune nation Italienne.

En étudiant de plus près son rôle dans ces événements, qu'il faut en rabattre! ô patriotes. La vérité, c'est que s'il y a toujours eu en France, comme dans tous les pays d'ailleurs, des Don Quichotte capables de se dévouer à une cause généreuse, le gouvernement français, à l'exemple des gouvernements étrangers, n'a jamais pratiqué le

don quichottisme, dans ce qu'il peut avoir de grand et de désintéressé.

S'il a soutenu les Américains insurgés, c'était pour se venger de l'Angleterre qui venait de lui enlever le Canada, s'il a soutenu les Grecs contre les Turcs, c'était par passion cléricale, en haine de l'islamisme, pour faire une croisade contre l'infidèle ; il a eu un moment dans ses mains, sous le premier Empire, le sort de la Pologne, et il a refusé brutalement de lui rendre la vie et l'indépendance ; enfin, s'il a fait l'unité italienne, c'est après s'être fait promettre un bon pourboire, qu'on lui a donné : Nice et la Savoie. Ainsi, même quand elle luttait pour les petits, la France n'a jamais rien eu de commun avec Don Quichotte.

Et même en 1792, si les révolutionnaires français ont parlé d'aller porter la liberté à tous les peuples voisins, s'ils les ont appelés aux armes contre leurs tyrans, c'était non dans un accès de prosélytisme désintéressé, mais poussés par l'instinct de la conservation personnelle, qui les obligeait à chercher dans les peuples des alliés pour pouvoir résister à la coalition des souverains.

Quand un pays a sur la conscience les guerres de conquête d'un Louis XIV ou d'un Napoléon, l'incendie du Palatinat, l'invasion de la Hollande, les visites à main armée faites à toutes les capitales de l'Europe par le bandit Corse et ses soudards ; quand il a volé aux Arabes leur pays, après avoir enfumé des tribus entières, dans les grottes de Dahra ; quand,

pendant cinquante ans, il a toléré, au Soudan, des atrocités dans le genre de celles qu'on a reprochées à Voulet et à Chanoine; quand il a fait l'expédition du Mexique; quand deux fois en quarante ans il a ensanglanté et dévalisé Pékin avec Cousin de Montauban et le général Frey, ses hommes d'État, ses journalistes, ses historiens et ses maîtres d'école devraient avoir la pudeur de ne pas le comparer à Don Quichotte, car c'est la figure sinistre de Cartouche qu'évoque presque toute son histoire.

CHAPITRE X

Les préjugés patriotiques français : La France terre classique de la Révolution et de la Liberté.

La croyance à la supériorité militaire de leur race est plus particulière aux patriotes français appartenant aux partis rétrogrades, monarchistes et nationalistes; il est une autre illusion généralement répandue, mais que nourrissent plus spécialement les patriotes français des partis avancés, surtout ceux de la bourgeoisie républicaine.

Pour eux, la France, c'est la terre nourricière de la liberté, le pays des droits de l'homme. Il faut les entendre célébrer leur grande Révolution de 1789-93 auprès de laquelle les Révolutions anglaise et américaine comptent à peine. Qu'est-ce que la Révolution anglaise du XVIIe siècle à côté d'elle ? Peuh ! un événement purement anglais? Qu'est-ce que la Révolution américaine et la déclaration des droits de 1787? un incident dans la vie du monde civilisé. Il n'y a qu'une Révolution qui compte : la Révolution française; elle seule a véritablement ébranlé le monde; elle seule est un événement humain, elle seule a bouleversé l'humanité toute entière. A force de le répéter, les Français ont fini par le croire, et ce qui est plus merveilleux, ils ont fini par le faire croire autour d'eux à l'étranger.

Ici encore la vérité est sensiblement différente de la légende.

Sans méconnaître l'importance de la Révolution française et la répercussion qu'elle a eue dans toute l'Europe, on peut dire que bien des peuples ont travaillé tout aussi efficacement à l'émancipation de l'humanité et que la Révolution française, si elle a eu des contre-coups heureux à l'étranger, elle-même n'est que le contre-coup de grands mouvements qui s'étaient produits au dehors.

Quoi qu'en disent les patriotes français, la bourgeoisie anglaise avait fait sa révolution plus d'un siècle avant la bourgeoisie française; la nation anglaise avait eu son Louis XVI en la personne de Charles I[er] et son Napoléon en la personne de Cromwell; le jury, la liberté de la presse, du moins pour la bourgeoisie, le régime constitutionnel, le régime parlementaire, ce n'est pas en France, c'est en Angleterre qu'on les a vus pour la première fois appliqués. C'est en Angleterre que Montesquieu et Voltaire, et bon nombre d'autres démolisseurs de l'ancienne monarchie française, sont allés à l'école de la liberté.

S'il y avait un pays qui pût revendiquer la qualité de pionnier de la liberté politique, ce n'est donc pas la France, c'est l'Angleterre, dont les idées ont rayonné sur le vieux monde par l'intermédiaire de la France, et sur le nouveau monde, par l'intermédiaire de l'Amérique anglo-saxonne dont l'organisation républicaine a servi de modèle et de stimu-

lant à toute l'Amérique latine pour s'affranchir à son tour.

Mais la Révolution d'Angleterre du XVIIe siècle aurait-elle jamais eu lieu sans la Réforme, dont la Bohême de Jean Huss et l'Allemagne de Luther ont été les berceaux?

Et la Réforme allemande elle-même n'est-elle pas fille de la Renaissance italienne qui, elle-même, n'est que la résurrection sur le sol italien du libre génie de la Grèce antique?

Bien fort serait celui qui dirait après avoir pesé les bienfaits de la Renaissance italienne, de la Réforme allemande, de la Révolution anglaise et de la Révolution française lequel de ces grands événements a le plus fait pour l'émancipation de l'humanité, lequel des peuples italien, allemand, anglais ou français a fait le plus pour la liberté humaine.

La vérité c'est que tous les peuples ont apporté leur pierre à l'œuvre commune, ou qu'ils l'apporteront demain, et qu'à l'heure actuelle tous les peuples ont leur contingent de révoltés et de brutes asservies, d'hommes d'avant-garde et d'esprits rétrogrades et routiniers.

Et, malheureusement, dans tous les pays les révoltés et les hommes d'esprit libre sont une poignée, et les autres un troupeau innombrable.

La terre classique des Révolutions, la France, ressemble à ce point de vue, aujourd'hui comme dans le passé, à toutes les nations voisines.

La France avait à peine fait sa Révolution de

1789-93, étonnée de l'avoir faite, qu'elle se ruait aux pieds de Napoléon Ier.

Une poignée de démocrates énergiques avait à peine fait la Révolution de 1848, que l'immense majorité du pays, affolée, acclamait Napoléon III.

La France n'a aujourd'hui la forme républicaine, l'étiquette républicaine que parce qu'elle eut le bonheur d'être battue à plate couture en 1870 : ce ne sont pas les républicains français qui ont conquis de haute lutte la République actuelle ; Bebel avait raison lorsqu'il disait au dernier Congrès d'Amsterdam que c'est Bismarck, de Moltke et l'armée prussienne qui la leur ont donnée. Le second empire était sorti en France d'un coup d'État militaire ; il vivait par l'armée ; si l'armée impériale au lieu d'avoir été prise en deux coups de filet, à Metz et à Sedan était entrée victorieuse à Berlin, l'immense majorité de ce peuple français qui a fait la grande Révolution, serait à plat ventre devant le rejeton de Napoléon III, comme la majorité de ce peuple allemand qui n'a pas fait la grande Révolution est à plat ventre devant l'héritier de Guillaume 1er.

CHAPITRE XI

Le patriotisme est une religion ;
Le culte du drapeau.

Le jeune patriote est sorti de l'école.

Il a de la barbe au menton ; il a commencé à lire les journaux politiques, qui ont enfoncé dans son cerveau les enseignements de l'école; pas un des préjugés patriotiques qui distinguent le bon Français ne lui manque.

Le patriote est complet.

Le patriotisme est pour lui comme une religion. Les religions révélées ont leurs dévots fanatiques ; d'autres, dont la croyance est un peu raisonnée, ont perdu le fanatisme, mais sans croire aveuglément toutes les vérités révélées, ils sont restés des déistes.

La religion patriotique de même a ses fanatiques, qu'on appelle nationalistes et impérialistes suivant les pays; et des dévots raisonneurs qui rejettent les exagérations du patriotisme, mais qui conservent au fond du cœur le culte de l'idole.

Pour les uns et pour les autres, la Patrie est une sorte de divinité, dont il est impie de prononcer le nom avec irrévérence; il y a du mysticisme jusque

dans le sentiment patriotique des patriotes les plus raisonneurs et les plus raisonnables. Ceux-ci sont des libres penseurs, qui admettent qu'on discute tout : Dieu, la Propriété. Il n'y a que la Patrie qui soit au-dessus de toute discussion ou s'ils consentent à la discuter, ils en parlent avec une tendresse filiale, ils affichent pour elle une préférence sentimentale qui touche à la dévotion. Les uns et les autres, ils parlent de la patrie comme les croyants parlent de leur dieu : le drapeau devient l'emblême « sacré » de la patrie; le sol de la patrie est le sol « sacré » de la patrie, même pour les pauvres diables qui ne possèdent pas un lopin de terre.

Les vieilles religions ont leurs prêtres : la nouvelle religion patriotique a les siens. Sur le piédestal où la piété des fidèles avait placé le prêtre, avec une auréole de pureté et de sainteté, la foi patriotique de leurs descendants a placé le soldat, le militaire professionnel, celui qui a choisi par goût, par vocation, parce que ses instincts l'y poussaient, la carrière militaire, le noble métier des armes.

Car c'est celui-là le métier noble entre tous.

Le métier noble par excellence ce n'est pas celui du mineur qui au péril de sa vie, extrait péniblement des profondeurs de la terre le minerai noir, le pain des machines; ce n'est pas celui du cultivateur qui féconde la terre, dont les moissons nourriront demain l'humanité.

Ce n'est pas non plus celui de l'instituteur qui défriche péniblement des cerveaux incultes, essayant

d'y faire lever le bon grain de l'esprit critique et du libre examen.

Le métier noble entre tous c'est le métier militaire, c'est celui où, dès qu'on y entre, on fait abdication de sa personnalité, de sa volonté; où on n'est plus qu'un numéro, une machine, et quelle machine! une machine à tuer par ordre, sans savoir pourquoi : c'est cela le noble métier des armes.

L'armée c'est l'école de l'honneur, du courage, de l'esprit de sacrifice.

Le croyant a une haute idée de sa religion : il la croit très supérieure à toutes les autres; le protestant regarde avec pitié les superstitions catholiques, le catholique qui débite son chapelet sourit des moulins à prières du dévot boudhiste, le boudhiste considère le musulman comme un barbare grossier. Il en est de même des patriotes. L'Anglais trouve sa patrie la première du monde; l'Américain trouve que la jeune Amérique lui est bien supérieure; le Français croit la patrie française à cent mille coudées au-dessus de la patrie allemande; le patriote allemand, pour rien au monde, ne voudrait voir la patrie allemande ressembler à la patrie française; il n'est même pas jusqu'au pauvre moujik russe, qui, en son obscur cerveau de ruminant, ne place la sainte Russie au-dessus de toutes les nations.

Cette vanité n'est que ridicule.

Malheureusement, la religion patriotique comme les autres religions, crée un autre état d'esprit qui

n'est pas seulement ridicule, qui est dangereux. Les anciennes religions, au temps où la foi était vivace dans tous les cœurs, s'accompagnaient de haine et de méfiance à l'égard des hérétiques et des infidèles; les catholiques fervents détestaient les Juifs et autres mécréants, pour qui on alluma les bûchers de la sainte Inquisition; ils firent, au nom du Dieu de paix et d'amour, les croisades d'Orient contre les Musulmans; ils traitèrent aussi, à ce que raconte l'histoire, les protestants avec quelque rigueur. Protestants et musulmans furent à peine plus doux pour ceux qui n'étaient pas de leur religion.

Les patriotes de tous pays nourrissent souvent des sentiments analogues pour l'étranger, pour celui qui a commis le crime de naître dans une autre patrie; l'école, nous l'avons vu, prend soin d'envenimer les souvenirs sanglants que les peuples traînent après eux, depuis les guerres du passé. Si les esprits éclairés ou généreux de chaque nation refoulent cet instinct bestial que l'éducation patriotique de l'école a souvent cultivé en eux, la moindre crise internationale, le moindre conflit le font éclater brutalement de chaque côté des frontières chez les masses et les précipent à la gorge les unes des autres.

Il est piquant de constater qu'en tous pays la religion patriotique est introduite dans les cerveaux et dans les nerfs par les mêmes procédés que les religions proprement dites.

L'une comme l'autre prend l'enfant dès le jeune

âge, avant que son esprit critique n'ait commencé à se former ; les chansons patriotiques remplacent les cantiques ; les manuels d'histoire et d'instruction civique remplacent la bible et le catéchisme ; au lieu des chasubles éblouissantes d'or et de pierreries du prêtre, ce sont les costumes criards, tapageurs des soldats et des officiers, un mélange carnavalesque de bleu, de rouge, de vert, de doré, de plumes de coq, de plumes d'autruche ; les chapelets et les autres mômeries catholiques sont remplacés par les exercices de chiens savants de la caserne, destinés eux aussi à étouffer toute initiative et toute réflexion ; ce n'est plus la musique troublante de l'orgue, c'est le bruit énervant des tambours, des trompettes, des musiques guerrières ; en guise de processions, des revues, des parades, des alignements tirés au cordeau, des défilés à grand orchestre, où l'on voit 50.000 marionnettes humaines lever la patte en cadence, au commandement.

Pas une fête publique, ni en Allemagne, ni en France, qui ne soit accompagnée d'une exhibition solennelle de soldats sous les armes.

Chaque 14 Juillet, en l'honneur des grands ancêtres qui ont pris la Bastille, l'armée française est exhibée sur les places publiques de toutes les villes de garnison.

Des centaines de milliers de citoyens se lèvent de bon matin pour aller voir griller sous le soleil, en son costume carnavalesque, le guignol national.

Et là, tous, ils poussent des bravos frénétiques

quand ils voient défiler, au milieu de nuages de poussière, des lignes interminables d'hommes, de chevaux, de canons, une masse formidable de viande de boucherie et d'instruments d'abattoir.

Et quand passe devant eux, au bout d'un bâton, le morceau d'étoffe qui est l'emblême sacré de la patrie, un frisson religieux court dans leurs nerfs et ils se découvrent dévotement devant l'icone, comme leurs pères se découvraient devant le saint sacrement.

Arrivé à ce degré de déformation intellectuelle, le patriote est bête à tuer : il est à point pour l'abattoir.

CHAPITRE XII.

Pourquoi les classes dirigeantes prêchent au peuple le patriotisme : le patriotisme soutien de l'ordre capitaliste.

L'amour du village natal est un sentiment naturel, presque inné au cœur de l'homme.

Mais l'amour de la patrie, des grandes patries où le hasard nous a fait naître, est un sentiment acquis, factice, artificiel : ce n'est que par un long et savant dressage qu'on arrive à l'inculquer aux peuples; ce n'est que par une suggestion de tous les instants, par un empoisonnement qui commence au berceau, que l'on arrive à obtenir de pauvres hères, qui ne possèdent rien, pour qui la patrie est une marâtre, qu'ils aillent mourir pour elle, joyeusement.

Il n'est pas difficile de découvrir pourquoi, dans toutes les patries, les classes dirigeantes cultivent précieusement le sentiment patriotique dans le cœur des foules.

C'est qu'elles y trouvent un intérêt de premier ordre, un intérêt vital.

Non pas que les riches se soient dit un beau jour, après s'être concertés : « Cultivons le patrio-

tisme dans le cœur de nos peuples, parce que c'est un sentiment qu'il nous est utile d'entretenir ! »

Les actes d'une classe, si clairvoyante qu'on la suppose, sont comme les actes des individus; ils ont tous des mobiles complexes, souvent obscurs : c'est plutôt un puissant instinct de conservation, qu'un sentiment raisonné qui, dans chaque pays, pousse les classes dirigeantes à prêcher le patriotisme aux peuples.

Patriotes eux-mêmes, parce que la patrie est pour eux une mère, ils ont de tous temps senti confusément la nécessité d'attacher par un lien moral et presque mystique, la masse des déshérités à l'ordre de choses dont les riches seuls profitent, en chaque pays.

Le patriotisme est précisément ce lien moral, quasi religieux, qui unit, dans chaque patrie, les riches aux pauvres, les loups aux moutons.

Il est bon, il est utile, il est indispensable pour les classes dirigeantes, que les peuples qu'elles tondent aient la conviction profonde que les intérêts des riches et des pauvres sont étroitement solidaires en chaque nation.

Il est bon, il est utile, il est indispensable pour les classes dirigeantes, que les parias de chaque patrie considèrent les riches compatriotes qui les exploitent, non comme des ennemis, mais comme des amis, et en certains jours, comme des frères.

Le patriotisme masque, en chaque nation, l'antagonisme des classes, au profit de la classe diri-

geante; par là il prolonge et facilite sa domination.

Mais le patriotisme n'est pas seulement à l'heure actuelle le soutien moral de l'ordre capitaliste.

Il sert de prétexte à l'entretien de formidables armées permanentes, qui sont le soutien matériel, le dernier rempart des classes privilégiées.

Le prétexte, le seul but avouable et avoué de l'armée, c'est de défendre la patrie contre l'étranger; mais une fois revêtu de la livrée de la patrie, quand le dressage de la caserne a tué en lui toute intelligence, toute conscience de ses intérêts, l'homme du peuple n'est plus qu'un gendarme au service de ses exploiteurs contre ses frères de misère.

En Russie, à St-Pétersbourg, le 22 janvier 1905, des milliers d'ouvriers et d'ouvrières, s'avançaient en masses profondes, sans armes, dans une attitude de suppliants, vers le Palais impérial où une délégation devait humblement présenter au tzar les revendications du peuple. Que réclamaient ces malheureux?

Ils venaient supplier le tzar d'accorder à la nation russe tout entière le droit de nommer des représentants qui l'aideraient, lui, à faire des lois, qui contrôleraient les agents du gouvernement, qui empêcheraient les grands ducs et les fonctionnaires de voler cyniquement les contribuables; ils réclamaient les quelques garanties que dans toute l'Europe civilisée les classes dirigeantes ont dû, de gré ou de force, accorder à leurs sujets.

Autour du palais impérial, à tous les points stratégiques de la ville, des milliers de soldats étaient postés comme autant de chiens de garde féroces.

Ces soldats, pour la plupart, étaient des fils de paysans, des fils d'ouvriers, des fils de misérables fonctionnaires; en réclamant une limite à l'exploitation de la nation russe par ses dirigeants, la foule travaillait donc pour ces soldats eux-mêmes, pour leurs pères, pour leurs mères, pour leurs frères.

Ils avaient été arrachés de leur village, qu'ils avaient quitté au milieu des pleurs, sous prétexte de défendre le sol sacré de la sainte Russie.

Dès le jeune âge ils avaient appris qu'un soldat ne doit pas discuter les ordres qu'il reçoit; il doit à la patrie le sacrifice de sa vie, jusqu'au sacrifice de sa raison.

En Russie, la patrie s'incarnait alors et s'incarne encore en un monarque qui croit de son intérêt de maintenir la nation russe sous le régime de son bon plaisir et du bon plaisir de ses parents, de ses ministres et de ses hauts fonctionnaires.

Le maître donna un ordre : et les paysans et ouvriers russes déguisés en soldats tirèrent à bout portant sur la foule désarmée qui venait réclamer un peu de liberté et un peu de bien-être pour tous les membres de la nation russe, sans exception, y compris les soldats et leurs familles.

Demain, si rentrés dans la vie civile, ils viennent à leur tour demander des réformes, d'autres hommes du peuple, affublés des mêmes vêtements

militaires qu'ils portaient le 22 janvier, les massacreront, comme ils ont massacré leurs frères, au nom du tsar, au nom de la sainte Russie.

Et dans tous les pays l'armée est destinée aux mêmes besognes.

En Allemagne, où la police jusqu'ici suffit à maintenir « l'ordre », l'empereur Guillaume répète, quand il en a l'occasion, les propos qu'il a tenus à Postdam au début de son règne : « Vous êtes mes soldats ; vous vous êtes donnés à moi corps et âme ; il n'y a pour vous qu'un ennemi, c'est mon ennemi ; en ce temps d'intrigues socialistes, il peut arriver que je vous ordonne de tirer sur vos frères et vos parents : Dieu nous en préserve ! mais dans ce cas vous devez obéir sans murmurer. »

En Italie, en Espagne, pays de monarchie parlementaire, les massacres d'ouvriers ou de paysans grévistes ne se comptent plus.

En France, où la patrie ne s'incarne plus en un homme, où la République est comme le gouvernement anonyme de la bourgeoisie, l'armée « nationale » est employée au même métier de chien de garde.

Il y a dans tous les centres industriels une population ouvrière qui commence à être gagnée aux idées socialistes.

La minorité consciente y aurait vite fait d'entraîner la majorité peu instruite à une refonte complète du mode de production et de propriété, sur des bases collectivistes ou communistes.

En face d'une poignée de patrons, il y a, concentrés sur quelques points du territoire, des milliers de prolétaires qui n'en feraient qu'une bouchée.

A Lille, à Roubaix, à Saint-Etienne, dans tous les centres miniers, dans tous les grands ports de guerre et de commerce, à Paris et à Lyon, la classe ouvrière, représentée par ses Syndicats, groupée dans ses Bourses du Travail, aurait vite fait de décréter l'expropriation, pour cause d'utilité publique, de la classe patronale et propriétaire.

Elle aurait vite fait de donner à la commune la propriété et l'entretien des maisons d'habitation.

Elle aurait vite fait de lui donner la propriété et l'exploitation de l'éclairage, des transports, des usines et ateliers.

Elle aurait vite fait de fermer les boutiques du petit commerce, de communaliser les grands magasins existants et d'en créer d'autres dans chaque quartier ; elle aurait vite fait de brûler le Grand-Livre de la Dette publique, les titres entassés chez les avoués, les notaires et les banquiers ; de faire main-basse sur le numéraire de la Banque de France, et de transformer cette Banque de France en une banque publique, émettant comme billets de banque des bons de travail ou d'échange que les travailleurs recevraient en échange de leur travail, et avec lesquels ils se procureraient tout ce dont ils auraient besoin dans les magasins publics.

Et les masses paysannes laisseraient faire, pourvu qu'on ne touchât pas à la petite propriété paysanne,

elles laisseraient faire surtout si on leur abandonnait, si on abandonnait à des Syndicats de journaliers et de petits propriétaires ruraux, les domaines agricoles détenus par des châtelains ou des bourgeois frelons.

Pour la première fois en France, on verrait les instruments de travail aux mains des travailleurs ; on verrait la ruche ouvrière et paysanne enfin débarrassée des frelons qui prennent le meilleur de son miel ; par une organisation rationnelle de la production, par une augmentation énorme de la consommation, par le développement incessant du machinisme, pour la première fois on verrait tous les habitants d'un pays bien nourris, bien vêtus, bien logés, arrachés à l'ignorance en même temps qu'au surmenage, à la misère et à l'insécurité du lendemain.

Amour sacré de la Patrie ! heureusement tu es là pour empêcher une pareille catastrophe. Grâce à toi, les parias qui n'ont rien à perdre ni rien à défendre, consentent à être soldats ; ô merveille du patriotisme, ils subiront sans se plaindre, comme un mal nécessaire tout au moins, la dure discipline militaire. Les voilà dressés.

Eh bien, maintenant que leurs pères, leurs frères, des parias comme eux, bougent ; qu'ils se mettent en grève pour améliorer leur sort ; qu'ils s'approchent de trop près, l'air menaçant, de l'assiette au beurre, et une décharge, commandée par un officier qui appartient par sa condition sociale à la

classe des privilégiés, mais exécutée par des parias, viendra tout faire rentrer dans l'ordre.

Après Fourmies, Limoges! en attendant une Semaine Sanglante comme celle qui, en mai 1871, vit le massacre de 30.000 ouvriers parisiens.

Le jour où les déshérités de chaque pays verraient nettement que leurs seuls véritables ennemis sont les capitalistes qui les maintiennent dans la gêne, l'insécurité du lendemain, le surmenage, la misère et l'ignorance, la révolution sociale serait faite.

Le patriotisme, en rapprochant et en confondant les riches et les pauvres dans une même patrie, empêche cette vision nette de la lutte des classes, comme en mettant au service des classes dirigeantes des armées formidables il les protège contre les revendications populaires.

Le patriotisme est, à l'heure actuelle, le grand obstacle à la diffusion du socialisme, qui est basé sur le principe de la lutte de classe.

Il est le plus puissant des obstacles qui se dressent devant la Révolution sociale.

CHAPITRE XIII

Pourquoi les classes dirigeantes prêchent aux peuples le patriotisme : les petits profits des guerres extérieures.

Le patriotisme rend un autre service aux classes dirigeantes. Il associe, corps et âme, chaque peuple à sa classe dirigeante, dans ses conflits avec les classes dirigeantes voisines, conflits qui peuvent rapporter des profits aux dirigeants, mais qui ne rapportent jamais que des coups, des augmentations d'impôts et des souffrances sans compensation au troupeau des dirigés.

Il fut un temps, dans l'histoire de l'humanité, où les peuples avaient personnellement intérêt à défendre la patrie des riches.

C'est le temps, déjà lointain pour les peuples d'Europe, où tous les membres de chaque groupement possédaient vraiment un patrimoine commun ; à l'origine des sociétés humaines, quand la chasse d'abord, l'élevage plus tard étaient les seules ressources des tribus humaines, nos ancêtres ont vécu dans un communisme grossier qui, pour beaucoup d'entre eux, ne cessa qu'avec la fin de leur vie nomade, et même souvent longtemps après leur établissement dans des terrains agricoles ; la tribu

possédait des territoires de chasse, ou des pâturages qu'elle disputait aux autres tribus ; elle possédait des troupeaux qui excitaient la convoitise des voisins ; il est évident que tous, les serviteurs comme les chefs, avaient intérêt à défendre le patrimoine commun ; la perte d'un riche terrain de chasse, d'un gras pâturage, d'une partie ou de la totalité d'un troupeau, atteignait les serviteurs comme les maîtres. Si l'on peut donner le nom de patriotisme au sentiment qui animait tous les membres de la tribu en face des appétits rivaux des autres tribus, ce patriotisme-là était raisonnable, même chez les plus humbles des serviteurs, car il était intéressé, il leur était profitable.

L'intérêt de chacun à défendre le patrimoine commun était doublé d'ailleurs par l'instinct de conservation personnelle en un âge de barbarie où le prisonnier de guerre, l'étranger, pouvait être mis à mort s'il tombait entre les mains de brutes appartenant à d'autres groupements.

Plus tard, quand les tribus humaines se furent fixées au sol, quand la propriété individuelle de la terre en se développant eût divisé chaque cité en riches et en pauvres, en patriciens et en plébéiens, il pouvait y avoir encore intérêt pour les plébéiens à défendre la cité, côte à côte avec les patriciens ; il y avait, en effet, pour les plébéiens un gros risque à courir si leur cité était battue : ils risquaient de tomber dans l'esclavage.

Il n'était pas rare, en effet, que les prisonniers

de guerre fussent vendus comme esclaves. Si pauvre qu'il fût, le plébéien était un homme libre, jouissant de quelques droits, un homme; l'esclave n'était qu'un animal, une chose.

Mais depuis que l'on ne mange plus les prisonniers de guerre, qu'on ne les tue plus, et qu'on ne peut plus les réduire en esclavage, les gens du peuple n'ont plus aucun intérêt à défendre les patries dont ils sont les parias.

Ils n'y ont intérêt qu'en un seul cas, extrêmement rare dans l'histoire des sociétés modernes : c'est celui où ils font une Révolution triomphante contre leurs dirigeants, où la classe opprimée saute à la gorge de la classe oppressive : alors si la classe oppressive, pour défendre ses privilèges menacés ou perdus, appelle à son aide les classes dirigeantes étrangères, alors, mais alors seulement, il y a intérêt pour les parias à repousser l'étranger. Ce jour-là, ils ont bien un intérêt à se battre : car, sous les apparences d'une guerre étrangère, c'est une guerre civile, une guerre de classe qu'ils soutiennent, et les guerres civiles, les guerres de classes, si elles tournent bien pour la classe inférieure, sont essentiellement des guerres où les déshérités ont quelque chose à gagner.

Ce cas s'est présenté une fois dans l'histoire de la France moderne : à l'époque où la bourgeoisie faisait, avec l'aide du peuple, sa révolution contre les privilégiés de l'ancien régime.

Il y eut un instant, dans l'histoire de la nation

française, où le régime français apparut très supérieur à tous les régimes existant alors chez les peuples voisins : c'est l'instant où le régime absolutiste existait tout autour de la France, avec son cortège de privilèges; la France vit tomber en quelques années, avec la Bastille et l'absolutisme royal, la grande propriété ecclésiastique, une partie de la grande propriété nobiliaire, les dîmes, les cens, tous les anciens droits féodaux ou domaniaux ; il sembla que le vieux monde s'écroulait sans laisser de trace, et que de ses ruines sortait une société neuve, où il n'y aurait plus aucun privilège de naissance, ni de classe, où l'on ne verrait plus de gens crevant d'indigestion à côté d'autres ayant faim.

A cette heure unique d'espérance, quel homme du peuple ne se serait pas levé pour défendre cette Révolution si grosse de promesses? Ce n'était pas un patriotisme mystique qui inspirait la masse des soldats de l'an I; on tenait déjà des réalités palpables; on cultivait une terre affranchie de servitudes lourdes ou gênantes; on avait acquis quelques parcelles de biens nationaux; les impôts, on en payait peu ou prou. On savait que si les nobles émigrés rentraient, victorieux, ils commenceraient par rétablir tout un régime abhorré, non sans avoir pendu dans toutes les communes quelques meneurs.

De même, le jour où les prolétaires d'une des nations actuelles, auraient, par une révolution victorieuse, mis la main sur les grands instruments

de travail détenus aujourd'hui par la minorité capitaliste, le jour où ils seraient devenus dans un pays quelconque co-propriétaires d'une immense richesse sociale, ce jour-là, ils auraient un patrimoine commun à défendre, et en le défendant contre les classes capitalistes d'alentour, ils défendraient vraiment un régime social supérieur.

Mais, hormis ces cas de révolution, qui sont des cas exceptionnels, la classe des déshérités n'a absolument aucun intérêt à défendre la patrie; car, sauf les périodes et les lendemains de révolution, les pays qui sont voisins ont à peu de chose près le même régime, quoique souvent sous des étiquettes gouvernementales différentes.

Au Moyen-âge, quand le régime féodal, plus ou moins entamé par les monarchies et les communes aristocratiques ou bourgeoises, s'étendait sur toute l'Europe occidentale, méridionale et centrale, quel intérêt avaient les ouvriers ou les paysans à se faire tuer pour leurs seigneurs?

Pendant les XIVe et XVe siècles, quel intérêt, par exemple, avaient les paysans et les ouvriers français à vouloir être tondus plutôt par des rois et des seigneurs français que par des rois et des seigneurs anglais, qui auraient vite appris la langue des vaincus, comme toutes les poignées de conquérants s'installant au milieu de masses compactes de vaincus?

Deux siècles plus tard, quand la monarchie absolue battait son plein dans toute l'Europe,

quand la monarchie constitutionnelle anglaise était aussi dure pour les gens du peuple que la monarchie absolue, quel intérêt pouvaient avoir les masses paysannes ou ouvrières à être gouvernées et saignées par des maîtres français, plutôt que par des maîtres anglais, espagnols ou allemands ?

Et aujourd'hui que le régime capitaliste, partout le même sous la diversité des étiquettes gouvernementales, s'étend en France, en Angleterre, en Allemagne, en Italie et commence à s'implanter en Russie où il fait éclater un régime suranné, quel intérêt ont les prolétaires de l'une ou l'autre patrie à se faire tuer dans des guerres internationales pour la patrie où ils ne possèdent rien, pas même le droit à un travail assuré.

Dira-t-on que les prochaines guerres seront surtout des guerres d'expansion coloniale et que les prolétaires eux-mêmes ont intérêt à l'expansion coloniale de leur patrie ?

C'est un préjugé très répandu dans le peuple et que la bourgeoisie capitaliste entretient par ses journaux, que les colonies sont profitables, non seulement aux capitalistes, mais aux ouvriers de la métropole.

Sans doute, dans le régime de libre concurrence qui est la base du mode de production capitaliste actuelle, les colonies peuvent servir de débouchés à l'industrie de la mère-patrie, ce qui est une aubaine non seulement pour les gros patrons, mais par ricochet pour leurs ouvriers ; mais voici, le revers

de la médaille : la colonie à son tour fait une rude concurrence à certains produits de la métropole.

Les filatures de coton de l'Inde, à l'heure actuelle, sont en train de supplanter en Chine les cotons de Manchester, et ce n'est pas, on peut en être sûr, pour le plus grand bien des ouvriers anglais; laissez s'ouvrir les marchés chinois; laissez les capitalistes européens, si internationalistes quand il s'agit de leurs intérêts, monter là-bas, dans cette fourmilière humaine, où la main-d'œuvre est pour rien, des fabriques de tissus et des usines métallurgiques; et quand les produits qui en sortiront viendront inonder les marchés d'Europe, entraînant des crises et des chômages, peut-être songera-t-on alors qu'il est quelquefois utile aux nations, comme aux individus, de voir plus loin que le bout de leur nez.

Qu'on songe enfin, à tout ce qu'a coûté en argent, — ne parlons pas des hommes, cette vile marchandise qui ne compte pas — l'acquisition de l'empire colonial français, qu'on songe aux milliards dépensés, et qu'on se demande si ces milliards consacrés dans la métropole à des travaux utiles, à éteindre la dette, à dégrever les impôts, n'auraient pas singulièrement soulagé la production nationale, et facilité aux produits français, par le bon marché de la vie en France, les moyens de lutter sur les marchés d'Europe avec les autres produits des nations européennes.

Que ceux qui croient à la nécessité des colonies,

songent que la Suisse et la Belgique, deux petits pays qui ont été préservés par leur petite étendue ou leur situation de l'idolâtrie des kilomètres carrés aux colonies, sont parmi les pays les plus industrieux du monde, que la Belgique et la Suisse, ce dernier pays si pauvre pourtant et sans houille, font proportionnellement à leur population un chiffre d'affaires près de trois fois considérable comme la France.

Qu'on songe que l'Allemagne a fort bien pu se passer jusqu'ici de colonies, et que l'absence de colonies n'a pas empêché la croissance formidable de l'industrie allemande et du commerce allemand.

Ceux qui croient à l'utilité et à la nécessité des colonies même pour la classe ouvrière de la métropole, se laissent hypnotiser et abuser par le développement industriel et commercial de l'Angleterre : ils attribuent ce développement surtout à son empire colonial, alors qu'il est surtout le résultat de la richesse de l'Angleterre en houille et en minerai de fer, richesses qui ont assuré aux capitalistes anglais une supériorité écrasante sur leurs concurrents plus mal doués sous ce rapport. Qu'on demande d'ailleurs aux paysans irlandais qui se nourrissent de pommes de terre et qui vivent dans des taudis, qu'on demande aux millions de mendiants, de sans-travail que renferme l'Angleterre si cela les enrichit beaucoup de « posséder » le Canada, l'Inde, le Cap, l'Australie et tant d'autres colonies.

En réalité, les prolétaires n'ont pas plus d'intérêt

à l'extension de l'empire colonial de leur patrie qu'ils n'en ont à son agrandissement territorial en Europe.

Mais, dira-t-on, si les prolétaires, et d'une façon générale les hommes du peuple, n'ont rien à perdre quand ils changent de patrie, pourquoi les Alsaciens-Lorrains, par exemple, ont-ils protesté si violemment contre l'annexion allemande?

Si les Alsaciens, annexés de force en 1871, ont souffert moralement de l'annexion, c'est parce que dès le jeune âge on les avait aveuglés de patriotisme, aveuglés et abêtis. Ils avaient appris dans la famille, à l'école, par leurs journaux et leurs livres, que la France était une mère pour eux; que les les Français étaient le peuple le plus libre, le plus riche, le plus brave, le plus spirituel, le plus heureux du monde, que les Allemands étaient un ramassis de brutes arriérées, violentes et imbéciles. Ainsi suggestionnés, du jour au lendemain, on les force à devenir Allemands! Qui ne comprend leur souffrance morale, leur déchirement douloureux?

Si on ne les avait pas au préalable abêtis de préjugés patriotiques, ils se seraient vite aperçus — ils commencent du reste à s'en apercevoir — qu'être exploité et tondu en Allemagne ou en France, c'est à peu près la même chose pour un pauvre diable.

Mais il faut aller plus loin, et dire : non seulement les peuples n'ont aucun intérêt à défendre leur patrie, mais souvent ils ont intérêt à sa défaite.

Pendant les guerres de la Révolution et de l'Empire, c'était l'intérêt du peuple espagnol, du peuple allemand, du peuple russe que leur patrie fut défaite et qu'elle fut annexée par le gouvernement napoléonien, car l'occupation française eut entraîné pour eux à cette époque la chute des servitudes féodales, de la puissance cléricale, et le morcellement des grands domaines aristocratiques hachés par l'article du code Napoléon établissant l'égalité des enfants devant l'héritage paternel.

De même c'était l'intérêt du peuple français que l'armée française fut prise à Sedan et à Metz : car ces deux défaites lui ont valu les quelques minces libertés que représente pour lui la République, même bourgeoise; tandis qu'une victoire des armées de Napoléon III aurait prolongé en France le régime impérial.

De même, pour prendre un exemple plus récent, ce serait l'intérêt du peuple russe que les armées russes soient capturées par les Japonais; un Sedan russe, avec une bonne capitulation comme celle de Metz, ce serait, à l'heure actuelle, l'écroulement certain du tzarisme.

Mais si les gens du peuple qui se font tuer pour les patries actuelles sont les dindons des préjugés patriotiques qu'on leur a inculqués, on comprend facilement l'intérêt que de tous temps les classes dirigeantes ont eu à être patriotes, et à faire partager au peuple l'amour des patries qui sont pour elles si douces.

Quand les rois de France et d'Angleterre se battirent pendant cent ans pour savoir à qui d'entre eux resterait la possession de la France, on ne voit pas ce que les artisans et ouvriers de France ou d'Angleterre auraient eu à gagner ou à perdre à l'issue de la lutte; mais on voit nettement ce que les deux familles régnantes et les seigneurs de leur entourage avaient à gagner et à perdre; la victoire des rois d'Angleterre, c'était, outre, une satisfaction notable pour leur orgueil, un accroissement de revenus; c'était, pour les seigneurs anglais, l'accaparement des plus beaux domaines de France qu'ils auraient volés aux seigneurs français.

Quand Charles-Quint et François Ier se disputaient la Bourgogne ou des provinces italiennes, quand Louis XIV et les Habsbourg d'Espagne ou d'Autriche se disputaient l'Artois et la Flandre, on ne voit pas quelle bonne raison pouvait pousser les paysans et les ouvriers français, espagnols ou autrichiens du temps à se lancer à corps perdu dans la lutte; mais on voit de suite le profit qu'espéraient de cette guerre et les souverains intéressés, et leur noblesse, et leurs généraux, et leurs diplomates, et les fournisseurs de leurs armées.

Quand Napoléon, poussé par sa passion pour la guerre et par sa folie des grandeurs, mettait l'Europe à feu et à sang, on ne perçoit pas facilement les avantages qu'en pouvait tirer la masse des paysans et des ouvriers français; nous serions même fiers, si nous étions patriotes, de savoir qu'il

s'est trouvé en 1813 des milliers de nos ancêtres pour refuser de partir à la boucherie et pour préférer faire le coup de feu contre la gendarmerie qui voulait les enrégimenter de force; mais on n'a aucune peine à comprendre ce qu'avaient à gagner à ce jeu des batailles les officiers épris d'avancement ou les maréchaux qui, après chaque victoire, recevaient sous la forme de majorats des 100.000 et 200.000 francs de rentes sur l'Etat français, sans compter de vastes domaines.

Certains pacifistes bien intentionnés s'efforcent de prouver, pour déconsidérer la guerre, qu'elle ne sert même pas aux classes dirigeantes qui croient y avoir intérêt.

Ces pacifistes ont tort dans beaucoup de cas.

M. Leygues, ancien ministre, avait raison lorsqu'au cours d'un grand débat à la Chambre sur la politique extérieure, il disait cyniquement : « Le fer appelle l'or ». Oui, le fer appelle l'or.... dans certaines poches.

Les deux expéditions de Chine, celle de 1860 et celle de 1900, ont empli celles du général Cousin de Montauban, du général Frey et de bon nombre de leurs soudards.

L'expédition du Tonkin n'a certainement pas nui à la fortune de M. le vice-roi Doumer, ni celle de Madagascar à la Société des voitures Lefèvre.

La moindre expédition coloniale est une aubaine pour les Compagnies de transports maritimes qui

transportent les soldats, les vivres et le matériel des corps expéditionnaires.

Bien mieux, une grande guerre en Europe, quelle qu'en soit l'issue, est une pluie d'or pour les fournisseurs de semelles en carton ou de viandes avariées, pour les Compagnies de chemins de fer, pour les banquiers qui négocient après la défaite les emprunts de 5 milliards de l'indemnité de guerre, pour les gros métallurgistes qui, durant la guerre, écoulent leurs stocks et qui, la guerre finie, refont un matériel de guerre tout neuf !

Pour les classes dirigeantes, quelle mine d'or que le patriotisme, mais aussi quel attrape-nigaud pour les peuples!

CHAPITRE XIV

L'Internationalisme des socialistes patriotes.

Les hommes de la Révolution française avaient entrevu la solidarité qui doit unir d'un bout à l'autre du monde les peuples dans leurs luttes contre les classes dirigeantes : ils avaient rêvé de soulever partout les peuples contre tous les « tyrans ».

Presque tous les peuples, aveuglés par leur patriotisme imbécile, y répondirent en se jetant sur la France révolutionnaire pour défendre leurs tyrans : cet accueil fait à leurs avances fraternelles ne contribua pas peu à rejeter les révolutionnaires français dans le nationalisme belliqueux qui aboutit aux orgies sanglantes de Napoléon Ier.

C'est aux socialistes que revient le mérite d'avoir repris la pensée des révolutionnaires de 1792 et de lui avoir donné un corps, en fondant, en 1864, l'Association internationale des travailleurs qui jeta aux peuples ce cri de ralliement : « Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ».

La guerre de 1870-71 aurait écrasé dans l'œuf l'Internationale, en développant entre socialistes allemands et français des haines implacables, si l'internationalisme n'était pas, à l'heure actuelle, une des aspirations les plus profondes, un des besoins les plus impérieux d'un prolétariat qui tra-

vaille, non plus pour un marché national spécial, mais pour le marché mondial tout entier, et qui a affaire à un capital qui, lui, ne connait pas de frontières.

Il faut rendre cette justice aux Partis socialistes français et allemands, à qui des déclarations d'internationalisme pouvaient être plus particulièrement difficiles et pénibles au lendemain de la guerre, qu'ils n'ont jamais caché le drapeau rouge de l'internationalisme.

Il est significatif qu'en France l'hymne socialiste par excellence, celui qu'on chante dans toutes les réunions et les manifestations du Parti s'appelle précisément l'*Internationale*.

C'est la lutte finale,
Groupons-nous et demain
L'Internationale
Sera le genre humain.

Au Parlement français il n'y a qu'un Parti qui systématiquement ait combattu toutes les augmentations de crédits militaires, c'est le Parti socialiste; et le dernier Congrès du Parti, celui qui a voté la fusion de toutes les anciennes organisations socialistes de France en un Parti unifié, a bien spécifié que les députés socialistes devraient à l'avenir s'abstenir de voter l'ensemble du budget et notamment le budget de la guerre.

En Allemagne, les députés socialistes se sont toujours refusés à voter le budget de la guerre.

Il y a une question épineuse entre toutes où les socialistes allemands et français ont eu le courage de tenir tête à l'opinion publique de leurs pays : c'est la question d'Alsace-Lorraine.

Au lendemain de la guerre, au moment où l'orgueil des victoires récentes tournait toutes les têtes allemandes, les deux chefs du Parti socialiste allemand, Bebel et Liebknecht ont protesté de toutes leurs forces contre l'annexion, qui leur semblait non seulement une brutalité odieuse, mais encore une maladresse insigne. Pour les faire taire, on les condamna l'un et l'autre à dix-huit mois de forteresse.

En France, alors que les rancunes de la défaite sont encore loin d'être éteintes, le leader des socialistes parlementaires, Jaurès, a osé répudier hautement toute idée de revanche et préconiser un rapprochement avec l'Allemagne.

Par cette attitude, qui n'est pas sans mérite, les socialistes de France et d'Allemagne ont incontestablement contribué à détendre les rapports entre les deux pays et à créer en Europe une atmosphère de paix qui a rendu moins dangereuses les provocations, les imprudences ou les maladresses des diplomates officiels; ils ont fait faire un pas à l'idée d'une Europe une et fédérée ; ils ont lancé dans les masses ouvrières la conception des États-Unis d'Europe ; surtout ils ont commencé à donner au prolétariat des diverses patries la notion qu'il n'y a dans le monde que deux patries, celle des riches et celle des pauvres.

Au Congrès de Marseille, Liebknecht, le vétéran de la social-démocratie allemande, exprima la conception internationaliste du socialisme tout entier lorsqu'il dit :

« Pour nous socialistes, il n'y a pas de question de nationalité; nous ne connaissons que deux nations : la nation des capitalistes, de la bourgeoisie, de la classe possédante, d'un côté; et de l'autre la nation des prolétaires, de la masse des déshérités, de la clase travailleuse. Et de cette seconde nation nous sommes tous, nous socialistes français et nous socialistes allemands. Nous sommes une seule nation : les ouvriers de tous les pays forment une seule nation qui est opposée à l'autre, qui est aussi une et la même dans tous les pays. »

Dans le Manifeste communiste de 1847, Karl Marx, l'un des Pères de l'Eglise socialiste, avait d'ailleurs exprimé la même pensée avec plus de force encore lorsqu'il écrivait :

« Les prolétaires n'ont pas de patrie; on ne peut leur ôter ce qu'ils n'ont pas. »

Le public non socialiste qui dans les deux pays connait ces manifestations en a conclu que les socialistes des deux pays sont antipatriotes.

Contre cette accusation, les chefs socialistes se sont toujours défendus avec une touchante unanimité.

« Nous, antipatriotes, allons donc! »

« Nous sommes des internationalistes, mais nous sommes patriotes; nous sommes même plus pa-

triotes que vous, c'est nous qui sommes les seuls vrais patriotes! »

En France et en Allemagne, qui n'a pas lu dans un journal socialiste, qui n'a pas entendu dans une réunion électorale socialiste ces protestations enflammées?

A la date du 9 juin 1893, le Parti ouvrier français publiait un manifeste où il s'exprimait comme suit :

« Dans leur rage impuissante contre la marche ascendante du Parti ouvrier, ses adversaires de classe ont recours à la seule arme qui leur reste : la calomnie. Ils sont en train de dénaturer notre internationalisme comme ils ont essayé de dénaturer notre socialisme...

« Non, l'internationalisme n'est ni l'abaissement, ni le sacrifice de la patrie... On ne cesse pas d'être patriote en entrant dans la voie internationale qui s'impose au complet épanouissement de l'humanité, pas plus qu'on ne cessait, à la fin du siècle dernier, d'être Provençal, Bourguignon, Flamand ou Breton, en devenant Français.

« Les socialistes français sont encore patriotes à un autre point de vue et pour d'autres raisons : parce que la France a été dans le passé et est destinée à être dès maintenant un des facteurs les plus importants de l'évolution sociale. Nous voulons donc — et nous ne pouvons pas ne pas vouloir — une France grande et forte, capable de défendre sa République contre les monarchies et capable de

protéger son prochain 89 ouvrier contre une coalition, au moins éventuelle, de l'Europe capitaliste... »

Ce document était signé : Jules Guesde, Paul Lafargue, Dereure, Prévost, etc.

Quatre mois après la publication de ce manifeste, le 11e Congrès national du Parti ouvrier français, réuni à Paris, les 7, 8 et 9 octobre 1893, prenait la résolution suivante :

« La solidarité internationale n'exclut ni ne limite le droit et le devoir d'une nation de se défendre contre un gouvernement, quel qu'il soit, traître à la paix européenne.

« La France attaquée n'aurait pas de plus ardents défenseurs que les socialistes du Parti ouvrier. »

A mesure qu'on s'éloigne des temps héroïques du socialisme français, les socialistes parlent de la patrie de plus en plus comme des patriotes.

« Il n'est personne ici, disait de Pressensé, député socialiste de Lyon, dans une séance mouvementée du 19 avril 1905, qui ne doute qu'il y a eu des atteintes portées aux principes les plus élevés du droit des gens, du droit des peuples, en 1871, et que, tant qu'elles subsisteront, ne reconnaisse avec tristesse qu'il y aura fatalement un malaise entre la France et l'Allemagne ».

Evidemment, la tristesse de Pressensé est sincère et son cœur de patriote souffre cruellement de l'annexion brutale de l'Alsace-Lorraine.

Dans la même séance, Jaurès, revenant une fois

de plus avec un courage méritoire chez un parlementaire, sur son idée d'un rapprochement avec l'Allemagne, exaltait en une période magnifique, que hachèrent les applaudissements nourris de toute l'Assemblée, la grandeur de la patrie française.

« La longue histoire de la France est une si merveilleuse accumulation de génie, d'héroïsme, de noble passion humaine, que même à travers les heures sombres, il émane d'elle un rayonnement *(vifs applaudissements)* ; la blessure qui a creusé un de ses flancs et meurtri son cœur n'a pas diminué sa taille *(vifs applaudissements sur un grand nombre de bancs)*; il n'est personne au monde devant qui elle soit tenue de baisser le front ou de détourner le regard. » *(Applaudissements sur les mêmes bancs), Officiel*, séance du 15 avril 1905.

Déroulède lui-même n'aurait pas mieux dit.

Quand on est patriote, on doit être prêt à défendre la patrie, au cas où on l'attaquerait.

En France, les chefs parlementaires du parti socialiste ne manquent pas une occasion de déclarer qu'au cas où on attaquerait la France, ils marcheraient comme un seul homme.

En Allemagne, les chefs socialistes n'ont jamais tenu un autre langage.

En 1891, au Congrès national de la Social-Démocratie allemande, à Erfurth, comme on reprochait à Liebknecht de verser dans le chauvinisme, il répondit :

« On me reproche d'avoir déclaré que si nous étions attaqués, si nous devions combattre pour repousser un agresseur, nous étions prêts à défendre la patrie. Ah ! certes, oui, je l'ai déclaré à diverses reprises : c'est là quelque chose qui va de soi ; chacun de nous le sent... Est-ce que notre propre intérêt ne nous ordonne pas de chasser quiconque envahit notre pays, comme on chasse un voleur qui fait irruption dans notre domicile ? »

Tout récemment, Bebel répondait, en plein Reichstag, à ses adversaires qui l'accusaient d'antipatriotisme :

« Si jamais on attaquait l'Allemagne, si l'existence de l'Allemagne était en jeu, alors, je vous en donne ma parole, tous, du plus jeune au plus vieux, nous serions prêts à mettre le fusil sur l'épaule et à marcher à l'ennemi. Et ce que je dis là n'est pas pour vous (la Droite), mais pour nous, car cette terre est aussi notre patrie. Elle est la patrie pour nous plus encore que pour vous. Nous nous défendrions jusqu'à notre dernier souffle, je vous en donne ma parole ! »

Ainsi, il n'y a aucun doute là-dessus : les chefs socialistes allemands et français sont des internationalistes patriotes.

Et les Congrès socialistes internationaux n'ont jamais eu, sur la question, une autre attitude : qu'on en juge par les décisions des plus récents Congrès internationaux relatives à la question du militarisme et de l'internationalisme.

Voici d'abord une motion votée par le Congrès international ouvrier socialiste de Paris, 14-21 juillet 1889 :

« Le Congrès international ouvrier socialiste de Paris,

« Considérant :

« Que l'*armée permanente* ou la *force armée* au service de la classe régnante ou possédante est la négation de tout régime démocratique ou républicain, l'expression militaire du régime monarchique ou oligarchique et capitaliste, un instrument de coups d'Etat réactionnaires et d'oppression sociale;

« Que, résultat et cause du système de guerres agressives, danger constant de conflits internationaux, l'armée permanente et la politique offensive dont elle est l'organe, doivent faire place à la politique défensive et pacifique de la démocratie, à l'*organisation du peuple entier exercé, armé,* non plus pour le pillage et la conquête, mais pour la sauvegarde de son indépendance et de ses libertés;

« Que l'*armée permanente*, cause incessante de guerre, est, ainsi que l'histoire le démontre, incapable de défendre un pays contre les forces supérieure d'une coalition et que sa défaite laisse le pays désarmé, à la merci des vainqueurs, tandis que la *nation préparée,* organisée, armée, serait inaccessible à l'invasion ;

« Que l'*armée permanente* est la désorganisation de toute vie civile, enlevant à chaque nation pour l'encaserner, la démoraliser, sa meilleure jeunesse,

à la période d'apprentissage, d'études, de plus grande activité et d'action;

« Qu'ainsi le travail, la science et l'art se trouvent stérilisés, arrêtés dans leur essor; le citoyen, l'individu, la famille atteints dans leur existence, dans leur développement;

« Qu'au contraire, dans l'*armée* vraiment nationale, ou *nation armée,* le citoyen poursuit dans la vie nationale le développement de ses aptitudes, de ses facultés, exerce ses fonctions militaires comme un attribut nécessaire de sa qualité de citoyen;

« Considérant :

« Que l'*armée permanente,* par les charges incessamment accrues de la dette de guerre, par les impôts et emprunts toujours aggravés qu'elle motive, est une cause de misère et de ruine;

« Répudie hautement les *projets belliqueux* entretenus par des gouvernants aux abois;

« Affirme la *paix* comme condition première et indispensable de toute émancipation ouvrière;

« Et réclame, avec la *suppression des armées permanentes,* l'*armement général* du peuple sur les bases suivantes :

« L'armée nationale ou la nation armée formée de tous les citoyens valides, organisés par région, de telle sorte que chaque ville, chaque canton ait son bataillon, composé de citoyens qui se connaissent, réunis, armés, équipés et prêts à marcher, s'il le faut, dans les vingt-quatre heures. A chacun, son fusil et son équipement à domicile, comme en

Suisse, pour la défense des libertés publiques et de la sécurité nationale.

« Le Congrès déclare en outre que la *guerre*, produit fatal des conditions économiques actuelles, ne disparaîtra définitivement qu'avec la disparition même de l'ordre capitaliste, l'émancipation du travail et le triomphe international du socialisme ».

Comme affirmation des aspirations pacifiques du socialisme international, cette déclaration ne laisse rien à désirer ; mais en admettant le principe de « la nation armée pour la sauvegarde de son indépendance et de ses libertés », le Congrès de Paris a implicitement déclaré qu'il s'intéressait à la défense des patries actuelles, et par là, il a montré qu'il restait patriote, en quelque manière ; pour être épuré de toute ardeur belliqueuse et de toute haine de l'étranger, ce patriotisme-là n'en est pas moins du patriotisme, puisqu'il admet la possibilité pour le prolétariat de se faire égorger pour la défense des patries actuelles.

Le Congrès de Paris, dans cette déclaration, fait plus que croire à la possibilité pour le prolétariat de se mêler à des guerres internationales : il déclare ces guerres internationales inévitables.

Le dernier paragraphe de la déclaration le dit formellement : « la guerre est le produit fatal des conditions économiques actuelles. Elle ne disparaîtra définitivement qu'avec la disparition même de l'ordre capitaliste, l'émancipation du travail et le triomphe international du socialisme. »

En attendant, si une guerre éclate, malgré les socialistes, quelle doit être l'attitude de ceux-ci?

Le Congrès n'a pas osé aborder la question en face : il a préféré ne pas se prononcer; ou plutôt, il s'est prononcé, puisqu'il admet le devoir, pour une nation, de se défendre; le devoir des socialistes sera donc de participer à la défense de la patrie à laquelle ils appartiennent.

Les Congrès de Bruxelles (1891) et de Zurich (1893) ont fait plus : ils ont repoussé, — nous verrons tout à l'heure pour quelles raisons, — une proposition qui leur était faite de répondre à une déclaration de guerre par l'insurrection.

Le Congrès de Londres de 1896, revenant aux déclarations générales fort platoniques du Congrès de Paris de 1889, vota la motion suivante :

« En période capitaliste, les *causes principales des guerres* ne sont pas les différences religieuses ou nationales, mais les *antagonismes économiques* auxquels les classes dirigeantes des divers pays sont poussées par le mode de production. De même que le capitaliste sacrifie sans cesse la vie et la santé des travailleurs sur le champ de bataille du *travail*, il n'éprouve aucun scrupule à faire couler leur sang en vue de nouveaux profits à obtenir par la conquête de nouveaux débouchés.

« La classe laborieuse de tous les pays a donc le devoir de s'élever contre *l'oppression militaire* au même titre que contre toutes les autres formes d'exploitation dont elle est victime de la part de la classe possédante.

« Dans ce but, elle doit conquérir la *puissance politique* pour abolir le mode de production capitaliste et refuser, simultanément dans tous les pays, aux gouvernements, instruments de la classe capitaliste, *les moyens de maintenir* l'ordre des choses actuel.

« Les *armées permanentes*, dont l'entretien épuise déjà les nations en temps de paix et dont les les frais sont supportés par la classe ouvrière, accroissent le danger de guerre entre les nations et elles favorisent surtout l'oppression toujours plus brutale des travailleurs de chaque pays. C'est pourquoi le cri : « *A bas les armes!* » n'est pas plus entendu que les autres appels aux sentiments humanitaires de la classe capitaliste.

« La classe prolétarienne seule peut avoir la volonté sérieuse et le pouvoir de réaliser la paix du monde.

« Elle réclame :

« 1. La suppression des *armées permanentes* et l'organisation de la *nation armée;*

« 2. L'institution de *tribunaux arbitraux* chargés de régler pacifiquement les conflits entre nations;

« 3. La décision définitive sur la question de guerre ou de paix laissée directement au *peuple* pour le cas où les gouvernements n'accepteraient pas la *sentence arbitrale.*

« Et elle proteste contre le système des *traités secrets.*

« Mais la classe prolétarienne ne pourra, en cette matière, comme en n'importe quelle autre revendication ouvrière, arriver réellement à son but qu'en conquérant une action maîtresse sur la législation et en s'alliant au socialisme international, seul à même d'assurer la paix et d'amener la véritable fraternité des peuples. »

En 1896, comme en 1889, le Parti socialiste affirme que « la classe prolétarienne seule peut avoir la volonté sérieuse et le pouvoir de réaliser la paix du monde. »

Mais il s'empresse d'ajouter qu'on ne pourra empêcher la guerre « qu'en conquérant une action maîtresse sur la législation et en s'alliant au socialisme international seul à même d'assurer la paix et d'amener la véritable fraternité des peuples. »

Fort bien ! Mais en attendant que le prolétariat ait conquis une action maîtresse sur la législation, si la guerre éclate ?

Le dernier Congrès international du Parti qui ait abordé la question, celui de Paris (1900) a continué la tradition des déclarations solennelles et platoniques, qui affirment bien haut le caractère pacifique et internationaliste du socialisme, mais qui n'osent ni s'attaquer au sentiment patriotique, ni préciser le devoir des socialistes en cas de guerre.

Voici les motions votées à Paris en 1900 :

« I. Le Congrès déclare qu'il y a lieu de redoubler, dans tous les pays, de zèle, d'énergie, de vigueur, dans la lutte quotidienne contre le milita-

risme, qu'il y a lieu surtout d'opposer à l'*alliance* de la bourgeoisie et des gouvernements impérialistes, l'alliance des prolétaires de tous les pays.

« Le Congrès indique comme moyens d'action :

« 1. Les différents partis socialistes sont engagés à poursuivre avec soin, l'*éducation* et l'*organisation de la jeunesse*, en vue de combattre le militarisme ;

« 2. Les députés socialistes, dans tous les pays, s'engagent à voter *contre toute dépense militaire* et toute dépense pour la *flotte* et les expéditions militaires *coloniales* ;

« 3. La commission socialiste internationale permanente sera chargée d'entamer et de régler, dans tous les cas d'importance internationale, un *mouvement de protestation et d'agitation antimilitariste uniforme et commun* dans tous les pays ;

« Le Congrès proteste contre les soi-disantes *conférences de la paix* comme celle de la Haye, qui, dans la société actuelle, ne peuvent aboutir qu'à des déceptions fâcheuses, comme l'a démontré dernièrement la guerre du *Transvaal*.

« II. 1. Le Congrès international socialiste de Paris flétrit avec indignation la politique sauvage d'oppression du *tsarisme russe* envers le *peuple polonais et finlandais* et engage les prolétaires de toutes nationalités, souffrant sous le joug du régime absolu, à se réunir pour la lutte commune contre cet ennemi commun de la démocratie et du socialisme.

« 2. Le Congrès condamne les atrocités du gouvernement anglais envers les *Boers* de l'Afrique du Sud.

« Le Congrès socialiste international de Paris, affirmant une fois de plus les sentiments de sympathie fraternelle qui doivent unir tous les peuples, s'élève avec indignation contre les violences, les cruautés, les massacres commis en *Arménie*, dénonce aux travailleurs des deux mondes, la criminelle complicité des différents gouvernements capitalistes, engage les groupes parlementaires socialistes à intervenir à chaque occasion en faveur du peuple arménien, odieusement opprimé, auquel le Congrès adresse l'assurance de son étroite et ardente solidarité. »

C'est toujours la même chanson !

On créera, dans tous les cas d'importance internationale « un mouvement de protestation et d'agitation antimilitariste uniforme et commun dans tous les pays »; mais on ne revient pas sur les décisions des Congrès de Bruxelles de 1891 et de Zurich de 1893 qui avaient condamné l'insurrection en cas de guerre.

Des formules vagues! aucune résolution pratique!

Impuissant à concilier le patriotisme et l'internationalisme, le devoir militaire des socialistes envers leur patrie, en cas de guerre, et leur devoir révolutionnaire, le Parti socialiste international, dans ses Congrès nationaux et internationaux, a préféré ne pas regarder le problème en face.

Avec une habileté acquise dans les milieux parlementaires, ses leaders ont louvoyé, ergoté, ratiociné, parlé à côté de la question.

Un jour, vous les croyez antipatriotes, vous croyez qu'ils considèrent que les prolétaires n'ont pas de patrie, qu'ils n'ont donc aucune patrie à défendre.

Le lendemain, vous les entendez proclamer qu'ils se lèveront en masse si on fait mine d'attaquer leur patrie.

Ils sont patriotes, sans l'être, tout en l'étant.

Jusqu'à quand va durer cette savante stratégie ?

CHAPITRE XV

Inconséquence et dangers de l'internationalisme patriote.

Au mois d'août 1904, se tenait à Amsterdam un Congrès international socialiste, qui réunissait des représentants des Partis socialistes du monde entier.

La question passionnante était un débat sur les mérites respectifs du réformisme et de la méthode révolutionnaire. Les socialistes révolutionnaires français, dont le chef était Guesde, accusaient, devant l'Internationale, les réformistes français, dont le chef était Jaurès, de déviations et de compromissions qui compromettaient en France et à l'étranger l'avenir du socialisme.

Sans mettre Jaurès et les socialistes réformistes français en dehors de la grande famille socialiste, le Congrès vota, en la modifiant légèrement, pour qu'elle ne fut blessante pour personne, la motion suivante qui avait été votée l'année précédente au Congrès socialiste allemand de Dresde et qui est connue depuis dans les milieux socialistes sous le nom de motion d'Amsterdam :

« Le Congrès affirme de la façon la plus énergique la nécessité de maintenir, sans fléchissement, notre tactique éprouvée et glorieuse, basée sur la lutte de classe et de ne pas remplacer la conquête du pou-

voir politique de haute lutte contre la bourgeoisie par une politique de concession à l'ordre établi.

« La conséquence d'une telle tactique revisionniste serait de faire d'un Parti qui poursuit la transformation la plus rapide possible de la société bourgeoise en société socialiste — d'un Parti, par suite, révolutionnaire, dans le meilleur sens du mot — un Parti se contentant de réformer la société bourgeoise.

« C'est pourquoi le Congrès, persuadé, contrairement aux tendances revisionnistes existantes, que les antagonismes de classe, loin de diminuer, vont s'accentuant, déclare :

« 1° Que le Parti décline toute responsabilité quelle qu'elle soit dans les conditions politiques et économiques basées sur la production capitaliste et ne saurait, par suite, approuver aucun des moyens de nature à maintenir au pouvoir la classe dominante ;

« 2° Que la démocratie socialiste ne saurait accepter aucune participation au gouvernement dans la société bourgeoise, et ce, conformément à l'ordre du jour Kautsky voté au Congrès international de Paris en 1900.

« Le Congrès condamne, en outre, toute tentative faite pour masquer les antagonismes de classe toujours croissants, à l'effet de faciliter un rapprochement avec des partis bourgeois.

« Le Congrès compte que le groupe parlementaire socialiste se servira de sa puissance accrue,

tant par le nombre augmenté de ses membres que par l'accroissement considérable de la masse d'électeurs qui le suivent, pour persévérer dans sa propagande sur le but final du socialisme et, conformément à notre programme, pour défendre de la façon la plus résolue les intérêts de la classe ouvrière, l'extension et la consolidation des libertés politiques, pour revendiquer l'égalité des droits pour tous; pour continuer, avec plus d'énergie que jamais, la lutte contre le militarisme, contre la politique coloniale et impérialiste, contre toute espèce d'injustice, d'asservissement et d'exploitation, et, finalement, s'employer énergiquement à perfectionner la législation sociale et à rendre possible à la classe ouvrière l'accomplissement de sa mission politique et civilisatrice. »

Conformément à l'invitation formelle et pressante du Congrès international, les différentes organisations socialistes françaises nommèrent une Commission d'unification qui eut pour mission d'élaborer un projet de déclaration de principes et des statuts.

Les statuts et le projet de déclaration furent votés à l'unanimité au Congrès d'unité socialiste (avril 1905) de sorte qu'il n'y a plus aujourd'hui en France qu'un seul Parti socialiste, dont le nom officiel est Parti Socialiste, section française de l'Internationale ouvrière.

L'article 1er de la déclaration de principes, votée et signée par toutes les organisations contractantes, est ainsi conçu :

« Le Parti Socialiste est un parti de classe qui a pour but de socialiser les moyens de production et d'échange, c'est-à-dire de transformer la société capitaliste en une société collectiviste ou communiste et pour moyen l'organisation économique et politique du prolétariat. Par son but, par son idéal, par les moyens qu'il emploie, le Parti socialiste, tout en poursuivant la réalisation des réformes immédiates revendiquées par la classe ouvrière, n'est pas un parti de réforme, mais un parti de lutte de classe et de révolution. »

Voilà qui est net : pour le Congrès international d'Amsterdam de 1904 comme pour les socialistes de France qui se sont unis au Congrès de Paris de 1905, le Parti socialiste n'est pas un parti de réforme, mais un parti de révolution.

Or, qu'est-ce que être patriote ?

Si les mots ont un sens, être patriote signifie aimer sa patrie, non pas la patrie idéale, la patrie socialiste que tous les socialistes portent en leur cerveau et appellent de tout leur cœur, mais la patrie actuelle.

Les chefs du socialisme parlementaire aiment la patrie actuelle, malgré les défauts et les tares qu'ils lui connaissent, au point que si on l'attaquait, ils donneraient leur vie pour elle.

Ils reconnaissent qu'il existe, au sein de chaque patrie, une lutte de classe terrible, atroce, mais ils sont prêts quand même à se faire tuer, non pas en luttant classe contre classe, mais classes ennemies

côte à côte, contre les classes réunies des patries voisines; ils sont prêts à communier avec leurs dirigeants sur un champ de bataille.

Ils sont internationalistes, mais si le gouvernement allemand attaque la France, ou si le gouvernement français attaque l'Allemagne, prolétaires français et prolétaires allemands s'égorgeront pour la défense de leur patrie respective.

Au sortir d'un Congrès international où ils auront affirmé que le Parti socialiste est un Parti internationaliste de lutte de classe, capitalistes et prolétaires français réunis se jetteront sur les armées allemandes, où capitalistes et prolétaires aussi seront confondus.

Bebel d'un côté, Jaurès de l'autre, chacun avec un fusil, mourront l'un pour la patrie allemande, l'autre pour la patrie française.

Voilà à quelles inconséquences aboutit l'internationalisme des socialistes patriotes.

En vérité, il faut être un rhéteur subtil pour concilier ces inconciliables, l'internationalisme et le patriotisme, la lutte de classe et la communion des classes en l'amour d'une patrie commune.

S'il n'y avait qu'un manque de logique dans l'attitude des internationalistes patriotes, on pourrait se taire.

Des discussions théoriques et doctrinales n'empêchent pas toujours l'action commune.

Malheureusement, ici, la théorie entraîne forcément une pratique qui est dangereuse.

Socialistes allemands ou français disent : « Nous défendrons notre patrie si on l'attaque », sans avoir d'ailleurs jamais osé dire carrément : « Et si c'est elle qui attaque, nous nous soulèverons contre elle ».

Or, dire qu'on défendra sa patrie si on l'attaque, revient à dire qu'on la défendra en tous les cas, même si c'est elle qui attaque.

Et pourquoi ?

Parce qu'il est à peu près impossible, au moment où éclate un conflit, de savoir qui est le véritable agresseur.

En 1870, c'est le gouvernement français qui a déclaré la guerre, mais s'il est vrai que Bismarck altéra, comme il s'en est vanté, le texte de la fameuse dépêche d'Ems, il faut bien reconnaître que le gouvernement allemand partage au moins par moitié avec le gouvernement français la responsabilité de la déclaration de guerre.

Dans la guerre anglo-boer, ce sont les Boers qui ont commencé la guerre, mais en réalité qui l'a rendue inévitable ? Les Boers ou les Anglais ?

Dans la guerre russo-japonaise actuelle, ce sont les Japonais qui ont commencé les hostilités, mais les Russes ne méritaient-ils pas au moins autant qu'eux la qualité d'agresseurs ?

Si demain ou dans 10 ans, les dirigeants japonais, pour se venger du concours déloyal accordé à la flotte russe dans les ports français de Madagascar et de l'Indo-Chine, jettent les capitalistes français et

leurs soldats à la porte du Tonkin, à qui faudra-t-il attribuer en bonne justice la qualité d'agresseur ?

On nous dit qu'on défendra la patrie en cas d'agression. Qu'on laisse faire la presse capitaliste des deux pays ; la presse française se chargera bien de prouver à la masse du peuple français restée patriote que ce sont les Allemands qui ont commencé ; quant à la presse allemande, elle aura vite fait de démontrer à la masse du peuple allemand restée patriote que ce sont les Français qui ont tous les torts.

Sans compter que le gouvernement qui voudra la guerre saura bien, par une manœuvre de la dernière heure, lui qui dispose seul du télégraphe, faire croire à ses sujets qu'il est attaqué, ne serait-ce qu'en racontant mensongèrement qu'un corps ennemi a franchi la frontière.

« Les frontières, dit avec raison un de nos adversaires, sont des nids à prétextes. Avec un garde-chasse, un poteau coloré et deux gamins, un souverain décidé tient sa guerre. »

En persévérant dans leur attitude équivoque, les socialistes n'ont aucun moyen d'empêcher une guerre.

Les gouvernements, sachant qu'ils marcheront, ne craindront pas de déchaîner la guerre quand ils croiront y avoir intérêt.

Et comme on n'aura pas osé recommander ni préparer d'avance l'insurrection en cas de guerre, on laissera échapper la seule occasion qui s'offre

aux socialistes de faire cette Révolution sociale, dont ils parlent tous, mais qu'ils ont l'air de redouter autant que les classes dirigeantes.

Comment les chefs socialistes ne comprennent-ils pas qu'en aucun cas des socialistes ne peuvent s'entr'égorger pour les patries actuelles, et qu'une guerre internationale qui mettrait aux prises les socialistes allemands et français serait la faillite et la honte de l'Internationale.

CHAPITRE XVI

Les socialistes antipatriotes.

Il est temps de réagir contre cet internationalisme mitigé, édulcoré, bâtard, qui prétend concilier le patriotisme et l'internationalisme.

Il est temps surtout, puisqu'il est impossible de savoir au moment où éclate un conflit quel est l'agresseur, de substituer à l'équivoque formule des socialistes patriotes « Nous défendrons notre patrie si on l'attaque », cette formule nette et claire pour tout le monde, pour les prolétaires comme pour les gouvernants : « Quel que soit l'agresseur, plutôt l'insurrection que la guerre ! »

Quand les gouvernants sauront que le prolétariat organisé est bien décidé à répondre à l'ordre de mobilisation par l'insurrection, nous pourrons dormir tranquilles ; ce jour-là, nous serons bien sûrs qu'en cas de conflits d'intérêts, les dirigeants des diverses patries sauront bien aller trouver le juge de paix qui réside à La Haye et soumettre leur différend à l'arbitrage international.

C'est le seul et unique moyen, le seul moyen pratique et infaillible de guérir les gouvernements de toute velléité belliqueuse.

Mais pour arriver à obtenir des masses populaires qu'elles prennent la résolution virile de

répondre à l'ordre de mobilisation par la guerre, il faut les guérir de tout sentiment patriotique.

Tant que le prolétariat restera patriote, tant qu'il conservera une préférence sentimentale pour la patrie où le hasard l'a fait naître, tant qu'il croira que sa patrie vaut mieux que la patrie d'à côté, qu'elle vaut mieux au point qu'elle mérite qu'on se fasse tuer pour elle, il sera impossible d'obtenir du prolétariat les résolutions révolutionnaires qui seules peuvent mettre fin aux guerres internationales.

Et il restera patriote, il continuera à se faire tuer pour la défense des patries actuelles tant que nous ne lui aurons pas démontré qu'il n'aurait rien à perdre si sa patrie était annexée par une patrie voisine.

Une telle annexion n'est pas à souhaiter, puisqu'elle ne pourrait être que le résultat d'une guerre où vainqueurs et vaincus ont toujours beaucoup à souffrir.

Mais puisque les socialistes patriotes français agitent devant le prolétariat français le spectre de l'empereur d'Allemagne, et les socialistes patriotes allemands le spectre du tzar de Russie, puisqu'ils ont recours pour les besoins de leur cause à des hypothèses aussi invraisemblables et aussi fantaisistes, il ne faut pas hésiter à les suivre même sur ce terrain.

Essayons donc de voir froidement ce qu'auraient à perdre à une annexion allemande non seulement

les prolétaires français, mais la masse des petits boutiquiers et des paysans propriétaires?

Risquent-ils d'être massacrés en masse? Tout le monde sait bien que non; il y a longtemps qu'en Europe les non belligérants sont à l'abri de pareils actes de férocité : le temps est loin où l'on massacrait les vaincus.

Perdraient-ils leurs biens? Ceux qui ne possèdent rien, pas même le droit au travail, n'ont rien à perdre. Quant aux petits propriétaires ruraux ou aux petits boutiquiers, est-ce qu'un changement de patrie leur enlèverait leur lopin de terre ou leur petit fonds de commerce? Est-ce qu'au xxe siècle, une guerre entre Européens entraîne de pareilles conséquences? En annexant l'Alsace, les Allemands ont-ils pris les champs, les maisons, les boutiques, les usines des Alsaciens? En réalité, après comme avant l'annexion, les gros usiniers sont restés de gros usiniers, les petits boutiquiers sont restés de petits boutiquiers, les petits propriétaires ruraux sont restés de petits propriétaires ruraux, et les gueux sont restés des gueux.

Perdraient-ils leur langue maternelle? Allons donc! Deux siècles après l'annexion anglaise, les Franco-Canadiens parlent le français; les Polonais d'Allemagne, malgré des efforts persistants de leurs vainqueurs pour les germaniser, parlent polonais; en 1870, deux siècles après l'annexion de l'Alsace par Louis XIV, les Alsaciens parlaient un patois allemand; malgré des siècles de domination russe,

on continue à parler allemand dans les provinces russes de la Baltique. Les vaincus ne perdent leur langue maternelle que lorsqu'ils le veulent bien ou lorsqu'ils y ont intérêt, et encore il y faut des siècles, Quel grand malheur, vraiment, pour un groupe d'hommes de désapprendre petit à petit, dans l'espace de 30 ou 40 générations, un idiome riche pour en apprendre un autre tout aussi riche?

Leur enlèverait-on leur tempérament, leur personnalité, l'originalité de leur race ? en admettant que les caractères de race soient aussi nets qu'on veut bien le dire. Pas davantage. Que demain, la moitié de l'Allemagne soit annexée à la France, les Allemands annexés n'en resteraient pas moins des Allemands, avec toutes les qualités et tous les défauts de leur race, avec leur esprit méthodique, discipliné, leur ardeur au travail, une certaine lourdeur d'esprit, un culte exagéré de la force et de l'autorité. Que demain, la moitié de la France soit annexée à l'Allemagne, les Français annexés n'en resteraient pas moins des Français, avec toutes les qualités et tous les défauts de leur tempérament, leur vivacité d'esprit, leur verve gouailleuse, un certain goût artistique, et aussi leur légèreté, leur manque de sérieux et leur indiscipline, si du moins ce sont là vraiment les qualités natives et les tares originelles des deux races, ce qui n'est nullement démontré.

Perdraient-ils leur supériorité de forme politique ? C'est bien peu de chose, la supériorité de for-

me politique, quand des institutions politiques d'inégale valeur recouvrent la même organisation économique : des bourgeois riches, plus ou moins socialisants, pour qui la question du ventre est résolue, peuvent y attacher une importance capitale ; des prolétaires vivant dans l'insécurité du lendemain ont droit de n'y attacher qu'une importance secondaire.

Nous avons vu d'ailleurs que les différences politiques entre la France républicaine, l'Allemagne, l'Angleterre et l'Italie monarchiques ne sont pas aussi grandes que le prétendent la bourgeoisie républicaine de France ou nos socialistes patriotes français.

On affole les prolétaires français à la pensée d'une annexion allemande, en leur racontant sans rire qu'une fois sujets allemands ils se trouveraient privés des libertés de pensée, de réunion, de presse, des libertés syndicales.

C'est une mauvaise plaisanterie.

Ils auraient à peu de chose près, la même liberté de penser qu'en France ; ils liraient leurs journaux socialistes comme en France ; ils iraient aux réunions politiques électorales comme en France ; ils y verraient sur l'estrade le commissaire de police plus souvent qu'en France il est vrai, mais comme on le voit parfois encore en France, comme un millier d'auditeurs ont pu le voir, en l'an de grâce 1904, en France, à Saint-Étienne, sous une municipalité socialiste, dans une ville qui a au Parlement trois

députés socialistes ; ils apprendraient de temps à autre qu'un de leurs propagandistes a été traduit devant les tribunaux, comme en France; ils iraient à la caserne comme en France ; ils se syndiqueraient comme en France; ils feraient grève comme en France ; la police les passerait « à tabac » comme en France, et si la police était impuissante, l'armée les fusillerait comme en France.

Sous l'étiquette allemande, comme sous l'étiquette française, les prolétaires qui changeraient de patrie rencontreraient le même patronat insolent et rapace, la même administration dure aux petits, les mêmes officiers et les mêmes sous-off pleins de morgue, les mêmes tribunaux impitoyables aux pauvres, avec de temps à autre, comme en France, un patron humain, un officier intelligent, et un magistrat équitable.

Le prolétariat français n'y perdrait rien, pas même l'honneur.

De quel honneur, du reste, nous parle-t-on, quand on vient vous dire que nous serions déshonorés en devenant Allemands? qu'il y a des cas où il faut se battre pour la dignité, pour l'honneur.

Oüi, quel honneur?

L'honneur national? Il n'y a pas d'honneur national là où il n'y a pas de sentiment national; or, l'esprit de classe a tué en nous tout sentiment national.

Notre honneur d'homme, notre dignité personnelle qui nous commande de nous opposer à toute

agression, à toute violence, d'un groupe d'hommes quelconque sur le groupe auquel nous appartenons ?

C'est précisément notre dignité personnelle qui nous défend de combattre pour des intérêts qui ne sont pas les nôtres.

Les antipatriotes ne sauraient avoir de l'honneur, en une telle matière, la même conception que les patriotes.

Les patriotes trouveraient déshonorant de ne pas se rendre à un ordre de mobilisation, en cas de guerre.

Et nous, nous trouverions déshonorant de nous y rendre.

« Pendant la dernière guerre franco-allemande, raconte Ludovic Halévy dans un de ses romans, un matin, à Etretat, on bat le rappel dans les rues de la petite ville. Tous les hommes sont convoqués pour se rendre au Havre.

« La troupe des hommes convoqués, les uns en blouse, les autres en jaquette, se met en marche au son d'un unique tambour, marquant le pas, très fière de son allure martiale en traversant les villages.

« Mais voilà qu'à une de ces traversées, une femme sort de sa maison. Furieuse, elle invective les hommes : « Lâches ! lâches ! faut-il que les hommes soient lâches pour se laisser mener à la guerre ! »

Cette femme du peuple avait de l'honneur

la même conception que les socialistes antipatriotes qui eux aussi ont bien leur fierté individuelle, mais qui la mettent à ne pas se laisser traîner à la boucherie comme un troupeau de moutons, pour des intérêts qui ne sont pas les leurs.

En somme, une petite supériorité politique, voilà tout ce que des prolétaires français auraient à perdre à une annexion allemande; et cette perte ne serait pas sans compensation.

Elle serait compensée par la chute d'une frontière.

Elle serait compensée par la possibilité de donner la main au prolétariat allemand dans sa lutte de tous les jours contre son kaiser.

Ah ! On nous menace de la botte de Guillaume II ! Si nous sommes vraiment, comme le prétendent les socialistes patriotes français, plus avancés politiquement que le peuple allemand, eh ! bien, nous l'aiderons à se débarrasser de la botte de son kaiser, nous lui apprendrons à ricaner de sa police et de ses traîneurs de sabre.

De même le prolétariat allemand n'aurait à peu près rien à perdre à une annexion par la Russie, hypothèse au moins aussi fantaisiste du reste que celle de l'annexion de la France par l'Allemagne. Il n'a pas à craindre de retomber dans la barbarie, car une telle rechute à l'heure actuelle est impossible.

Elle est impossible, non seulement parce que le tsarisme mettra bien des années avant de refaire

ses forces militaires et redevenir menaçant, non seulement parce que l'autocratie est fortement ébranlée en Russie même où elle va être acculée incessamment, tout le monde le sent, à des réformes politiques qui combleront le fossé qui la sépare du reste de l'Europe civilisée, mais encore elle est impossible surtout parce qu'il n'est au pouvoir d'aucune force humaine, d'aucune contrainte administrative, d'aucune botte, d'aucun knout, de transformer des Allemands, déjà dégrossis intellectuellement et à moitié émancipés politiquement, en de pauvres moujiks qu'on mène à coups de knout ou avec des icones.

Il ne faut pas se lasser de le répéter : les institutions politiques de la Russie tsariste craquent de toutes parts en ce moment, d'abord parce que le régime capitaliste qui y a fait son apparition ne peut s'accommoder des formes politiques anciennes du despotisme asiatique, mais aussi parce que l'ogre moscovite n'a pu digérer les morceaux de Finlande et de Pologne qu'il a gloutonnement avalés il y a un siècle, et qui l'étouffent en ce moment; que serait-ce donc s'il avait eu le malheur d'avaler quelque chose de plus indigeste et de moins assimilable encore que la Finlande ou la Pologne, un morceau de cette Allemagne habituée depuis des siècles, comme la France, à un gouvernement régulier et à une administration relativement éclairée ?

Puisqu'on veut faire « marcher » le prolétariat

français en l'affolant par la peur d'une annexion allemande, et le prolétariat allemand par la peur d'une annexion russe, c'est à nous de démontrer au peuple allemand et au peuple français que cet épouvantail à moineaux ne doit pas les faire trembler.

Jusqu'ici les socialistes patriotes ont dit aux masses populaires : « Notre patrie n'est pas belle, mais elle a un glorieux passé ; elle est indispensable au progrès humain ; elle est le bien commun de tous ses enfants, même des plus déshérités ».

Il faut leur tenir un autre langage, il faut que nous leur disions et que nous leur répétions sans cesse :

« Les prolétaires n'ont pas de patrie.

« Les différences qui existent entre les patries actuelles sont toutes des différences superficielles.

« Le régime capitaliste est le même dans toutes les patries ; et comme il ne peut fonctionner sans un minimum de libertés politiques, tous les pays qui vivent en régime capitaliste jouissent de libertés élémentaires qu'on ne peut plus contester nulle part au prolétariat ; même en Russie, le régime autocratique est aujourd'hui frappé à mort.

« Les prolétaires qui se font tuer pour les patries actuelles sont des dupes, des brutes stupides.

« Même quand leur patrie est victorieuse, ce sont eux qui paient les frais de la victoire par l'augmentation des impôts.

« La seule guerre qui ne soit pas une duperie,

c'est celle au bout de laquelle, s'ils sont vainqueurs, les prolétaires peuvent espérer, par l'expropriation de la classe capitaliste, mettre la main sur les richesses sociales accumulées par le travail et le génie humain depuis des générations.

« Il n'y a qu'une guerre qui soit digne d'hommes intelligents, c'est la guerre civile, la Révolution sociale. »

Et comme les masses populaires n'entendent rien au langage abstrait de la métaphysique, comme il faut pour se faire entendre d'elles leur parler un langage concret, il ne faut pas hésiter, pour bien leur marquer que nous n'avons plus aucun sentiment national, à proclamer très haut qu'il nous est indifférent d'être Français, Allemands, Anglais, Italiens ou Russes.

Si nous voulons avancer sérieusement l'avènement des Etats-Unis d'Europe, il est nécessaire dès maintenant de proclamer hardiment que nous ne sommes ni des Allemands, ni des Français, ni des Anglais, ni des Italiens, ni des Russes, mais des Européens, ou mieux les compatriotes des exploités de toute la terre.

CHAPITRE XVII

Les socialistes antipatriotes et la question des milices.

Tous les programmes socialistes comportent un article où l'on réclame la substitution aux armées permanentes de milices nationales.

Il n'y a encore qu'un seul pays au monde qui possède des milices analogues à ce que réclament les socialistes.

C'est la Suisse.

En Suisse, les futurs soldats sont dégrossis et exercés dans leurs foyers mêmes, le dimanche, de 17 à 20 ans; comme recrues au régiment, on ne leur fait faire que les exercices militaires indispensables; grâce à la suppression des parades et des gardes inutiles, on peut ne les retenir sous les drapeaux que 45 ou 50 jours, dans tous les corps sauf la cavalerie; là, ils restent 90 jours, mais l'Etat, en compensation de ce supplément de service qu'il leur impose, donne en toute propriété aux cavaliers, leur cheval de guerre, à charge pour eux de l'entretenir en état de faire campagne. Ils rentrent dans leurs foyers, avec leurs uniformes et leurs armes. Il ne leur manque que des cartouches. On leur en distribue pour les exercices de tir qui se font dans les communes, sans grands frais pour l'Etat, sans

grand dérangement pour les miliciens: cinq appels de seize jours chacun permettent de s'assurer de l'instruction des hommes et des officiers, lesquels sortent tous du rang.

En un clin d'œil, tous ces miliciens qui ont leur uniforme, leurs armes, leur cheval sous la main se mobilisent : aucune armée permanente n'est capable d'effectuer sa mobilisation aussi rapidement.

Les grandes manœuvres annuelles de l'armée suisse permettent à des hommes compétents comme le capitaine Moch, de l'artillerie française, d'affirmer qu'une armée de miliciens, ainsi comprise, ne le cède en valeur professionnelle à aucune armée permanente.

Voilà l'armée idéale que rêvent les socialistes patriotes de chaque pays, en attendant le jour où l'on pourra se passer des milices elles-mêmes.

Les internationalistes antipatriotes doivent-ils combattre l'idée de milices nationales et faire campagne en faveur du désarmement complet, en demandant, ou même sans demander, aux gouvernements voisins la réciprocité?

Demander aux dirigeants français ou étrangers de désarmer, alors qu'ils ont besoin de l'armée pour maintenir leurs privilèges contre l'ennemi de l'intérieur? Autant leur demander de suite de se suicider, ou de renoncer à la propriété des instruments de travail. Le socialisme menaçant les oblige, sous peine de disparaître, à conserver sous la main une force armée considérable.

Les classes dirigeantes répugnent presque autant à l'acceptation de milices qui seraient entre leurs mains un instrument infiniment moins docile qu'une armée permanente : on peut être assuré qu'elles feront, dans chaque pays, tout leur possible pour reconstituer partout des armées de métier le jour où elles ne pourront plus compter, pour la répression des grèves et des émeutes ouvrières, sur les armées permanentes à périodes de plus en plus réduites. Mais il n'est pas sûr qu'elles y réussiront. Les paysans sont au fond tellement antimilitaristes, ils professent pour la caserne une si sainte répulsion, que même sans être devenus socialistes, ils aideront de leur bulletin de vote le prolétariat urbain qui réclamera l'institution de milices.

La substitution des milices ne semble donc pas, comme le désarmement complet, une réforme absolument irréalisable en régime capitaliste.

Une telle réforme ne serait nullement méprisable, quoiqu'en disent les communistes anarchistes.

Il ne faut pas faire fi d'une réforme qui réduirait le service militaire de deux ans à 45 ou 50 jours, et qui, en même temps, diminuerait sans doute un peu les dépenses militaires.

En outre, une milice serait infiniment moins dangereuse pour les grévistes ou les insurgés que les armées permanentes actuelles ; on peut même affirmer que si en France le régime des milices était substitué au régime des armées permanentes, le régime capitaliste ne durerait pas dix ans, du

moins dans les grands centres ouvriers. Le jour où la bourgeoisie capitaliste serait réduite à lever des régiments de miliciens ruraux pour réprimer des mouvements grévistes ou insurrectionnels dans des centres ouvriers, elle serait bien malade; les grévistes auraient tôt fait de prendre leurs fusils de guerre et de s'emparer d'un dépôt de cartouches. Ceux qui objectent qu'en Suisse, la classe dirigeante mâte bien les grévistes avec les miliciens, oublient que la Suisse est un pays surtout agricole où il n'y a aucune grande agglomération ouvrière; tandis qu'en France, en Allemagne, en Italie, il y a des grands centres industriels, dont les miliciens paysans ne viendraient pas facilement à bout.

Il n'est pas mauvais non plus, que les militants socialistes connaissent l'existence d'une forme d'armée comme celle des milices: le pays qui le premier atteindra au socialisme par une révolution violente, aura peut-être à repousser l'attaque des bourgeoisies voisines : les socialistes de ce pays ayant quelque chose à défendre ce jour-là, seront peut-être bien aise de connaître un système défensif moins coûteux, moins absorbant, et aussi redoutable que le système des armées permanentes.

Enfin, il y a encore en Asie-Mineure, dans l'Asie Centrale et au cœur de la Chine, des populations qu'un mouvement religieux peut, demain, lancer sur l'Europe civilisée, avec la même fureur que les Huns au ve siècle.

Il peut nous être égal d'être Anglais, Français,

Allemands, Italiens: une annexion de la France à l'Allemagne n'amènerait pas le massacre des Français ; tandis qu'une invasion de hordes asiatiques, pourrait aboutir à un égorgement général. Si improbable que soit une pareille éventualité, il faut la prévoir et se mettre en mesure d'y parer.

Il n'y a donc aucun inconvénient, — et il y a même plusieurs avantages — à ce que le parti socialiste s'efforce d'arracher au Parlement l'organisation de milices nationales.

Il n'y a aucun inconvénient, à une double condition toutefois : d'abord, qu'il soit bien entendu que notre agitation en faveur des milices n'implique nullement notre intention de défendre les patries actuelles contre des patries équivalentes ; ensuite, que cette question des milices reste pour le parti socialiste une préoccupation secondaire, à côté de cette autre question, d'un intérêt autrement plus urgent et plus capital : l'attitude du parti en cas de guerre.

CHAPITRE XVIII

Le refus de service militaire en temps de paix.

En janvier 1902, le Conseil de guerre du 7ᵉ corps d'armée, siégeant à Besançon, jugeait le canonnier Grasselin, du 9ᵉ bataillon d'artillerie, qui refusait d'apprendre le noble métier des armes.

Un grand journal conservateur relata ainsi l'interrogatoire de Grasselin :

D. Le 18 novembre 1901, quatre jours après votre incorporation, vous avez refusé d'obéir à votre capitaine qui vous ordonnait d'ouvrir la culasse d'un canon ?

R. Je n'ai pas refusé, j'ai dit que je ne pouvais pas.

D. Pourquoi ne pouviez-vous pas ?

Silence.

D. On vous a lu le code de justice militaire ?

R. Oui, mon colonel.

D. Le 19 novembre, le lendemain, le même ordre vous est donné ; vous refusez encore de l'exécuter. Les jours suivants, vous opposez la même attitude. On vous a lu le code pénal jusqu'à cinq fois. Prières, menaces, objurgations, rien n'a réussi à vaincre votre obstination. Pourquoi agissez-vous ainsi ?

R. Jésus-Christ a dit : « Tu ne tueras point. Aimons-nous les uns les autres. » Je ne voulais pas nuire aux autres.

D. Ouvrir une culasse, ce n'est nuire à personne. (*Sourires.*)

R. Mais plus tard on m'aurait donné un fusil ; le fusil sert à tuer, de même que le soc de la charrue sert à labourer.

D. Enfin, vous n'aviez pas à discuter, on vous donnait un ordre.

D. Au-dessus de mes supérieurs, qui sont des hommes, il y a le Christ.

D. Le Christ n'ordonne pas de désobéir aux lois de son pays.

Le président du Conseil de guerre revient au refus de Grasselin de porter les armes et lui demande ce qu'il ferait si on l'attaquait.

R. Je ne me défendrais pas.

D. Pourquoi ?

R. Pour ne pas tuer.

D. Que feriez-vous ?

R. Je me sauverais. (*Hilarité.*)

D. Et si des malfaiteurs venaient incendier la maison de vos parents, essayer d'assassiner votre père, votre mère, vos frères ?

R. Je tâcherais de les empêcher.

D. Comment ?

R. Sans les frapper.

D. En les regardant ? Alors, vous ne voulez pas faire la guerre ?

R. Non.

D. Acceptez-vous, du moins, de vous soumettre à la loi ?

R. Pas pour tuer. Qu'on me fasse faire autre chose.

D. Ouvrirez-vous les culasses, maintenant ?

R. Je voudrais bien promettre, mais je ne tiendrais pas. Je ne pourrais pas tenir. Ce n'est pas de l'insubordination, c'est la soumission à ma conscience.

D. Votre conscience devrait vous ordonner d'obéir à vos chefs, comme le font d'ailleurs tous les Français.

Le canonnier Grasselin fut condamné à deux ans de prison.

Quelques semaines auparavant, le même Conseil de guerre condamnait pour le même motif le fantassin Delsol, du 37e régiment de ligne.

En Hollande, en Hongrie, il s'est produit des cas semblables de refus du service militaire.

Presque toujours, ces actes de révolte sont le fait de socialistes chrétiens qui appliquent le principe évangélique mis en lumière par Tolstoï, de la non-résistance au mal par la violence.

Dans quelques cas pourtant, cette résistance a été inspirée non par des sentiments chrétiens, mais par des sentiments socialistes révolutionnaires ; certains réfractaires ont déclaré refuser de servir parce qu'ils n'avaient rien à défendre dans les patries actuelles, et qu'ils ne voulaient en rien contribuer

à leur défense soit contre les ennemis de l'intérieur, soit contre les ennemis de l'extérieur.

Il n'est pas un révolutionnaire qui ne s'incline bien bas devant les hommes de cœur qui ont le courage, au milieu de la veulerie générale, de se dresser ainsi, seuls contre tous, contre les préjugés sociaux et la force publique chargée de les faire respecter.

Il n'en est pas un qui, s'il réfléchit bien à ces actes de révolte, puisse les considérer comme inutiles : un acte de révolte, lorsqu'il s'inspire de telles considérations, surtout un acte de révolte contre la plus formidable incarnation de la force brutale, n'est jamais inutile.

Il est impossible que des actes comme ceux de Delsol, de Grasselin, ne fassent pas réfléchir même les brutes inconscientes qui acceptent le service militaire tout naturellement, sans penser à mal, ou avec une résignation de ruminants habitués au joug.

« Si dans mon régiment nous étions deux cents, disait Grasselin à ses juges, vous seriez bien embarrassés ! »

Sans doute.

Mais peut-on espérer que l'exemple des Delsol et des Grasselin soit contagieux à ce point, et surtout est-il désirable qu'une telle tactique se propage ?

Il est peu probable que l'exemple de Grasselin soit contagieux soit dans les milieux chrétiens, soit dans les milieux socialistes révolutionnaires.

Le christianisme est mort en France depuis longtemps, et dans la plupart des pays de l'Europe, du moins le christianisme évangélique qu'essaie si péniblement de ressusciter Tolstoï. En France, par exemple, nombreux sont les catholiques sincères et fanatiques, mais entre le christianisme évangélique et leur catholicisme il n'y a de commun qu'un certain verbalisme : le christianisme évangélique tel que le comprend Tolstoï est une doctrine subversive, tandis que le catholicisme est devenu depuis longtemps et reste de plus en plus une force de conservation bourgeoise : le besoin de domination du clergé, son influence séculaire sur les classes riches, naturellement conservatrices, l'esprit moutonnier de la grande masse des fidèles et leur absence d'esprit critique qu'explique si bien toute leur éducation catholique, empêchent d'espérer que le geste vraiment chrétien de Grasselin rencontre beaucoup d'imitateurs dans les milieux catholiques.

Et parmi les protestants il y a aussi trop peu de chrétiens et beaucoup trop de cléricaux pour qu'on en voie beaucoup rechercher les palmes du martyre.

Il n'y a que dans les pays d'ignorance épaisse et de foi naïve, comme la Russie, où l'on puisse voir, au vingtième siècle, des populations entières comme les Doukhobors, affronter en masse les persécutions pour affirmer un idéal religieux. Tant qu'un miracle n'aura pas fait revivre dans les pays civilisés de l'Europe la foi qui soulève les montagnes, il

ne faut pas compter que le christianisme évangélique devienne un embarras sérieux pour l'autorité militaire.

L'exemple de Grasselin doit-il être recommandé dans les milieux socialistes révolutionnaires ?

Malgré la sympathie que nous pouvons éprouver pour Grasselin et ses émules, et malgré l'impression utile que son acte de révolte peut produire sur les foules, il faut répondre sans hésitation : non !

D'abord, la tactique de Grasselin aurait l'inconvénient grave de nous aliéner tous les pères et mères de famille qui redouteraient les effets de notre prédication pour leurs enfants.

Ensuite, on ne peut honnêtement recommander que ce qu'on a fait soi-même, ou ce qu'on est décidé à faire à l'occasion : or, où sont les orateurs socialistes qui ont refusé eux-mêmes de porter le sac ?

Enfin, le jeu n'en vaut pas la chandelle : la propagande qui résulte d'un acte de révolte comme celui de Grasselin, si grande qu'on la suppose, est trop chèrement payée, quand elle coûte à son auteur un long emprisonnement qui l'arrache à un milieu où sa présence serait pourtant si utile.

Les soldats socialistes ont mieux à faire que de se faire emprisonner pour que leur geste serve à la propagande.

Il faut au contraire qu'ils restent dans le rang ; la caserne, grâce à beaucoup d'officiers et de sous-officiers, est un milieu éminemment favorable à la propagande antimilitariste ; que les conscrits socia-

listes en profitent pour y propager le socialisme et l'internationalisme.

Il faut qu'ils soient dans les rangs le jour où une grève éclate, pour expliquer à leurs camarades de chambrée la légitimité des réclamations ouvrières; pour leur faire supporter patiemment les inoffensifs projectiles de grévistes énervés par les privations ou poussés à bout par le patronat; pour pousser les camarades hésitants à mettre la crosse en l'air.

Certes, si dans un régiment, il y avait 200 Grasselin, l'autorité militaire serait bien en peine.

Mais s'il y avait 200 révolutionnaires dans chaque régiment au moment d'une grève ou d'une insurrection populaire, 200 révolutionnaires ayant en mains un fusil et des balles, et décidés à s'en servir au besoin en faveur des insurgés, l'embarras de l'autorité serait peut-être plus cruel encore.

C'est pourquoi le sans-patrie qui refuse d'être soldat, fait bien ; mais celui qui entre à la caserne avec la ferme résolution de se comporter en soldat du socialisme, fait cent fois mieux encore.

CHAPITRE XIX

En cas de guerre.

Que faire en cas de guerre?

Il est honteux de penser qu'un grand Parti comme le nôtre, un Parti qui se dit internationaliste et révolutionnaire, ait eu peur jusqu'ici de regarder ce problème en face.

Faute d'oser l'envisager, on ne prend pas ses précautions en vue d'une éventualité aussi redoutable, et voici à quoi on s'expose.

Que demain la guerre éclate, de chaque côté de la frontière on gémira, on maudira le gouvernement, on lui montrera le poing, on lancera des proclamations véhémentes, mais on marchera.

On marchera à contre-cœur, mais on marchera.

Eh bien ! il ne faut pas qu'on marche.

Et nous n'obtiendrons ce résultat que si, dès maintenant, en temps de paix, nous savons froidement prendre nos dispositions.

Il faut d'abord que le Parti, dans ses Congrès, dise nettement, pour que les Delcassé, les Guillaume II et les classes capitalistes dont ils sont les agents d'affaires, nous entendent bien, qu'on ne marchera pas, quel que soit l'agresseur.

Il faut ensuite que le Parti dresse son plan de mobilisation avec méthode : la guerre civile, pas

plus que la guerre étrangère ne s'improvise. Il ne suffit pas de savoir où l'on va, il faut savoir par quels moyens pratiques on peut atteindre le but.

Or, il y a deux tactiques qui s'imposent à l'attention du Parti internationaliste.

La première est la plus simple, la plus simpliste même : lors de la mobilisation, les réservistes rejoindraient leur régiment, se laisseraient armer, et une fois armés non seulement refuseraient de marcher, mais s'empareraient des pouvoirs publics et des instruments de travail, dont ils remettraient la gestion à la Bourse du travail du lieu.

Cette tactique se heurte à des difficultés presque insurmontables : d'abord, l'autorité militaire avertie prendrait ses précautions : ou bien elle surveillerait de près les meneurs, les arrêterait ou les ferait exécuter avant qu'ils aient pu entraîner les moins résolus ; ou bien on embarquerait tout le monde, en ayant soin de ne distribuer les cartouches qu'à proximité du champ de bataille.

Mais la plus grande difficulté ne viendrait pas des mesures de précaution que pourrait prendre, en une telle occurrence, l'autorité militaire.

Elle tient à l'état d'esprit dans lequel se trouveraient, par le seul fait de leur incorporation, les réservistes qui auraient répondu à l'ordre de mobilisation : une fois au régiment, l'homme le plus résolu a l'impression de n'être plus qu'un numéro, un rouage d'une machine géante qui fonctionne, vous entraîne bon gré mal gré, brisant toute

volonté individuelle. Il faudrait du temps pour se ressaisir; or, l'autorité militaire ne nous en laisserait pas le temps : la chair à canon serait rendue sur le champ de bataille avant de s'être retournée. D'ailleurs, arrivant dans une ville où l'on serait dépaysé, incorporé à côté de camarades qu'on ne connaîtrait peut-être pas et dont on se méfierait, on perdrait la moitié de l'assurance et de la résolution qui sont si nécessaires pour accomplir un acte de révolte d'une gravité exceptionnelle.

Une autre tactique s'offre heureusement aux socialistes internationalistes, qui présente moins de difficultés; elle peut se résumer en deux mots: désertion des camarades sous les drapeaux et grève des réservistes.

Le jour de la déclaration de guerre, le devoir des socialistes sous les drapeaux serait de déserter ; s'ils ont su, comme c'est leur devoir, se créer dans leur ville de garnison, des relations dans le monde des militants socialistes et syndicalistes du lieu, rien ne leur sera plus facile.

Autant le conseil de déserter en temps de paix nous aliénerait la masse des pères de famille, autant le conseil de déserter en temps de guerre nous gagnerait les sympathies des pères et des mères, si peu que notre propagande socialiste et internationaliste les ait effleurés.

Le fils à l'abri, ce serait aux pères, aux anciens, aux réservistes, de ne pas aller se mettre dans la gueule du loup et de rester dans leurs foyers.

Tant qu'ils ne sont pas incorporés, les réservistes restent des citoyens libres, qu'on n'arracherait pas facilement à leur milieu familial.

Qui, d'ailleurs, les en arracherait de force, soit dans les centres ouvriers, soit dans les campagnes ?

L'armée active ? Diminuée par les désertions, elle serait en route pour l'abattoir.

Resterait la gendarmerie.

Il ferait beau voir les gendarmes essayer de mettre la main au collet des réfractaires, quand la gendarmerie n'aurait plus derrière elle l'armée toute prête à lui prêter main forte, comme en temps de grève.

La gendarmerie aurait assez à faire dans les grands centres ouvriers, car de la résistance passive qu'est la grève des réservistes, la classe ouvrière aurait vite fait de passer à la résistance ouverte, à l'insurrection, et celle-ci aurait d'autant plus de chance de triompher que l'armée active serait partie à la frontière.

Entre les deux tactiques, c'est au Parti socialiste de décider dans ses Congrès ; une fois qu'il en aura choisi une, ce sera à tous les révolutionnaires de s'y conformer avec discipline.

Le jour où une guerre éclatera, il faut que la mobilisation des sans-patrie se fasse sans flottement, « sans hésitation ni murmures », comme dit la théorie que le parfait soldat porte gravée dans son cœur.

CHAPITRE XX

La question de l'attitude des socialistes en cas de guerre aux Congrès de Bruxelles (1891) et de Zurich (1893).

Au Congrès de Bruxelles, la question de l'attitude des socialistes en cas de guerre fut posée nettement par le Parti socialiste hollandais.

Une Commission fut nommée, composée des délégués de tous les pays représentés au Congrès, pour faire un rapport sur le militarisme et l'internationalisme.

Un des délégués hollandais à cette Commission, Domela Nieuwenhuis, présenta, au nom de la section hollandaise de l'Internationale, la proposition suivante :

« Considérant :

« Que les divergences nationales ne sont jamais dans l'intérêt du prolétariat, mais dans celui de ses oppresseurs ;

« Considérant que toutes les guerres modernes, exclusivement suscitées par la classe capitaliste dans son intérêt, sont un moyen, dans ses mains, pour briser la force du mouvement révolutionnaire et consolider la suprématie bourgeoise par la continuation de l'exploitation la plus honteuse;

« Considérant qu'aucun gouvernement ne saurait invoquer comme excuse qu'il a été provoqué,

attendu que la guerre est le résultat de la volonté internationale du capitalisme;

« Le Congrès international ouvrier socialiste de Bruxelles déclare que les socialistes de tous les pays répondront à la proposition d'une guerre par un appel au peuple pour proclamer la grève générale. »

La majorité de la Commission rejeta cette proposition et se prononça pour la motion suivante :

« Le Congrès,

« Déclare que le militarisme, qui pèse sur l'Europe, est le résultat fatal de l'état permanent de guerre ouverte ou latente, imposé à la société par le régime d'exploitation de l'homme par l'homme et la lutte de classe qui en est la conséquence;

« Affirme que toutes les tentatives ayant pour objet l'abolition du militarisme et l'avènement de la paix entre les peuples — quelque généreuses qu'en soient les intentions — ne sauraient être qu'utopiques et impuissantes, si elles n'atteignent pas les sources économiques du mal;

« Que seule, la création d'un ordre socialiste mettant fin à l'exploitation de l'homme par l'homme, mettra fin au militarisme et assurera la paix définitive;

« Que, par suite, le devoir et l'intérêt de tous ceux qui veulent en finir avec la guerre est d'entrer dans le Parti socialiste international qui est le véritable et unique Parti de la Paix.

« En conséquence, le Congrès,

« En présence de la situation, chaque jour plus menaçante de l'Europe et des excitations chauvines des classes gouvernantes dans les différents pays, fait appel à tous les travailleurs pour protester par une agitation incessante contre toutes les velléités de guerre et les alliances qui les favorisent, et pour hâter, par le développement de l'organisation internationale du prolétariat, le triomphe du socialisme ;

« Déclare que c'est le seul moyen capable de conjurer la catastrophe d'une guerre générale, dont les travailleurs auraient à supporter tous les frais.

« Et entend, dans tous les cas, rejeter, devant l'histoire et l'humanité, sur les classes dirigeantes, la responsabilité de tout ce qui pourrait survenir. »

La majorité nomma deux de ces membres : l'un, Liebknecht, de nationalité allemande ; l'autre, Vaillant, de nationalité française, pour rapporter cette seconde proposition.

Voici, d'après le compte rendu analytique, rédigé par le secrétariat du Parti ouvrier belge, le débat qui se déroula en séance plénière du Congrès :

« Liebknecht, qui prend la parole d'abord, déclare que la Commission a été presque unanime. Il n'y a pas eu de divisions entre Français et Allemands. On ne devait pas craindre que les socialistes français fussent animés du désir de revanche

contre l'Allemagne, on n'en a pas fait mention, il n'en a pas été dit un mot. La question d'Alsace-Lorraine n'est pas une question socialiste.

« Il y a eu des propositions de provoquer, en cas de guerre, la grève et l'insurrection des soldats. Elles sont faites par des délégués dont les pays ne subissent pas le poids écrasant du militarisme des nations ayant un régime militaire absolu; on les a écartées.

« Un projet a été soumis afin que, dans tous les pays, la Fête du 1er Mai fût, non seulement celle du travail, mais aussi celle de la fraternité des peuples.

« Un Congrès socialiste ne peut prendre à ce sujet l'attitude d'un Congrès de philanthropes bourgeois. Il y a une guerre qui se poursuit toujours, c'est la guerre des classes, la guerre entre les peuples n'en est qu'un aspect. L'ennemi du travailleur allemand n'est pas le citoyen français, c'est le bourgeois allemand; au contraire, le prolétaire français est son allié. La bourgeoisie allemande voudrait bien le désarmement, mais elle a besoin de son énorme armée permanente pour résister au prolétariat allemand. (Des applaudissements retentissent).

« Une guerre, auprès de laquelle celle de 1870 ne sera qu'un jeu d'enfants, menace et pourra faire reculer la civilisation d'un siècle. Le prolétariat doit l'empêcher par une propagande incessante, afin d'épargner au monde cette épouvantable catas-

trophe en assurant le triomphe du socialisme. La seule garantie contre les désastres du militarisme réside dans l'organisation socialiste.

« On acclame longuement ce discours.

« Vaillant, renouvelant la déclaration de Liebknecht, dit qu'il n'a pu être question dans la Commission de questions territoriales. Le socialisme, en effet, par son avènement assurerait à chaque pays son autonomie, ainsi que le droit de disposer de lui-même.

« Il faut arriver à la suppression des armées permanentes. Le Congrès de Paris s'est prononcé, il y a deux ans, pour la nation armée comme mesure transitoire.

« On doit condamner absolument le militarisme et faire connaître les raisons pour lesquelles on le condamne. C'est le régime capitaliste qui maintient partout l'état de guerre entre les classes, comme entre les peuples.

« On n'a pas à faire le tableau des maux que cause le militarisme, les impôts écrasants, l'encasernement, la démoralisation qui en résultent. En combattant le capitalisme, nous combattons le militarisme ; on encaserne les prolétaires pour maintenir la servitude de l'usine. Les travailleurs doivent avoir en haine les manœuvres chauvines destinées à servir de dérivatif à la question sociale, ils ont pour devoir d'attaquer les alliances que les gouvernements bourgeois contractent pour maintenir l'état de choses actuel. La triple alliance

est condamnable, mais il faut infliger une flétrissure aux chauvins français qui, grotesques et criminels, revenus aux traditions césariennes, par une union monstrueuse ont prostitué la République au tsar, pendeur de nihilistes.

« En 1870, on acclamait la paix à Paris, tandis qu'au Reichstag les socialistes allemands protestaient contre l'écrasement de la France. Le socialisme depuis a grandi. Il ne doit pas y avoir de moyens devant lesquels on devrait reculer pour empêcher la guerre, il faudrait montrer au besoin, par des actes, que les socialistes iraient jusqu'au bout. On ne peut prescrire aux socialistes de chaque pays l'attitude à prendre.

« Une résolution générale condamnant le militarisme, laissant à chacun le choix des moyens à employer pour le combattre, est donc soumise au vote. Il est entendu également que non seulement, dès maintenant, on s'y attaquera par tous les moyens d'agitation et de propagande, mais qu'au jour d'une déclaration de guerre, les socialistes feraient tout leur devoir.

« Des applaudissements chaleureux saluent la fin de cette déclaration.

« Le président propose la clôture de la discussion et le vote de la résolution. La majorité des congressistes appuie, mais des protestations se font entendre, notamment de la part des délégués hollandais.

« Domela Nieuwenhuis, au nom de la Hollande, dit qu'on ne peut pas étouffer le débat et que les socialistes hollandais ont à présenter et défendre une résolution contenant des idées qu'on doit laisser librement émettre. La clôture est rejetée par la majorité de l'assemblée.

« Le débat recommence sur le fond de la question et la proposition de la délégation hollandaise.

« Domela Nieuwenhuis débute en critiquant la proposition de la Commission. Il est facile d'obtenir l'unanimité dans une assemblée, il suffit pour cela de présenter une proposition rédigée en termes très vagues et n'ayant guère de signification.

« La proposition de la Commission est faite dans ces conditions. Le pape pourrait l'accepter si on y changeait un seul mot, celui de socialisme en celui de christianisme. La fin de l'ordre du jour rejette sur la classe dirigeante, devant l'humanité et l'histoire, la responsabilité des guerres futures. Elle ne peut s'émouvoir de pareille protestation platonique. Elle rejette sur la classe laborieuse cette même responsabilité. On croirait voir deux gamins se querellant et se rejetant réciproquement une faute, faisant rire à leurs dépens.

« Il faut toujours dire la vérité à ses amis. Il n'y a pas, à notre avis, les sentiments internationaux préconisés par le socialisme chez les frères allemands. Il y a eu une grande émotion partout, parmi les socialistes, à la suite du fameux article

de Vollmar (1). (Des protestations se produisent sur les bancs de la délégation allemande.)

« On doit croire que cela est un danger pour le Parti. Il faut repousser partout tout chauvinisme et rejeter toute distinction entre les guerres offensives et défensives. Les diplomates, s'ils le désirent, font déclarer une guerre qu'ils ont décidée.

« La résistance passive est des plus efficaces. Ainsi toute l'énergie de Napoléon ne parvint pas à avoir raison de la résistance des « Polsbrookers » qui refusaient de servir dans l'armée. Quand on leur mettait un fusil dans les mains, ils le laissaient tomber. On dut finir par les reléguer dans les ambulances.

« Il n'y a pas à oublier que les gouvernements ont contre les socialistes une haine bien plus féroce que celle qu'ils ont les uns contre les autres, même quand ils sont en guerre. Il ne faut pas que les socialistes s'entretuent pour les gouvernements. En refusant de combattre, tout ce qui peut leur arriver, c'est de risquer d'être mis à mort, tandis que s'ils vont à la bataille, ils sont sûrs d'être tués.

« Les ouvriers commencent à penser, leurs fils entrent dans les armées. Il en résulte que les classes dirigeantes sentent déjà leur puissance s'ébranler. Il faut dire franchement qu'on doit préférer la guerre

---

(1) Vollmar, le leader du parti socialiste Bavarois, et l'un des orateurs les plus écoutés de la social-démocratie allemande, venait de publier un article d'un internationalisme fort nationaliste.

civile, entre prolétariat et bourgeoisie, à la guerre entre nations. La décision de guerre ne peut pas être dans les mains des gouvernements, mais dans celles des peuples, qui, eux, ne veulent pas la guerre.

« Il faut lutter contre le militarisme, qui est un des moyens dont le capitalisme se sert pour maintenir sa suprématie. Il ne se soutient que par les baïonnettes ; lorsqu'elles deviennent intelligentes, l'ordre bourgeois est perdu. Frédéric le Grand a dit que si ses soldats pensaient, aucun ne resterait dans les rangs.

« Le triomphe du prolétariat sera la paix universelle. En ayant du courage, de l'énergie, de la persévérance, la guerre n'éclatera plus. Les gouvernements, en déclarant la guerre, commettent un acte révolutionnaire ; les peuples ont le droit et même le devoir d'y répondre par la révolution.

« Ce discours est fort longuement applaudi.

« Vaillant, un des deux rapporteurs, réplique à Domela Nieuwenhuis.

« La rédaction de la proposition soumise par la Commission au Congrès a été adoptée après un débat ayant établi l'impossibilité d'arriver à une autre rédaction.

« Il y a des nations qui se trouvent dans des conditions spéciales. Les délégués qui appartiennent à ces pays, et qui sont les adversaires déclarés et résolus de la guerre, sous peine de s'exposer à des désagréments et des difficultés à leur retour, ne

peuvent se rallier qu'à un texte très net, mais qui convienne à tout le monde.

« On veut faire tout ce qui est possible pour empêcher la guerre, comme la délégation hollandaise, isolée dans la Commission, non point par des paroles, mais par des actes. La proposition soumise à l'assemblée par la majorité de la Commission, laisse la liberté aux socialistes de toutes les nations d'agir comme ils l'entendent pour le maintien de la paix en menant l'action qu'ils veulent contre la guerre, si elle éclatait par suite de double ou triple alliances faites par les gouvernements bourgeois.

« Pour le vote de cette question, il faudrait arriver à l'unanimité, afin que l'entente des socialistes soit établie. Précisément par la manière dont elle est rédigée, elle permet l'adhésion de toutes les nationalités.

« Le président Mille donne la parole à Liebknecht, également rapporteur. Quelques protestations s'élèvent, venant de la délégation hollandaise et de quelques délégués français, réclamant la clôture.

« Liebknecht explique que les Allemands ayant été attaqués dans le discours de Domela Nieuwenhuis, il fallait y répondre et rétablir la réalité des faits. Sur une interruption de Domela-Nieuwenhuis demandant s'il pouvait répliquer et sur la déclaration affirmative du président, l'incident est clos. La parole est accordée au rapporteur allemand.

« Liebknecht rappelle que Domela Nieuwenhuis

a prétendu que si le mot socialisme était dans la résolution proposée remplacé par celui de christianisme, le pape pourrait l'accepter. On ignorait jusqu'ici que le pape s'était rallié à la lutte des classes.

« Le délégué hollandais a attaqué la proposition en lui reprochant d'être un tissu de phrases. Il n'y a pas de phrases dans le rapport, mais phraser c'est prononcer des grands mots, ne contenant pas d'idées réalisables ; la grève générale, opposée à la déclaration de guerre, est de la phraséologie.

« La révolution, dont l'orateur hollandais a tant parlé, on ne l'annonce pas ; quand on la veut réellement, on la fait. Il en est ainsi de bien des choses diverses, qu'on exécute, mais qu'on ne prédit point à l'avance.

« Domela Nieuwenhuis a préconisé qu'au moment de la déclaration de guerre, on devait engager les peuples à faire la grève militaire. Ceux qui feraient cet appel n'auraient pas le temps d'exécuter leur projet, car ils seraient pris et fusillés avant d'avoir pu agir. Il est donc utopique de croire à la possibilité de réaliser ce moyen.

« Les attaques dirigées contre les socialistes allemands sont injustes. Ils ne sont pas chauvins, ainsi qu'on le leur reproche, ils le sont moins que n'importe quels autres socialistes. Le parti socialiste allemand a prouvé, en diverses circonstances, qu'il n'était pas atteint de chauvinisme.

« En 1870, lors de la guerre, les socialistes allemands l'ont combattue au prix de leur liberté et de

leur vie. Ils ont souffert cette fois, chef et soldats, pour leurs idées, comme cela leur arrive souvent, car ils savent se sacrifier pour le socialisme et pour leurs convictions.

« En certains pays, comme la Hollande, on n'est pas bien placé pour se prononcer contre la guerre; si elle éclate, la situation n'est pas la même que pour les nations exposées à des conflits. Il est autrement difficile dans des pays comme la France et l'Allemagne, où des millions de combattants peuvent, à un moment donné, être jetés les uns sur les autres, de faire de la propagande déclarée contre la guerre.

« Au lieu de parler sans cesse de révolution, il vaut mieux travailler à l'amélioration du sort du prolétariat et fortifier l'organisation ouvrière. C'est ainsi qu'on sert efficacement la cause populaire.

« Domela Nieuwenhuis a parlé de chauvinisme, on pourrait lui dire qu'il a été chauvin. Une interruption ironique de Domela Nieuwenhuis se produit, le rapporteur allemand, un moment interrompu, reprend en disant que le socialisme hollandais ne rira plus quand il aura parlé.

« Il signale qu'en 1870, lorsque les socialistes allemands s'efforçaient d'empêcher la guerre, tandis que plusieurs d'entre eux étaient compromis, un journal hollandais, dirigé par Domela Nieuwenhuis, attaquait violemment les démocrates socialistes allemands : il y a là du plus détestable chauvinisme. Il faut tâcher d'arriver à une formule permettant à tous d'y adhérer, celle de la commission

est dans les conditions voulues, la résolution de la délégation hollandaise est inacceptable et absurde. Le Congrès ferait son devoir en acceptant la proposition de la commission. De longues acclamations accueillent ces paroles.

« Le président annonce que Domela Nieuwenhuis, ayant demandé la parole pour répondre à des attaques personnelles, il la lui accorde immédiatement, d'autant plus qu'il était inscrit pour répliquer aux rapporteurs.

« Domela Nieuwenhuis déclare que Liebknecht l'ayant accusé d'avoir commis des inexactitudes, il n'en a point cité. Il n'a pas été dit que tous les socialistes allemands étaient des chauvins. Les procédés consistant à accuser un homme de mensonge sans fournir la preuve, ne sont pas de la dignité d'un homme comme Liebknecht; il n'est pas digne non plus d'un homme comme Domela Nieuwenhuis d'y répondre.

« La vérité c'est qu'il a été affirmé que parmi la démocratie socialiste allemande, il y avait des chauvinistes. On a cité des faits et indiqué l'article de Vollmar.

« Une interruption de Volders se produit, faisant remarquer que dans tous les pays il y a des chauvins à la Vollmar.

« Domela Nieuwenhuis continue, exprimant l'opinion qu'il n'est pas nécessaire de vanter les sacrifices que les socialistes allemands ont faits pour leurs convictions.

« Tous les partis socialistes ont enduré des persécutions et des souffrances pour la cause du peuple. Il vaut mieux ne pas s'en glorifier dans les assemblées, se contentant d'avoir accompli son devoir.

« Il termine au milieu des applaudissements, en se ralliant, au nom des délégués hollandais, à l'amendement proposé par la délégation anglaise.

« Cet amendement est ainsi conçu :

« Le Congrès,

« Recommande aux travailleurs des différents pays d'opposer à la déclaration de guerre un appel au peuple en faveur d'une grève générale, en attendant que l'on obtienne le réglement des guerres par un arbitrage international et invite les membres des Parlements à déposer des propositions réduisant les budgets de la guerre. »

« Jean Volders (du Parti socialiste Belge) explique que la difficulté de trouver un texte acceptable par la majorité des nations et du Congrès, provenait non d'une différence d'opinion, mais de situation et de faits. Il résulte de la position réciproque de deux des grands pays représentés, que leurs délégués peuvent accepter seulement des résolutions qui, tout en laissant la plus grande latitude aux socialistes des autres nations, comme à eux-mêmes, ne les entraînent pas à de graves désagréments.

« La proposition de la Commission, sur laquelle on est parvenu à s'entendre, a le grand avantage de permettre à chaque parti socialiste d'agir dans

son pays selon les circonstances spéciales et sa tactique. Il est possible à la Hollande, par exemple, comme à d'autres pays favorables au système de Domela Nieuwehuis, d'employer les moyens préconisés par l'orateur hollandais. Chaque nationalité conserve la liberté et la responsabilité de ses agissements.

« La Commission a la conviction d'avoir accompli une œuvre acceptable en obtenant des Allemands et des Français une déclaration de solidarité en faveur des résolutions flétrissant et condamnant la guerre. Il ne faut pas l'oublier, en discutant la proposition qui doit, si le Congrès veut accomplir une grande œuvre, être adopté par l'acclamation de l'Assemblée. (On applaudit fortement).

« Puis on passe au vote. La proposition de la délégation hollandaise, amendée par la délégation anglaise, est mise aux voix par nationalité.

« L'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, l'Amérique, l'Italie, l'Espagne, le Danemark, la Hongrie, la Roumanie, la Pologne, la Norwège, la Suède et la Suisse, votent contre.

« L'Angleterre, la France et la Hollande votent pour. La proposition est donc repoussée.

« La résolution proposée par la commission est ensuite mise aux voix par nationalité.

« La Hollande s'abstient. Les quinze autres pays l'adoptent ; treize d'entre eux la votent à l'unanimité de leurs délégués.

« Des salves répétées d'applaudissements accueillent ce vote.

« Volders demande que le Congrès ratifie cette résolution par acclamations. Le vote vient d'établir que nous sommes tous unanimes à ne reconnaître qu'une seule patrie : l'Humanité, un seul ennemi : le Capitalisme !

« Un tonnerre d'acclamations souligne cette proposition.

« Domela Nieuwenhuis constate que la résolution de la section n'a point l'unanimité. »

Le Parti socialiste hollandais et Domela Nieuwenhuis étaient battus.

Deux ans après, au Congrès international suivant, qui se tint à Zurich, ils revinrent à la charge avec leur proposition de Bruxelles, sensiblement modifiée, en tout cas clarifiée.

A Bruxelles, le Parti socialiste demandait en cas de guerre la grève générale, qu'il considérait d'ailleurs comme le commencement de la Révolution sociale.

A Zurich, il s'agit bien encore de grève générale, mais en même temps on préconise la grève militaire, celle-ci entendue d'ailleurs dans le sens d'insurrection.

Voici la proposition hollandaise présentée à Zurich :

« Le Congrès invite le Parti ouvrier international à se tenir prêt à répondre immédiatement à la déclaration d'une guerre de la part des gouvernements

par une grève générale, partout où les ouvriers peuvent exercer une influence sur la guerre, et dans les pays en question, par la grève militaire. »

Cette fois encore, la majorité de la Commission rejeta cette proposition, en la déclarant irréalisable d'abord, antirévolutionnaire ensuite, car en l'adoptant « le pays le plus socialiste serait livré sans défense au pays le plus retardataire. Et le cosaque régnerait sur l'Europe ».

A la proposition hollandaise, la section allemande opposait la sienne, qu'appuyait la majorité de la Commission.

Elle est ainsi conçue :

« La position des ouvriers en cas de guerre est définie d'une façon précise par la résolution du Congrès de Bruxelles sur le militarisme. La démocratie socialiste internationale révolutionnaire, dans tous les pays, doit s'élever de toutes ses forces contre les appétits chauvins des classes dirigeantes, elle doit consolider toujours plus étroitement les liens de la solidarité entre les ouvriers de tous les pays ; elle doit travailler sans relâche à vaincre le capitalisme qui divise l'humanité en deux grands camps ennemis et provoque les peuples les uns contre les autres. Avec la suppression de la domination des classes, la guerre disparaîtra également. La chute du capitalisme signifie la paix universelle. Les mandataires du Parti ouvrier dans les assemblées délibérantes doivent repousser tous les crédits militaires ; ils doivent sans cesse protester

contre les armées permanentes et réclamer le désarmement. Tout le Parti socialiste doit prêter son appui à toutes les associations qui ont pour but la paix universelle. »

Nous possédons non plus seulement une sèche analyse des débats, comme pour le Congrès de Bruxelles, mais la sténographie des principaux discours prononcés à Zurich.

« On m'a traité d'imbécile, de révolutionnaire et de fou, dit Domela Nieuwenhuis. Je partage cette honte avec le Congrès de Paris en 1871 (?) qui émettait les vœux que je formule aujourd'hui.

Notre proposition hollandaise peut être mauvaise, qu'on la discute. La proposition allemande, elle, ne dit rien, ne signifie rien. C'est une de ces déclarations platoniques, une de ces phrases que la Ligue de la Paix prend pour des résolutions.

« Elle est si évidente par elle-même, qu'il est superflu de la voter, tandis que nous, Hollandais, nous présentons un moyen efficace, direct et pratique, de mettre un terme à la guerre. Vous parlez des appétits chauvins de la bourgeoisie, *mais les appétits chauvins existent chez les socialistes, hélas! comme chez les bourgeois. Grattez l'internationaliste et vous trouverez au fond de son cœur le patriotisme et le sentiment national.*

« C'est ainsi que nous voyons un Bebel déclarer en plein Reichstag la guerre à la Russie, l'ennemie héréditaire! Ah! combien, il y a cinquante ans, Henri Heine était moins chauvin que Bebel prê-

chant le massacre des Russes ! On joue devant nous du Cosaque, comme on menace les enfants du diable et du gendarme : on aurait cru entendre Bismarck effrayant son Reichstag.

« Vous dites que la Russie est la barbarie. *Qui empêchera les Français républicains de dire que l'Allemagne est la barbarie, et qu'il faut marcher contre elle ?* Revenons aux principes du socialisme, à la fraternité des peuples. D'ailleurs, pourquoi nous menacer de l'invasion des barbares ? L'invasion des barbares n'est pas toujours un mal, et le peu de civilisation que nous avons n'existerait pas si les barbares n'avaient mêlé leur sang nouveau au sang appauvri et vicié du monde gréco-romain agonisant. En réalité les chefs allemands font des concessions au militarisme. Où est le temps où Bebel disait : « Nous ne donnerons ni un homme, ni un groschen ? » *Prenez garde que l'habitude du parlementarisme ne nous fasse perdre de vue le but ?* Quand nous parlons de la grève militaire, nous ne parlons pas des hommes au service actif, qui seraient immédiatement écrasés, mais des soldats de la réserve qui resteraient paisiblement chez eux. Comment le gouvernement aurait-il le temps et la force de les arrêter, ou la place de les loger dans ses prisons ?

« L'exemple ainsi donné par quelques-uns serait suivi par tout le peuple qui a horreur du service militaire : la mobilisation sera ainsi rendue impossible. Mais alors ce sera la guerre civile ? Soit, nous

préférons la guerre civile, qui nous permettra d'écraser le capitalisme qui est le véritable ennemi, au lieu de lutter contre nos frères, les prolétaires étrangers.

« Et puis la seule crainte de cette guerre civile suffira à retenir les gouvernements tentés de déchaîner la guerre contre un autre pays. Quant à la grève générale que nous préconisons à côté de la grève militaire, elle doit s'étendre en première ligne aux employés de chemins de fer et du télégraphe. Arrière les déclarations nuageuses ; indiquez un moyen meilleur que le nôtre ! Sinon, votez unanimes le moyen proposé, et les princes trembleront sur leurs trônes et réfléchiront à deux fois à parler encore de la guerre. »

— « Je croirais avilir notre cause, répondit Liebknecht, en apportant ici de mesquines questions personnelles. Mais je ne saurais laisser passer sans y répondre les paroles de Domela Nieuwenhuis.

« Dire que la démocratie socialiste allemande a passé à la cause du militarisme et du chauvinisme, c'est dire une contre-vérité que nous avons réfutée d'avance par nos paroles et par nos actes. Contre le militarisme, nous n'avons pas reculé de l'épaisseur d'un cheveu. L'annexion de l'Alsace-Lorraine ? Nous l'avons condamnée comme une faute, nous l'avons flétrie comme un crime. (*Applaudissements enthousiastes.*) Je l'ai dit au Reichstag devant l'Allemagne militaire, je l'ai répété devant le peuple, je le confirme solennelle-

ment ici devant le prolétariat universel rassemblé. Cette opinion, nous l'avons payée, mes compagnons et moi, par des années de prison, dont le nombre, si on en fait le total, s'élèverait à un millier ! Pas un homme, pas un sou ! tel était notre programme. Depuis qu'elle existe, nous n'avons accordé à l'armée allemande ni un homme, ni un sou. (*Enthousiastes acclamations de la délégation allemande.*) Et quand dernièrement on a demandé au peuple allemand s'il voulait continuer dans la voie du militarisme, c'est grâce à nous que la question s'est posée, c'est grâce à nous que la majorité du peuple allemand a répondu négativement à cette question. Et maintenant, laissons les questions personnelles et venons au principe.

« Oui, si la proposition hollandaise était réalisable, nous la voterions des deux mains. Elle n'est qu'un vœu pie, elle est irréalisable.

« Si elle était réalisable, c'est que nous serions les maîtres dans le domaine économique et politique et alors il n'y aurait plus de guerre. Mais nous n'en sommes pas là : dans la Hollande neutre, une proposition semblable pouvait se produire. Elle ne peut prendre pied dans l'Allemagne militariste. On dit que notre proposition est une phrase, je crains que ce ne soit le cas pour la vôtre. Non, vous ne lutterez pas contre le Moloch du militarisme, en gagnant quelques individus isolés, en provoquant de puériles émeutes de casernes : vous livreriez au Moloch quelques malheureux, vous lui donneriez quelques

victimes de plus. C'est la propagande infatigable qu'il faut, c'est notre esprit qu'il faut implanter dans l'armée. Quand la masse sera socialiste, le militarisme aura vécu. (Applaudissements enthousiastes de la délégation allemande.) C'est à cela que nous autres, Allemands, nous avons travaillé, que nous travaillons, que nous travaillerons sans relâche. C'est ici, devant les représentants du prolétariat international, que j'en prends l'engagement solennel. »

Adler, le leader des socialistes autrichiens, vint à la rescousse de Liebknecht :

« Comment, dit-il, les Hollandais pourraient-ils déclarer la guerre au militarisme ? Ils n'en ont pas. Les Suisses pourraient suivre les mêmes errements, mais ils sont trop raisonnables pour le faire.

« Sans doute, théoriquement, la proposition hollandaise est logique, elle marque nos convictions intimes, nos aspirations profondes. Mais au jour de la réalisation, les Hollandais resteront isolés, car leur point de vue est étroit. Ne lançons jamais le peuple dans des rêveries absurdes, car c'est un crime de promettre ce que l'on sait ne pouvoir tenir. »

« Vous parlez comme M. de Caprivi », interrompit Domela Nieuwenhuis.

« Je souhaite, en effet, réplique Adler, que M. de Caprivi parle comme moi. Vous avez dit que les princes trembleraient devant la menace d'une grève, je crois qu'ils en riront. Laissons parler

ceux qui ne savent que parler : le passé a montré ceux qui ont agi, l'avenir montrera ceux qui savent agir. »

En vain, Dejeante, au nom de la délégation française, vint-il prôner la grève générale en cas de guerre.

La proposition hollandaise eût le même sort qu'à Bruxelles.

La proposition allemande fût votée avec un amendement de Volders, délégué belge, ainsi conçu :

« A côté de la propagande active dans l'armée, il faut, qu'en tous pays, les représentants socialistes dans les Parlements s'engagent : 1° à refuser le budget militaire ; 2° à proposer, sans se lasser, le désarmement. »

Depuis le Congrès de Zurich, la question précise de l'attitude des socialistes en cas de guerre n'a jamais été agitée dans les Congrès internationaux.

En 1898, au Congrès de Londres, les communistes-anarchistes, c'est-à-dire les socialistes antiparlementaires qui réprouvent l'action politique électorale, furent exclus du Parti.

Domela Nieuwenhuis, qu'à tort ou à raison on a étiqueté anarchiste, ne fait plus partie de l'Internationale socialiste.

Mais, avec une persévérance toute hollandaise, il a jeté en 1904 les bases d'une nouvelle Internationale, l'Association Internationale Antimilitariste, qui s'est donnée pour tâche spéciale la lutte contre

le militarisme et l'organisation de l'insurrection en cas de guerre.

Cette nouvelle Internationale est ouverte aux socialistes de toutes les écoles, mais, en fait, jusqu'ici elle est surtout composée de groupements communistes-anarchistes.

Elle n'est d'ailleurs encore, en 1905, qu'à l'état embryonnaire.

Elle pourrait bien se grossir de nombreux éléments socialistes-révolutionnaires, adhérents encore à l'Internationale socialiste, si celle-ci tournait le dos complètement à la méthode révolutionnaire pour achever de s'enfoncer et de se perdre dans le parlementarisme réformiste et légalitaire.

CHAPITRE XXI

Leurs objections : Notre conception est anarchiste

Le gros public confond volontiers les socialistes et les anarchistes. Pour lui, un anarchiste n'est antre chose qu'un socialiste un peu plus rouge que les autres.

Le gros public n'a pas tout à fait tort.

Les communistes-anarchistes — il ne s'agit point ici des purs individualistes qui prennent volontiers l'étiquette anarchiste — sont des socialistes au sens large du mot.

Ils sont socialistes ou communistes en ce sens qu'ils sont eux aussi pour la socialisation des moyens de production et d'échange.

Mais ce que le gros public ne sait pas, c'est que socialistes et anarchistes sont des frères ennemis qui se sont livrés des combats homériques dans lesquels toutes les armes étaient bonnes aux deux adversaires ; quand on se bat, dans l'ardeur de la lutte et de la passion, on n'est pas toujours scrupuleux sur le choix des armes : injures, calomnies, accusations meurtrières et venimeuses, tout est bon pourvu que l'adversaire soit touché. Il serait malaisé de dire qui a commencé, qui a les premiers torts ; un juge impartial doit dire que des deux côtés les torts ont été graves. Entre socialistes proprement dits, d'ail-

leurs, les querelles intestines n'ont pas été moins atroces; la Révolution française avait déjà donné le spectacle de ce que peuvent, entre frères ennemis, la passion haineuse et le fanatisme aveugle.

Ce n'est point le but à atteindre, c'est la tactique pour y arriver qui a divisé de tous temps socialistes et anarchistes.

Les socialistes comptent beaucoup sur la discipline, les mouvements d'ensemble, l'action des masses : les anarchistes se méfient de la discipline, de l'esprit moutonnier des masses et comptent davantage sur les énergies individuelles.

Les socialistes croient à la possibilité de la conquête des pouvoirs publics par le bulletin de vote : les communistes anarchistes considèrent le bulletin de vote comme dangereux, les réformes légales comme des duperies, et ne comptent que sur le progrès de l'esprit de révolte pour amener la Révolution libératrice.

Or, les anarchistes se sont proclamés de tout temps antipatriotes; Domela Nieuwenhuis est catalogué comme anarchiste.

Il n'en fallait pas plus pour que des socialistes arrivant à préconiser l'antipatriotisme et l'insurrection en cas de guerre, on leur appliquât immédiatement l'épithète d'anarchistes.

On n'y a pas manqué.

« Vous êtes des anarchistes ! » nous crie-t-on. Quand on veut tuer son chien, on dit qu'il a la rage. Dans les milieux socialistes parlementaires

patriotes, quand on veut se débarrasser d'un contradicteur gênant, on dit qu'il est anarchiste. Mais peut-on raisonnablement faire un crime à des socialistes de prendre dans la tactique libertaire ce qu'elle a de bon. Ce n'est pas répondre que de traiter d'anarchistes les socialistes antipatriotes; la difficulté n'est pas résolue, pas même escamotée : elle n'est que reculée. Ce qu'il faut précisément démontrer, c'est que les anarchistes ont tort de se déclarer antipatriotes.

D'ailleurs, ce n'est pas dans la doctrine anarchiste que nous puisons notre antipatriotisme ; nous le tirons, comme les anarchistes eux-mêmes l'en ont tiré, de Karl Marx et du marxisme.

Nous ne faisons que répéter ce qu'ont dit Karl Marx et Engels « que les prolétaires n'ont pas de patrie ».

Nous invoquons ia lutte de classe pour refuser de nous battre, côte à côte, avec la classe ennemie de la nôtre.

Nous invoquons la solidarité prolétarienne pour refuser de nous battre contre les prolétaires allemands, italiens ou autres.

Nous prétendons être restés dans la saine doctrine socialiste, tandis que ce sont nos camarades les socialistes patriotes, qui nous semblent avoir quitté la bonne voie.

Ils nous accusent de déviation anarchiste.

C'est eux que nous accusons de déviation « bourgeoise » et réformiste.

On serait mal venu d'ailleurs à nous refuser, à nous les socialistes antipatriotes de langue française, la qualité de socialistes.

Dans la Fédération de l'Yonne, par exemple, où l'immense majorité des socialistes est antipatriote, nous avons fait partie de la fraction jauressiste du Parti. Quand nous demandions, pendant plusieurs années, l'expulsion du Parti de M. Millerand, il y avait peut-être des Millerandistes qui nous taxaient d'anarchisme, en leur for intérieur; mais personne ne nous contestait la qualité de socialistes.

Ce qui distingue d'ailleurs, pratiquement, les anarchistes des socialistes, c'est que les socialistes font usage du bulletin de vote : or, précisément les socialistes antipatriotes de l'Yonne votent, quelques-uns sans enthousiasme peut-être, mais enfin ils votent.

Tous, enfin, nous reconnaissons dans l'action la discipline des Congrès nationaux et internationaux.

En formulant notre opinion sur le patriotisme et le devoir des socialistes en cas de guerre, nous ne faisons d'ailleurs qu'user du droit strict que nous confère la charte fondamentale de notre Parti, qui dit formellement :

« La liberté de discussion est entière dans la presse pour toutes les questions de doctrine et de méthode. »

Donc qu'il soit entendu que les socialistes antipatriotes ne sont pas des anarchistes.

Il faut que nos camarades les socialistes pa-

triotes trouvent autre chose.

Cette équivoque dissipée, c'est un devoir pour nous de dire très haut notre cordiale sympathie pour les communistes anarchistes, dont nous considérons l'exclusion du Parti comme une lourde faute, la faute initiale, à la suite de laquelle le Parti décapité de ses éléments les plus indisciplinés mais aussi les plus désintéressés et les plus révolutionnaires, a glissé tous les jours un peu plus davantage dans la réformisme légalitaire et l'opportunisme parlementaire.

Il nous plaît surtout, au moment où nous reprenons au sein du Parti socialiste la thèse de Domela Nieuwenhuis, de témoigner notre reconnaissance aux camarades anarchistes, pour avoir conservé intacte la pure doctrine socialiste révolutionnaire en matière d'internationalisme.

CHAPITRE XXII

Leurs objections : « Les patries vivront toujours. »

Dans un meeting récent, où il s'efforça de réfuter la conception des socialistes antipatriotes, devant le public bourgeois ou petit bourgeois qui compose de plus en plus ses auditoires parisiens, Jaurès crut saper la conception des antipatriotes en montrant les patries comme des institutions éternelles, destinées à survivre au régime capitaliste lui-même.

« Citoyens, dit-il, je veux d'abord avec vous me porter au terme même du mouvement socialiste révolutionnaire qui s'ébauche à l'heure présente dans tous les pays où il y a une classe ouvrière organisée. Je suppose, citoyens, que le communisme a triomphé partout, je suppose qu'il s'est étendu à l'humanité tout entière, sans distinction de peuples, de races, de continents, je suppose que partout il a aboli les antagonismes qui résultent de la société et de l'organisation capitaliste d'aujourd'hui : antagonismes de races et de classes, il n'y a plus d'inégalités, il n'y a plus d'exploitation de l'homme par l'homme, il n'y a plus une puissance du capital concentré, s'exerçant sur toute la multitude des prolétaires soumis, il n'y a plus les rivalités, les haines meurtrières de classe à classe et de peuple à peuple : le travail seul est souverain, le travail seul

possède par la grande collectivité humaine organisée ; il y a enfin, pour la première fois, depuis que la planète circule à travers la clarté des jours et l'obscurité des nuits, non plus des fragments d'humanité se heurtant, se brisant les uns contre les autres, mais une humanité une, consciente, organisée, fraternelle, maîtresse d'elle-même et aspirant à devenir maîtresse de la nature.

« Eh bien, dans cet idéal humain réalisé, dans cette humanité totale constituée et organisée, est-ce que les patries vont disparaître? Ah! elles disparaissent comme force de défiance, d'exclusivisme, d'oppression réciproque, mais elles se survivent de deux façons et sous deux formes : elles se survivent d'abord comme accumulation de génies originaux ; l'humanité communiste de demain serait singulièrement pauvre si elle était monotone; mais elle héritera en l'harmonisant de la diversité des génies nationaux. De même que les individus avec leur caractéristique, avec leur variété, ne se dissoudront pas dans l'organisation socialiste, mais y poursuivront, y affirmeront sous des formes plus harmonieuses l'originalité de leur nature, de même ces individualités historiques qui s'appellent des patries : patrie anglaise, patrie allemande, patrie française, patrie italienne, patrie russe, demain patrie chinoise, quand l'humanité jaune se sera émancipée de la tutelle, de l'oppression des blancs... *(Vifs applaudissements)*, toutes ces patries, avec leur individualité morale façonnée par l'histoire,

avec leur langue, leur littérature, leur sens de la vie, leurs souvenirs, la forme particulière de leurs espérances, avec le tour particulier de leurs passions, de leur âme, de leur génie, toutes ces individualités constitueront la grande humanité communiste de demain : celle-ci ne sera pas comme un désert monotone où des millions d'atomes humains desséchés, arides, flotteraient au hasard, sous l'impulsion des souffles, ce sera la grande unité accidentée comme la planète, mais enveloppée comme elle par l'unité de l'espace lumineux, où une même pensée d'humanité fraternelle rayonnera. *(Applaudissements.)*

« Ou alors, citoyens, si nous permettons, dans les suprêmes conflits, dans les suprêmes assauts que le régime capitaliste finissant pourra déchaîner, qu'une de ces grandes individualités nationales disparût, qu'une de ces grandes collectivités partielles fût éteinte, écrasée ou broyée, nous ne laisserions pas seulement s'appauvrir l'humanité d'aujourd'hui, nous appauvririons, nous mutilerions d'avance la grande humanité communiste de demain. Puis, d'une autre façon encore, sous une autre forme encore et pour un autre objet, les patries se survivront dans l'humanité communiste de demain.

« Comment, citoyens, vous représentez-vous, comment pouvons-nous nous représenter la vie commune de cette grande humanité constituée enfin et unifiée? Il y a, d'un bout à l'autre de la

planète, tout le long des cercles de longitude ou de latitude qui l'enserrent, il y a des intérêts communs et universels à gérer, une grande organisation collective de la production, de la consommation; mais voyez, citoyens, à quelle centralisation colossale et absorbante vous allez aboutir pour la gestion des intérêts communs de l'humanité organisée, si vous supprimez toute puissance de gestion autonome de ces diverses fractions de l'humanité.

« Déjà, aujourd'hui, pour la gestion des intérêts communs nationaux, vous vous plaignez de l'énorme développement de la centralisation bureaucratique : que serait-ce pour la gestion des intérêts communs de l'humanité tout entière s'il n'y avait pas de collectivités partielles organisées qui pussent procéder à la gestion des intérêts communs de l'humanité, non pas par centralisation bureaucratique, mais par fédération humaine, par l'action autonome des diverses nations fédérées. Vous n'avez pas le choix, ou plutôt, vous êtes obligés de choisir pour le fonctionnement de la vie communiste de demain entre une colossale et écrasante bureaucratie planétaire, et la fédération des nations autonomes harmoniquement associées à l'œuvre commune de la l'humanité.

« Et, laissez-moi vous le dire, laissez-moi le dire à ceux qui ont applaudi, au nom de la pensée libertaire, aux théories d'Hervé, ces théories vont précisément à contre-sens de ce qu'il y a d'essen-

tiel, de ce qu'il y a de légitime dans la pensée libertaire.

« Déjà, vous, libertaires, vous, anarchistes, vous redoutez que le collectivisme, même réduit aux limites de la nation, même nationalement organisé, opprime sous des règlements administratifs minutieux et tyranniques, l'initiative des individus et vous ne paraissez pas voir, vous qui demandez à l'intérieur de la nation, dans la cité, dans le Syndicat, dans les libres associations d'individus, de groupements autonomes, se fédérant, s'harmonisant, mais substituant cette libre coopération à l'administration étouffante, vous ne paraissez pas comprendre que le seul moyen pour vous, individus, de ne pas disparaître demain comme en un gouffre dans la profondeur de l'humanité communiste, le seul moyen pour vous de conquérir dans le communisme universel, l'universelle liberté des initiatives et des énergies, c'est de concevoir, en effet, le communisme universel, non pas comme une bureaucratie, mais comme une coopération, et les éléments libertaires de cette coopération communiste humaine, ce sont précisément les patries autonomes que nous voulons fédérer ! *(Vifs applaudissements.)*

Il est facile de faire applaudir de pareils truismes. Don Quichotte se démenait fort pour combattre des moulins à vent : Jaurès triomphe quand il enfonce une porte ouverte.

Quel est l'anarchiste, quel est le socialiste anti-

patriote, c'est-à-dire ennemi acharné des patries actuelles, qui a jamais rêvé de fondre l'humanité entière en un immense troupeau gouverné par une bureaucratie centralisée? Quel est l'anarchiste ou le socialiste antipatriote qui ne soit fédéraliste, c'est-à-dire qui entrevoie l'humanité future, débarrassée de l'exploitation capitaliste, autrement que comme une fédération de groupements autonomes? Mais quel besoin, quelle nécessité y a-t-il que les groupements autonomes socialistes de l'avenir soient exactement les patries actuelles, telles que le hasard des guerres les a distribuées? Qui empêchera les nationalités, aujourd'hui opprimées, de former des groupes autonomes, ou des nations, aujourd'hui unies, de se disloquer en plusieurs groupes fédérés?

Et surtout quel rapport y a-t-il entre une pareille argumentation et la question qui nous occupe, à savoir l'incompatibilité du socialisme internationaliste et du patriotisme plus ou moins nationaliste, l'incompatibilité de la lutte de classe et de la collaboration des classes sur un champ de bataille pour la défense d'une commune patrie? Qu'est-ce qu'une pareille déclaration, acceptable pour tous, peut avoir à faire, surtout avec la question d'ordre pratique de l'attitude des socialistes en cas de guerre internationale?

C'est jouer sur les mots, en vérité, que de donner le nom de patries aux différents groupements régionaux qui s'unissent dans une fédération.

Le propre d'une fédération, c'est précisément de

faire disparaître les patries distinctes et antagonistes et de les remplacer par une patrie commune.

Peut-on dire, sans détourner les mots de leur sens le plus clair, que dans la Confédération suisse actuelle, composée de 22 cantons autonomes, il y ait 22 patries véritables?

Peut-on dire raisonnablement qu'aux Etats Unis d'Amérique, il y ait autant de patries que d'Etats de l'Union. Y a-t-il vraiment une patrie qui s'appelle la Louisiane, une autre l'Ohio? Y a-t-il un patriotisme virginien et un patriotisme pensylvanien?

Dans la Confédération canadienne, chaque Etat confédéré est-il vraiment une patrie?

De même, quand le socialisme aura réalisé sur des bases communistes les Etats-Unis d'Europe, il n'y aura plus de patrie allemande, ni de patrie anglaise ni de patrie russe; mais il y aura des divisions administratives, des circonscriptions territoriales, qui correspondront — ou qui ne correspondront pas — aux patries actuelles : il n'y aura qu'une patrie européenne.

Et le jour où la fédération socialiste s'étendant au monde américain, au monde asiatique, l'Humanité réconciliée ne formera plus qu'une vaste fédération, il n'y aura plus ni patrie européenne, ni patrie américaine, ni patrie asiatique, mais une seule patrie, la Terre.

Mais laissons là ces discussions métaphysiques et byzantines.

Il ne s'agit pas de fonder demain la Patrie humaine; il s'agit — tâche plus modeste — de préparer la fondation de la Patrie européenne et d'empêcher, en attendant, que sous prétexte de nous faire défendre les patries actuelles, on nous fasse nous entr'égorger, socialistes français, allemands, italiens, russes, qui nous sentons tous déjà des compatriotes Européens.

CHAPITRE XXIII

Leurs objections : notre conception est réactionnaire.

Tout à l'heure, notre conception était une conception anarchiste.

Voici maintenant qu'elle est une thèse bourgeoise, réactionnaire, antirévolutionnaire.

Après tout les extrêmes se touchent.

Voici l'objection dans toute sa force, telle qu'on l'a faite à Domela Nieuwenhuis, telle qu'on nous la présente encore aujourd'hui à nous-mêmes.

Si on adoptait notre thèse, « le pays le plus socialiste serait livré sans défense au pays le plus retardataire, et le Cosaque règnerait sur l'Europe ».

En France, voici comme on précise l'objection :

« Loin d'être une garantie de paix, la thèse des socialistes antipatriotes est une invite aux nations guerrières : un malfaiteur s'attaque de préférence à l'homme qu'il sait résigné à ne pas se défendre.

« Les internationalistes antipatriotes aspirent à la suppression des patries, c'est-à-dire à la fin des antagonismes entre nations. Le système qu'ils préconisent les conduirait à l'inverse de cet idéal.

« Un exemple : Guillaume II déclare la guerre à la République française. Si les socialistes antipa-

triotes profitent de cette occasion pour tenter la révolution ils affaiblissent les chances de la République et augmentent celles de Guillaume.

« Celui-ci étant vainqueur, qu'arrive-t-il ? Il se retourne contre la révolution ébauchée par les socialistes antipatriotes. Voilà ceux-ci obligés de défendre à leur tour la patrie. Mais dans quelles conditions ! Avec la certitude de l'écrasement ! Si bien qu'au lieu de hâter l'avènement de la Patrie universelle, ils l'auront éloigné ; ils auront consolidé la forme surannée des empires au détriment des démocraties ; à la place de la patrie républicaine, ils auront restauré la patrie impériale ; ils auront effacé la France révolutionnaire de la carte du monde et l'auront noyée dans l'Allemagne militarisée. C'est du nationalisme à rebours. »

En Allemagne, les socialistes patriotes tiennent un langage analogue ; ils s'efforcent de démontrer que l'adoption de notre tactique ferait tomber l'Allemagne, la grande patrie allemande, sous le knout du tzar.

Les internationalistes patriotes raisonnent comme si nous avions jamais dit que la propagande antipatriotique devait se restreindre à la France, et que seuls les socialistes français devaient se révolter en cas de mobilisation.

Notre prétention, hautement affirmée, est tout autre.

Nous avons bien l'espérance de faire triompher cette conception dans le reste du socialisme inter-

national, aussi bien chez nos camarades de l'autre côté du Rhin, que chez nos camarades russes.

Sans doute, insistent les socialistes patriotes de France; mais l'intention de propager vos doctrines antipatriotiques et de provoquer l'insurrection en Allemagne comme en France ne suffit pas; la propagande est moins libre de l'autre côté du Rhin que chez nous; elle serait paralysée en Allemagne, de sorte qu'en cas de guerre il n'y aurait qu'en France où l'insurrection prendrait des proportions importantes; ce serait donc bien l'écrasement du pays le plus avancé par le pays le moins avancé.

De même les socialistes allemands pourraient dire : « L'Allemagne étant plus libre et plus avancée que la Russie, votre propagande aurait plus de chance de réussir en Allemagne qu'en Russie; en cas de guerre russo-allemande, ce serait l'écrasement fatal de l'Allemagne ».

Ces objections ne sont que spécieuses.

Il est bien vrai, par exemple, que la propagande serait moins facilement enrayée en France par le gouvernement; mais, d'autre part, le Parti socialiste allemand groupe trois fois plus d'électeurs que le Parti socialiste de France; l'Allemagne a un prolétariat industriel aggloméré beaucoup plus nombreux que la France; et il y aurait déjà, de ce fait, une sorte de compensation. Surtout, il faut bien se dire que le jour où la social-démocratie allemande aurait résolu d'adhérer à notre tactique antipatriotique, aucun gouvernement en Allemagne ne serait capable

d'empêcher cette propagande; nous n'en voulons pour preuve que l'impuissance de Bismarck, dont la poigne était pourtant terrible, à enrayer les progrès de la social-démocratie allemande, pendant la période de 12 ans où il essaya de la mâter par des lois d'exception.

De 1878 à 1890, on appliqua à nos camarades allemands des lois draconiennes que Bismarck lui-même se chargea de faire appliquer.

Ces lois interdisaient toute association, toute publication, ayant pour but la subversion de l'ordre social, ou dans laquelle apparaîtraient des tendances socialistes.

Elles autorisaient la police à saisir les publications socialistes, à interdire toute réunion socialiste.

Elles conféraient aux gouvernements des Etats fédérés le droit d'établir une sorte de petit état de siège dans toutes les villes ouvrières, d'en expulser tout individu suspect.

Tous les groupes politiques du Parti, tous les journaux socialistes disparurent.

Et 1.200 ou 1.500 camarades environ furent jetés en prison.

Mais les socialistes se réorganisèrent sous forme de sociétés en apparence étrangères à la politique : syndicats, sociétés chorales, cercles de fumeurs. La propagande se continua par conversations privées, par feuilles volantes imprimées secrètement, et l'organe officiel du Parti, qui se publiait à l'étran-

ger, continua, au prix de grands sacrifices, à se répandre dans toute l'Allemagne.

En 1877, avant les lois de fer comparables à nos lois scélérates contre les anarchistes, aux élections au Reichstag les socialistes allemands obtinrent 480.000 suffrages; en 1890, après douze ans de persécution, ils en recueillirent 1.427.000.

Devant de tels résultats, le gouvernement jugea prudent d'abolir les lois d'exception.

A qui fera-t-on croire qu'un parti qui a été capable, lorsqu'il était encore dans l'enfance, d'offrir cette résistance à l'assaut d'un Bismarck, serait incapable, maintenant qu'il est en pleine adolescence, que ses forces électorales ont doublé, de propager, envers et contre tous, la tactique de l'insurrection en cas de guerre?

Le jour où la social-démocratie allemande et la social-démocratie française le voudront, ce n'est pas d'un seul côté de la frontière, c'est des deux côtés à la fois qu'éclatera la Révolution sociale.

Et de même la social-démocratie allemande n'a pas à craindre, en cas d'une guerre entre l'Allemagne et la Russie, de faire le jeu du tzarisme, en proclamant seule l'insurrection, tandis que les socialistes russes marcheraient comme un seul homme contre l'Allemagne. Sans doute, le Parti socialiste est plus fort et la presse plus libre en Allemagne qu'en Russie ; mais si l'Internationale décide de répondre dans tous les pays à une déclaration de guerre par l'insurrection, il y a en Fin-

lande, en Pologne, à Pétersbourg, et dans tous les centres ouvriers de Russie, des éléments révolutionnaires assez ardents et assez hardis pour jeter la Révolution dans les jambes des armées tzaristes; par l'attitude des réservistes dans la guerre mandchourienne, on peut deviner ce qu'elle serait en cas de guerre avec l'Allemagne révolutionnaire.

La tactique de l'insurrection en cas de guerre, qu'on l'envisage du point de vue allemand ou du point de vue français, ne se heurte donc à aucune impossibilité matérielle et morale; et surtout elle n'entraîne pas, comme conséquence forcée, ainsi qu'on le prétend, l'asservissement des pays les plus avancés aux plus arriérés.

S'il y a une thèse bourgeoise et réactionnaire, c'est celle des socialistes patriotes.

Sous prétexte de ne pas vouloir que les patries les plus avancées soient exposées à être asservies par les patries les plus rétrogrades, ils condamnent les premières à ne faire la Révolution que le jour où les dernières seront arrivées à les rattraper sur la grande route du progrès humain.

Pour se risquer à faire une Révolution en Allemagne, il faudra attendre — le jour n'est d'ailleurs pas éloigné — que l'autocratie soit détruite en Russie; et pour tenter la Révolution en France, il faudra attendre que l'Allemagne soit en République.

Si la bourgeoisie française, en 1792, s'était laissée arrêter par les mêmes considérations, si elle avait attendu pour faire sa Révolution que les autres

peuples d'Europe fussent assez émancipés et assez éclairés pour empêcher leurs souverains de se jeter sur la France révolutionnaire, nous serions encore sous l'ancien régime.

On nous reproche, en prenant l'initiative de la propagande antipatriotique, d'exposer le seul grand pays d'Europe arrivé à la forme républicaine à être asservi par la monarchie allemande.

Mais c'est précisément parce que nous sommes les plus avancés politiquement, parce que nous sommes les plus libres, parce que nous risquons moins la prison et le bagne en affichant notre conception antipatriotique que c'est à nous, socialistes français, de commencer.

« Mais qui donc, demande avec juste raison notre camarade Luquet, un de ces socialistes qui ne sacrifient pas l'avenir du socialisme à de mesquines, préoccupations électorales, qui donc devait, pouvait le faire avant nous ?

« A quoi donc nous serviraient ces libertés démocratiques tant vantées, si elles ne nous permettaient de proclamer ce sentiment nouveau, cette conception, cette volonté d'une si haute portée humanitaire ?

« C'est en usant de ses libertés que le prolétariat français aide les prolétariats voisins à élargir, à conquérir les leurs.

« Donnons l'exemple ! Disons hautement que nous nous refusons à la tuerie, et nos viriles déclarations auront de l'écho outre-frontières. Ceux qui

là-bas, à Berlin, à Vienne, à Rome, etc., n'osent encore proclamer le refus net de la guerre, seront entraînés par nous.

« Et le jour n'est pas éloigné où les prolétariats voisins pourront, à leur tour, affirmer tout haut que leurs sentiments répondent aux nôtres, qu'ils useront de procédés identiques, qu'ils opposeront la grève à une déclaration de guerre !

« Le prolétariat français se devait à lui-même, devait au prolétariat mondial, de faire le premier cette catégorique déclaration. »

En proclamant très haut qu'en France nous répondrons à un ordre de mobilisation, quel que soit l'agresseur, par l'insurrection, nous enlevons à nos camarades socialistes allemands tout prétexte pour persister dans leur attitude un peu équivoque; nous leur enlevons surtout tout prétexte pour marcher en cas de guerre ; et du coup nous suspendons sur la tête des deux gouvernements français et allemand la seule menace qui puisse les retenir, s'ils avaient des velléités de nous faire battre : la menace de la Révolution sociale.

Si, malgré cette menace, les gouvernements commettaient la folie de déchaîner une guerre internationale, du même coup aussi ils déchaîneraient l'insurrection, et en ce cas nous courrions les chances d'une révolution qui, si elle triomphait, nous permettrait, en Allemagne ou en France, et peut-être dans les deux pays, de mettre la main sur les principaux instruments de travail capitalistes

pour les exploiter collectivement, en même temps que nous créerions, par l'entente d'une Allemagne socialiste et d'une France socialiste, le noyau des États-Unis d'Europe.

Sans doute, les risques sont gros pour chacun de nous, de tenter l'aventure ; mais seraient-ils moins gros en acceptant de marcher dans une guerre internationale ? Les risques de mort ne seraient-ils pas aussi grands dans une guerre franco-allemande, que dans une guerre civile, classe contre classe ?

S'il faut risquer notre vie et celle des nôtres, que ce soit, non pour le profit ou l'honneur de nos classes dirigeantes, mais pour instaurer la cité socialiste, où par une plus intelligente organisation du travail, grâce aux progrès de la science et du machinisme, nous sommes sûrs de donner à tous les membres de la collectivité le bien-être, l'instruction, les loisirs et l'indépendance auxquels tous les hommes ont droit, en travaillant.

CHAPITRE XXIV

Leurs objections : notre projet de grève militaire et d'insurrection est irréalisable.

Quand les ennemis du socialisme sont à bout d'arguments, ils disent : « C'est très bien, votre collectivisme ; seulement, c'est irréalisable ».

Les plus indulgents pour les doctrines socialistes ajoutent : « Ce sera peut-être réalisable un jour ; mais dans des siècles ! ».

Les socialistes patriotes tiennent aux socialistes antipatriotes le même langage.

« Sans doute, théoriquement, votre proposition est logique, disait, à Zurich, Adler aux camarades hollandais, elle marque nos convictions intimes, nos aspirations profondes. Mais au jour de la réalisation les Hollandais resteront isolés, car leur point de vue est étroit. »

« Oui, disait Liebknecht, si la proposition hollandaise était réalisable, nous la voterions des deux mains. Elle n'est qu'un vœu pie. Elle est irréalisable.

« Si elle était réalisable, c'est que nous serions les maîtres dans le domaine économique et politique, et alors il n'y aurait plus de guerre. »

Quoi ! il faut attendre que le socialisme soit

réalisé, que les socialistes soient « les maîtres dans le domaine économique et politique » pour nous opposer par la force à une boucherie internationale?

Si demain, par la sottise d'un Delcassé ou l'humeur batailleuse d'un Guillaume II, une guerre éclate, il faudra que de chaque côté du Rhin les socialistes marchent à la frontière et se fassent tuer pour leur patrie, sous prétexte que le socialisme n'est pas encore réalisé!

Nous sommes frères, nous avons les mêmes idées, les mêmes intérêts de classe, le même idéal, les mêmes ennemis, ceux qui nous exploitent les uns comme les autres; mais marchons tout de même, laissons nous mener à la boucherie comme des veaux s'il plaît à nos dirigeants de nous y conduire. Nous n'y pouvons rien; une grève militaire et une insurrection seraient très utiles : malheureusement elles sont irréalisables!

Et pourquoi, irréalisables?

Que les socialistes patriotes y prennent garde : si la grève militaire et l'insurrection sont irréalisables en cas de guerre, tant que nous ne serons pas « les maîtres dans le domaine économique et politique », c'est que la Révolution sociale elle-même est irréalisable, condamnable.

Car quelle occasion meilleure peut-on avoir de la tenter que celle où nos deux classes dirigeantes, française et allemande, se battraient entre elles?

Quel meilleur moment pour s'insurger que celui

où elles sont obligées de dégarnir à la hâte l'intérieur du pays de la majeure partie des troupes qui nous maintiennent sous le joug, pour les expédier à la frontière?

Quel instant plus propice pour obtenir des travailleurs exploités un effort révolutionnaire que celui où les dirigeants leur demandent d'aller risquer leur vie pour des intérêts qui ne sont pas les leurs?

En temps calme chacun d'eux tient à sa peau; il ne serait pas facile d'entraîner les masses contre les forces gouvernementales, surtout si celles-ci sont entières.

Mais, un jour de déclaration de guerre, la vie de chacun est hypothéquée, elle est menacée d'une balle étrangère, elle a moins de valeur. On risque moins à l'exposer dans une lutte sans merci contre les forces gouvernementales, surtout quand celles-ci sont presque toutes occupées à faire face aux forces du gouvernement étranger avec lequel on est en guerre.

Déclarer que la Révolution sociale est irréalisable en cas de guerre, c'est-à-dire au seul moment où elle ait des chances d'aboutir, c'est dire que l'on est opposé à toute Révolution sociale, qu'on est purement réformiste, qu'on considère le bulletin de vote comme le seul et unique moyen de réaliser le socialisme.

Si c'est là la pensée de la social-démocratie allemande et de la social-démocratie autrichienne,

qu'elles le disent bien haut. Au moins chacun saura à quoi s'en tenir.

Chacun saura alors que quand Bebel, au dernier Congrès d'Amsterdam, reprochait amèrement à Jaurés son réformisme et son opportunisme, il était plus réformiste, moins révolutionnaire encore que Jaurès, il était pratiquement révolutionnaire au même degré que les radicaux bourgeois de France.

Et si c'est l'opinion du socialisme international tout entier que le Parti socialiste révolutionnaire est opposé à tout moyen révolutionnaire, il faut que nous le sachions tous, et qu'on nous le dise clairement, franchement, sans essayer de masquer et de noyer une tactique réformiste et légalitaire sous de grandes phrases révolutionnaires.

La grève militaire et l'insurrection en cas de guerre ne sont irréalisables que si le Parti socialiste révolutionnaire, dans ses différentes sections, est un parti opportuniste, réformiste, exclusivement partisan de la légalité.

Mais s'il est vraiment, comme il l'a maintes fois affirmé, réformiste toujours, révolutionnaire quand il le faudra, s'il est disposé quand il en aura l'occasion à tenter les chances d'une Révolution, qu'il examine de nouveau la proposition de Domela Nieuwenhuis et du Parti socialiste hollandais, il verra qu'une guerre internationale est la meilleure occasion que nous ayons de faire notre Révolution prolétarienne.

CHAPITRE XXV

Leurs objections : la raison électorale.

Les socialistes patriotes se donnent bien du mal pour réfuter l'internationalisme antipatriotique.

Conception anarchiste ! dit l'un.

Conception bourgeoise et réactionnaire ! dit l'autre.

Thèse d'écolier ! dit un troisième, qui nous explique en son langage grandiloquent que les patries sont éternelles.

Chimère irréalisable, reprennent-ils tous en chœur.

Je passe sur les injures et les goujateries.

Pourquoi ne pas dire la vérité, ô socialistes patriotes, pourquoi ne pas dire où le bât vous blesse ?

Vos discussions théoriques et vos patriotiques indignations ne trompent personne.

Pourquoi ne pas dire franchement que vous ne criez tant que parce que de brutales déclarations internationalistes et antipatriotiques gênent vos petites combinaisons électorales ?

Le Parti socialiste, en France comme en Allemagne, et d'ailleurs un peu partout, s'est laissé peu à peu glisser sur la pente du parlementarisme.

Il est devenu avant tout et par dessus tout un parti électoral.

L'essentiel, pour lui, c'est d'augmenter le nombre des électeurs socialistes, et surtout des élus socialistes.

La propagande du collectivisme ou du communisme, l'organisation morale et matérielle de la Révolution, ne vient qu'après, quand on a le temps.

Faire des révoltés conscients; c'était bon jadis, aux temps héroïques où les pionniers du socialisme allaient exposer aux foules le socialisme intégral.

C'est plus facile de faire des électeurs, et plus rémunérateur.

A prêcher la révolte, à saper les préjugés patriotiques et autres sur lesquels repose la société inique et imbécile que nous subissons, on risque des coups, des années de prison, la misère.

A faire des électeurs, on ne risque que d'aller à l'Hôtel de Ville, au Palais-Bourbon ou à quelque autre Reichstag.

Périsse plutôt le socialisme qu'un siège électoral!

Et ce ne sont pas seulement les candidats qui ramènent tout ainsi au point de vue de la bataille ou de la foire électorale.

Les meilleurs militants eux-mêmes se trouvent pris dans l'engrenage : ils mettent leur point d'honneur à faire passer leur candidat, par tous les moyens.

Vous êtes antipatriotes?

Chut! Il ne faut pas le dire trop haut.

Disons-le entre nous si vous voulez, que les patries sont d'ignobles mégères, qu'il faut être

stupide, quand on ne possède rien, pas même le droit à un travail régulier, pour aller à l'occasion se faire casser la figure pour elles; oui! mais on ne le crie pas sur les toits. Les élections approchent; vous allez nous faire perdre des voix et des sièges.

Et le fait est que la plupart des députés socialistes ont besoin, en France, par exemple, de plaire aux radicaux qui, au premier ou au deuxième tour de scrutin, forment l'appoint nécessaire à leur réélection, quand ils ne constituent pas la majorité de leurs électeurs.

Or, ces électeurs radicaux, même quand ils arborent fièrement l'épithète de socialiste, qui devient de plus en plus de mode maintenant que le socialisme s'assagit, sont de parfaits patriotes.

Ils ont reçu, en France comme en Allemagne, dès la famille, la tare patriotique : la chanson patriotique, les bons manuels d'histoire et d'instruction civique, dès l'école, ont en fait des patriotes, c'est-à-dire des hommes qui sont persuadés que leur patrie est la meilleure, la plus libre, la plus grande des patries. Les pompes militaires ont agi sur leurs nerfs; ils ont au plus profond d'eux-mêmes, comme les nationalistes, un grain de dévotion patriotique.

Toucher à un préjugé si enraciné, mais c'est vouloir rejeter en masse le troupeau électoral vers le parti radical!

Qu'importe qu'en ménageant ce préjugé, des deux côtés de la frontière, on laisse subsister un

sentiment facile à s'exalter, à la moindre crise internationale, sous l'influence des grands journaux capitalistes !

Qu'importe que demain ce sentiment patriotique qui couve au fond du cœur des masses comme le feu sous la cendre s'enflamme des deux côtés du Rhin, et jette deux peuples à la gorge les uns des autres pour des intérêts qui ne sont pas les leurs ?

L'essentiel n'est-il pas de faire des députés socialistes ?

Le reste ne compte pas à côté de cette considération d'ordre supérieur.

Le parti en est arrivé à ce point de dépression et de déformation, il est tellement empoisonné d'esprit réformiste et parlementaire, qu'on passe pour un énergumène et un gêneur dès qu'on place le souci de la propagande révolutionnaire avant celui des petits profits électoraux.

Il faut d'ailleurs excuser les rages violentes ou les colères rentrées des élus socialistes qui craignent de voir diminuer leurs chances de réélection, en songeant à la situation précaire faite à ceux d'entre eux qui sont des ouvriers, des travailleurs manuels.

Qu'ils soient payés par l'État, comme en France, ou par le Parti comme en Allemagne, les élus ouvriers ont été élevés par le suffrage des camarades au-dessus de la condition commune : par leur genre de vie encore plus que par leur salaire plus élevé, ils sont devenus des bourgeois ou des petits bourgeois tout au moins ; et plus encore que leur

situation matérielle, leur situation morale s'est modifiée profondément. Hier, serfs d'une usine, les voici devenus tout-à-coup des personnages importants. Les ministres, les préfets, les policiers et les concierges les traitent avec des égards auxquels ils n'étaient pas habitués.

Qu'ils ne soient pas réélus et les voilà soudain retombés à leur condition première : miraculeusement sortis de l'enfer du prolétariat, les y voilà replongés, peut-être pour toujours.

Leurs mains, déshabituées de l'outil, leur corps déshabitué des mille tracasseries de la mine ou de l'atelier, tout leur fait regretter la vie relativement facile qu'ils ont quittée.

Trouveront-ils seulement un patron qui consente à employer un ancien député qui peut se réveiller demain un agitateur, un meneur de grèves !

Et voilà l'ancien député ouvrier déraciné, à la recherche d'une position sociale, battant le pavé comme un chômeur, trop heureux si en France quelque gouvernement bourgeois démocrate veut bien leur octroyer une maigre recette buraliste.

Quand un révolutionnaire compromet la réélection d'un député pauvre, surtout d'un député ouvrier, c'est comme s'il voulait lui ôter le pain de la bouche, le pain de sa femme et de ses enfants.

De là, pour une bonne part, l'opposition acharnée, ouverte ou sournoise, que le socialisme antipatriote rencontre dans tous les milieux parlementaires, en France, en Allemagne et partout.

S'il faut tout sacrifier aux résultats électoraux, que le Parti socialiste rejette une fois de plus la tactique antipatriotique de l'insurrection en cas de guerre.

Mais si le bulletin de vote n'est et ne peut être, pour longtemps encore, qu'un moyen d'obtenir des réformettes législatives, si au-dessus des petits profits électoraux le Parti place la propagande révolutionnaire, alors, qu'il n'hésite pas : au risque de perdre quelques sièges, qu'il aura vite fait du reste de rattraper par son attitude crâne, qu'il se donne ouvertement comme un Parti antipatriote, décidé à s'opposer par la force à toute guerre internationale.

Les hésitations du corps électoral ne seront d'ailleurs que passagères.

Les masses électorales auront vite fait de comprendre que, par cette attitude décidée, le Parti socialiste, en intimidant les gouvernements, est vraiment le seul gardien sérieux de la paix internationale, le seul obstacle aux velléités guerrières des dirigeants, et elles sauront lui en témoigner leur reconnaissance, même au jour du scrutin.

CHAPITRE XXVI

Les décisions des Congrès internationaux de Bruxelles et de Zurich ne nous lient pas éternellement.

Les Congrès de Bruxelles (1891) et de Zurich (1893) ont répudié l'internationalisme antipatrio-triotique et la tactique de l'insurrection en cas de guerre.

Et il est bien entendu que jusqu'à ce jour les décisions de ces Congrès ont force de loi pour les différentes fractions nationales de l'Internationale ouvrière.

Mais si nous n'avons pas songé un seul instant à contester, nous, socialistes antipatriotes, que les plus récentes décisions des Congrès sont contre notre thèse, il ne faut pas qu'on nous croie liés pour toujours par les décisions de Bruxelles et de Zurich.

Ce qu'un Congrès a fait, un autre peut le défaire.

Il serait d'ailleurs indigne d'un Parti de libre examen comme le nôtre de s'obstiner, par un amour-propre ridicule, dans une attitude une fois adoptée, sous prétexte qu'un grand Parti ne peut se tromper et ne doit jamais se déjuger.

Un Parti adulte ne saurait être lié éternellement par les résolutions qu'il a prises dans sa jeunesse.

La timidité des diverses fractions de l'Internationale dans la question du patriotisme et du devoir socialiste en temps de guerre, était toute naturelle, en tout cas fort excusable au temps où l'idée socialiste n'était encore qu'un frêle arbuste que la moindre tempête pouvait déraciner.

Aujourd'hui, l'arbre a des racines profondes; il n'est plus au pouvoir d'aucun gouvernement de l'arracher du sol.

Nous pouvons oser en 1905 ce que nous n'osions pas en 1891.

Ni les atermoiements, ni les petites habiletés, ni les équivoques ne sont plus de mise.

En 1891, au temps du Congrès de Bruxelles, la France sortait à peine de la crise boulangiste. Les socialistes français étaient encore une poignée : ils n'auraient point trouvé d'écho s'ils avaient osé parler de répondre à une déclaration de guerre par l'insurrection.

A la même date, la Social-démocratie allemande commençait seulement à respirer, à peine débarrassée des lois d'exception ; entre la France boulangiste, qui menaçait l'Allemagne d'une guerre de revanche, et la Russie tsariste où l'autocratie semblait inébranlable comme un roc, les socialistes allemands n'avaient aucune chance de faire agréer, par une fraction importante de l'opinion publique de leur pays, la proposition de Domela Nieuwenhuis.

Quatorze ans se sont écoulés depuis le Congrès de Bruxelles, pendant lesquels la situation de l'Eu-

rope entière, et en particulier celle de la Russie, de l'Allemagne et de la France se sont sensiblement modifiées.

En Russie, la guerre de Mandchourie vient de révéler l'existence de forces révolutionnaires qu'on ne soupçonnait pas ; pour longtemps, la force offensive du colosse aux pieds d'argile est anéantie ; et le tsarisme est à l'agonie.

En Allemagne, le nombre des socialiste a doublé : de 1.427.000 qu'il était en 1890, il s'est élevé à 3 millions en 1904.

En France, le Parti socialiste est devenu une force imposante, et surtout l'affaire Dreyfus a bouleversé les notions d'une partie importante du peuple français sur l'armée et ses chefs. L'esprit internationaliste, beaucoup plus encore que l'esprit socialiste, souffle sur un des peuples les plus cocardiers, les plus chauvins, les plus belliqueux qu'il y ait jamais eu en Europe.

L'une des objections les plus graves faites à Domela Nieuwenhuis, à Bruxelles, était sa qualité de Hollandais.

« Le Parti socialiste hollandais parle bien à son aise, lui disait-on, de s'insurger en cas de guerre, lui qui vit dans un petit pays neutre, à l'abri des conflagrations internationales ! »

Aucun argument ne contribua davantage à amoindrir la portée des discours de Domela Nieuwenhuis.

Aujourd'hui, ce n'est plus la classe ouvrière d'un

d'un petit pays neutre, c'est celle d'un des grands états militaires qui pourrait bien soutenir devant l'Internationale ouvrière la proposition rejetée, il y a quatorze ans, quand elle était apportée par le Parti socialiste hollandais.

Les résultats obtenus dans le cours de ces dernières années par la propagande antipatriotique en France nous permettent d'espérer que la section française de l'Internationale reprendra à son compte, au prochain Congrès international, la proposition de la section hollandaise.

CHAPITRE XXVII

La Propagande antipatriotique dans les centres ouvriers de France.

Pendant que la plupart des chefs parlementaires socialistes français ne peuvent parler de la patrie qu'avec des trémolos dans la voix et des larmes patriotiques dans les yeux, une campagne antipatriotique se poursuit méthodiquement, qu'ils n'ont même pas l'air d'apercevoir.

A côté des communistes-anarchistes français, le Parti socialiste proprement dit, celui dont les chefs les plus écoutés sont en France, Guesde, Vaillant, Allemane et Jaurès, celui qui admet la conquête des pouvoirs publics par le bulletin de vote, même décapité, en perdant les anarchistes, de ses éléments les plus révolutionnaires, n'a pas glissé tout entier dans le réformisme et l'opportunisme; les éléments groupés derrière Vaillant et Guesde, les blanquistes et les guesdistes, ont, pendant 4 ans, publié chaque année, au moment du départ de la classe, une feuille spécialement antimilitariste et internationaliste, *Le Conscrit,* qui est nettement antipatriotique.

Le dernier numéro, celui de 1905, pour lequel on avait, il est vrai, sollicité la collaboration de quelques communistes anarchistes, est d'un bout

à l'autre antipatriotique. La question de l'attitude des socialistes en cas de guerre y est traitée dans le sens le plus révolutionnaire. A la première page, une gravure représente des soldats qui mettent la crosse en l'air devant un général effaré, en lui criant : « Vive la grève, général » ; la gravure a pour titre : « Les Prolétaires n'ont pas de Patrie ».

« Qu'est-ce donc que le patriotisme ? » dit le *Conscrit* aux soldats qui vont partir.

« Quelle est cette solidarité mystérieuse qui doit t'unir jusqu'à la mort à l'homme que le hasard a fait naître de ce côté du poteau frontière contre celui qui est venu au monde dix mètres peut-être plus loin ?

« Seriez-vous donc de la même race ? Et l'étranger serait-il un barbare guettant l'occasion d'exterminer la race adverse ? Alors, dis-moi donc de quelle race tu peux bien être ; tes ancêtres, les connais-tu ? Dis-moi donc aussi pourquoi la frontière sépare les Basques de France et ceux d'Espagne, les Polonais allemands de ceux d'Autriche et de Russie ?

« Est-ce la communauté de langue qui crée la Patrie ? Alors, dis-moi donc quelle est la patrie des Suisses, des Belges ou des Allemands d'Autriche?

« Si ce n'est la communauté de race, si ce n'est la communauté de langue, c'est donc la communauté d'intérêts qui rassemble les hommes ?

« Peut-être.

« Mais dis-moi donc, conscrit, quel intérêt commun lie l'oppresseur à l'opprimé, lie le patron au

prolétaire? Es-tu mineur, tisseur, travailles-tu la terre? Je vois bien l'intérêt qui te lie aux mineurs du pays de Galles, aux tisserands de Silésie, aux cultivateurs de la plaine du Pô. Je vois bien l'intérêt commun à la compagnie ou au patron qui t'emploient et aux compagnies ou au patron pour lesquels ils travaillent. Mais je ne peux réussir à trouver quel intérêt t'unit à ton patron, quel intérêt les unit aux leurs.

« Vous, prolétaires, vous luttez pour améliorer votre sort, pour vous libérer de votre esclavage, pour conquérir la part de bonheur à laquelle vous avez droit. Eux, capitalistes, ils veillent à maintenir vos chaînes, à retarder tout ce qui pourrait vous rendre plus libres, plus forts, afin de garder pour eux seuls le produit du travail accompli par vos bras. S'ils trouvent des ouvriers étrangers pour faire à plus bas prix le travail que vous faites, ils les embaucheront à votre place. Et s'ils trouvent à l'étranger des conditions meilleures, ils n'hésiteront pas à y transporter leurs usines.

« Le patriotisme a bien pour base l'intérêt; mais c'est l'intérêt de classe. Il doit commencer et finir là où celui-ci commence et finit. Patrons avec patrons, ouvriers avec ouvriers, voilà les nations véritables. D'un côté, l'Internationale jaune! De l'autre, l'Internationale rouge!

« Et que peut te faire, à toi, d'être Français, Allemand ou Turc? Travailleras-tu moins? Gagneras-tu davantage?

« Pourquoi donc, alors, te faire crever pour la Patrie ?

« Réfléchis, camarade. Et tu sauras bientôt pourquoi on t'a prêché le patriotisme comme une religion. C'est qu'il en faut une « pour le peuple », et que l'ancienne ne prenait plus. Alors on t'a chanté cette guitare. On t'a lancé sur « l'ennemi héréditaire », afin que tu oublies « l'ennemi de classe ». Sur l'autel, où la madone ne faisait plus recette, on a installé la Patrie, et tandis que tu te courbais, bon prolo, devant Elle, ton patron entassait paisiblement ses écus. Faisais-tu mine de regimber contre ta tâche ? On te montrait « le uhlan qui guette la trouée des Vosges » bienheureux quand on ne t'envoyait pas au Mexique ou en Chine recevoir la nécessaire saignée.

« Et tu continuerais à marcher ? Conscrit, on te prend pour une bête ! Le prolétaire n'a pas de patrie. Il a un ennemi : le patron, et des frères : ses compagnons de misère. Voilà ce que tu dois retenir.

« On te présentera le drapeau. On te dira que ce morceau d'étamine symbolise la Patrie, que sous ses plis il n'est plus ni bourgeois ni ouvriers, mais seulement des Français. Conscrit, ne t'y laisse pas prendre : ce drapeau-là n'est pas le tien. Sous la monarchie comme sous la République, tes ennemis l'ont levé contre nous. En juin 1848, au 2 décembre, sous la Commune, ce sont ses défenseurs qui ont fusillé tes aînés.

Ce drapeau là, c'est leur drapeau à eux. Ton drapeau, c'est le drapeau rouge, celui des sans-patrie. C'est celui qui, sans distinction de nationalités stupides, rassemble tous les prolétaires en marche vers la libération, et qui porte la devise de l'Internationale :

Travailleurs de tous les pays, unissez-vous !

Par les soins des groupes socialistes révolutionnaires, il s'est écoulé en trois mois 40,000 exemplaires de cette feuille antipatriotique.

En même temps, la Confédération générale du Travail accomplissait parallèlement une propagande de même nature.

Un Congrès des Bourses du Travail tenu à Alger en septembre 1902, décidait de publier et de répandre une brochure, le *Manuel du Soldat*, spécialement destinée à apprendre aux enfants du peuple leurs devoirs envers le peuple, pendant le temps qu'ils passent sous les drapeaux.

Voici la conclusion du *Manuel du Soldat :*

« Camarades, votre raison doit vous interdire de tuer d'autres hommes, vos semblables. Vous vous refuserez à obéir si l'on veut faire de vous des meurtriers !

« Votre conscience de travailleurs vous défend de tirer sur d'autres travailleurs.

« Si l'on vous envoie dans les grèves :

« Vous ne tirerez pas !

« L'on veut faire de vous des machines à tuer?...

Révoltez-vous ! Et que tremblent enfin ceux qui osent vous armer contre vos frères, car votre ennemi, c'est seulement celui qui vous exploite, vous opprime, vous commande et vous trompe !

« Si l'on veut absolument que vous soyez des meurtriers avec les armes mises entre vos mains, ne soyez pas des fratricides ! »

Le *Manuel du Soldat* vise surtout l'emploi de l'armée dans les grèves.

Mais Georges Yvetot, le vaillant secrétaire de la Fédération des Bourses du Travail, qui l'a rédigé et qui en a porté la responsabilité devant les tribunaux, ne s'est pas borné à faire de cette brochure un catéchisme pour soldats aux grèves, il a traité le problème de l'Internationalisme avec ampleur et il s'est attaqué au patriotisme lui-même.

« La Patrie, dit le *Manuel du Soldat*, est partout où il y a des hommes qui luttent, peinent, souffrent, travaillent, espèrent et se révoltent contre les injustices sociales...

« Religion ou Patrie, cela se vaut...

« Faire le signe de la croix ou saluer le drapeau, dénote la même triste mentalité. »

Tandis que les groupes socialistes-révolutionnaires répandaient *Le Conscrit*, les Bourses du Travail répandaient par les Syndicats le *Manuel du Soldat*. Tiré une première fois à 20.000 exemplaires, il a fallu en tirer successivement huit éditions très rapprochées. En deux ans, 100.000 *Manuels du Soldat* ont été ainsi écoulés.

Le gouvernement et la caste militaire se sont d'ailleurs ingéniés à favoriser la propagande antipatriotique.

La brutalité et la morgue de beaucoup d'officiers et de sous-officiers, l'attitude de l'état-major et de la très grande majorité des officiers dans l'affaire Dreyfus, et surtout l'emploi immodéré des troupes dans les grèves, ont d'ailleurs singulièrement facilité, dans les centres ouvriers, la diffusion des doctrines du *Conscrit* et du *Manuel du Soldat*.

Il y a des socialistes parlementaires qui réclament à cor et à cri que les classes dirigeantes n'envoient plus de soldats dans les grèves, surtout préventiment.

Ce sont les mêmes qui rêvent de régler les conflits entre le patronat et le salariat par des arbitrages obligatoires, ceux qui font ce tour d'acrobatie, de concilier la lutte de classe et la paix sociale.

Le prolétariat des centres ouvriers français ne semble heureusement pas d'humeur à soumettre ses conflits à des arbitrages dont le patronat aurait mille moyens obliques de violer les sentences ; ni à faire des grèves sages, pacifiques, qui leur concilieraient peut-être les bonnes grâces de la petite bourgeoisie radicale et radicale-socialiste, mais qui les obligeraient à capituler sans conditions, lorsqu'ils auraient épuisé leurs gros sous.

Les seules grèves qui aient des chances d'aboutir

vite, ce sont celles qui n'hésitent pas à recourir aux moyens d'intimidation de l'action directe.

Avec cet état d'esprit de plus en plus général dans les centres ouvriers français, la bourgeoisie ne peut pas renoncer à l'emploi préventif des troupes; elle ne le pourrait pas, même si elle le voulait.

Et il est heureux qu'elle ne le puisse pas.

Il est heureux, malgré les victimes ouvrières que peuvent faire les balles, que la bourgeoisie dirigeante, à la première grève importante, exhibe l'armée nationale.

Il est heureux que, par cette démontration concrète qui saute aux yeux, et qui vaut plus que cent discours et que cent mille brochures, la masse de la classe ouvrière sente brutalement ce qu'est une patrie, et à quoi sert l'armée.

Il ne fallait pas moins que les tragédies de Fourmies et de Limoges, les charges brutales de cavalerie, et les déploiements de troupes de toutes sortes, qui donnent aux villes en grève l'aspect de villes en état de siège, pour dessiller les yeux de cette classe ouvrière jusqu'ici si cocardière, si bêtement patriote.

Aujourd'hui, grâce à la propagande du *Conscrit,* à celle du *Manuel du Soldat,* et au concours précieux que les groupements leur ont prêté, une réaction salutaire est accomplie.

Il y a quatre ou cinq ans, la masse des ouvriers français, chaque 14 Juillet allait assister aux revues qui étaient pour eux, dans chaque ville de garnison,

le clou de la fête nationale, et elle saluait pieusement les drapeaux et les étendards.

Aujourd'hui, si le Parti socialiste le voulait, on trouverait dans toutes les villes ouvrières des milliers de travailleurs pour crier sur le passage des troupes : « A Limoges ! A Limoges ! », pour siffler l'icone tricolore et, en cas de guerre, pour refuser de se laisser mener à l'abattoir.

CHAPITRE XXVIII

La Propagande antipatriotique chez des ruraux français : l'œuvre du « Pioupiou de l'Yonne ».

Le Conscrit, le *Manuel du Soldat* ont surtout eu de l'action dans les milieux ouvriers : ils visaient le prolétariat, et plus particulièrement le prolétariat des villes.

Mais la France est un pays agricole, et un pays de petits propriétaires ruraux.

Ce sont des paysans qui forment le gros des régiments français.

On les sait entichés de leurs petites propriétés, fort rebelles au socialisme, non point les journaliers agricoles assurément, mais les petits propriétaires.

Ils sont le suprême espoir des hommes du parti de l'ordre, la digue indestructible que ceux-ci espèrent opposer indéfiniment à la marée montante du socialisme révolutionnaire.

Encore une illusion qu'il leur faudra perdre !

Les résultats de la campagne du *Pioupiou de l'Yonne* prouvent qu'il n'est pas très difficile de faire une brèche à leur digue indestructible, et que l'antimilitarisme internationaliste et antipatriotique

pourrait bien devenir le trait d'union entre les masses paysannes et le prolétariat des villes.

Le département de l'Yonne est un département presque exclusivement agricole : les plus grandes villes, Sens et Auxerre, bien qu'elles aient quelques usines, sont surtout des marchés agricoles ; le centre le plus peuplé du département n'a pas 20.000 habitants.

Les journaliers ne sont nombreux que dans la Puisaye, région boisée qui occupe tout le sud du département, et la forêt d'Othe qui le longe dans toute sa largeur : l'hiver, ils travaillent au bois ; l'été, ils font la fauchaison et la moisson. Beaucoup d'entre eux ont quelques lopins de terre, sauf dans la Puisaye où règne la grande propriété.

Mais la plus grande partie de la population rurale est composée de petits propriétaires, vignerons ou cultivateurs, aussi attachés qu'en n'importe quelle autre région de France à leurs petites propriétés, aussi réfractaires que partout ailleurs à l'idée d'une propriété collective de la terre ; au demeurant, très démocrates, très anticléricaux, excellents radicaux.

Comme tous les radicaux français, ils furent longtemps des nationalistes sans le savoir : il fallut la crise de l'affaire Dreyfus pour épurer un peu leur patriotisme, le débarrasser de ce qu'il contenait de grossier chauvinisme et d'entraînement militariste : pourtant leur patriotisme restait intact, entretenu par les souvenirs des trois invasions que leur

département a connues au XIX[e] siècle : 1814, 1815, 1870-71.

Beaucoup de communes possèdent leur monument commémoratif de la dernière guerre, qui est chaque année, dans plusieurs localités, le rendez-vous d'un pieux pèlerinage ; chaque localité importante a sa section de secours mutuels d'anciens soldats « Les Vétérans », dont la devise : « Oublier, Jamais ! », dit assez le caractère patriotique. A chaque inauguration de monument commémoratif, à chaque pèlerinage patriotique, à chaque banquet de vétérans, les hommes politiques du pays embouchaient la trompette guerrière et parlaient de revanche, en roulant des yeux terribles dans la direction des Allemands.

Tel est le terrain sur lequel, en 1900, les socialistes de l'Yonne commencèrent à semer à pleines mains l'antimilitarisme et l'internationalisme.

En avril 1900, les groupes socialistes du département, qui comprenaient à peine 300 ou 400 cotisants, après avoir réuni péniblement quelques centaines de francs, fondaient *Le Travailleur Socialiste*, organe hebdomadaire de la Fédération des Travailleurs socialistes de l'Yonne.

Le Travailleur Socialiste adopta instinctivement la seule ligne de conduite qui convînt dans un pays de ruraux.

En exposant de suite le collectivisme agraire, on risquait d'effaroucher les petits propriétaires ruraux : *Le Travailleur* se borna, les premières

années, à dissiper les préjugés des paysans contre le collectivisme ; on leur répéta que nul ne voulait prendre leurs terres ; on s'évertua surtout à leur faire comprendre le sens des revendications des ouvriers des villes et la légitimité de l'expropriation de la classe capitaliste qui, dans les centres ouvriers, tient les usines, les grands magasins, les mines, les maisons d'habitation ; on s'aperçut vite que les propriétaires ruraux, en bons démocrates, étaient portés par leurs sympathies naturelles, non vers la bourgeoisie capitaliste qu'ils détestent, mais vers la classe ouvrière, et qu'ils ne lèveraient pas le petit doigt pour défendre la grande propriété capitaliste, du moment qu'il était bien entendu qu'on leur laisserait leur lopin de terre.

Ce n'est que bien plus tard qu'on leur montra les inconvénients de la petite propriété individuelle et les avantages de toutes sortes qu'aurait pour eux-mêmes le régime de la propriété collective de la terre, sans d'ailleurs qu'on soit arrivé, de ce côté, pour le moment, à d'autre résultat qu'à dissiper leurs préjugés contre le socialisme agraire.

Mais, dès ses premiers numéros, le *Travailleur* avait compris que c'était par un autre bout qu'il fallait faire pénétrer le socialisme internationaliste dans les masses rurales ; l'habileté consista à le leur présenter, non sous l'aspect « socialisme », mais sous la face « antimilitarisme et internationalisme ».

Les résultats furent si bons, qu'au bout d'un an, on décida d'ouvrir, dans les colonnes du *Tra-*

vailleur, une souscription pour créer une feuille spéciale antimilitariste qui paraîtrait deux fois par an, au moment du tirage au sort et à l'époque du départ de la classe, et qu'on enverrait gratuitement à tous les conscrits du département; ce fut le *Pioupiou de l'Yonne.*

En un style sans prétention, à la portée des travailleurs des champs, avec des caractères d'imprimerie assez forts, souvent avec des gravures très parlantes, *Le Pioupiou de l'Yonne* alla porter la parole antimilitariste, internationaliste et antipatriotique, jusqu'au fond des moindres villages.

Veut-on une idée de la manière du *Pioupiou de l'Yonne.*

Voici d'abord, un article du *Pioupiou* n° 1, qui parut en 1901 :

AUX CONSCRITS

Petit conscrit, enfant du peuple, pourquoi vas-tu à la caserne?

— Par peur des gendarmes qui m'enverraient à Biribi en cas de refus de service.

— Petit conscrit, enfant du peuple, pourquoi hais-tu la caserne?

— Parce qu'il me répugne de me laisser affubler d'un costume de bouffon; parce que je n'ai aucun goût pour faire le pantin dans les rues et sur les places; parce que je crains de ne pouvoir supporter

sans broncher et sans riposter les rebuffades d'un gradé mal embouché; parce que j'ai autre chose à faire de plus utile que de servir de larbin, de groom, de cocher, de palefrenier, de cuisinier, de déménageur ou de bonne d'enfant à mes officiers et à leurs femmes; parce qu'il me déplaît d'être le dindon qui fait 3 ans, tandis que les fils des riches, qui ont eu les moyens d'user leurs fonds de culotte jusqu'à 26 ans sur les bancs des écoles, ne font qu'un an; parce que je sais qu'à nos portes, en Suisse, par une organisation intelligente, économique et démocratique, on a réussi à organiser une solide armée de soldats-citoyens, en ne demandant à tous que 6 à 8 semaines au plus de service militaire ; parce que j'ai conscience qu'avec une pareille organisation nous serions impropres à toute guerre offensive — et de guerre offensive, je n'en veux point — tout en restant redoutables encore s'il fallait, contre une agression injustifiée d'un despote voisin, défendre la République et nos minces libertés, les seules choses que je sois décidé à défendre jusqu'à la mort. Je hais la caserne enfin, parce que si un jour je suis dans la douloureuse nécessité de me servir d'un fusil, je veux que ce soit contre mes ennemis véritables ; car par dessus tout, ce que je hais c'est de devenir une machine à tuer par ordre.

— Petit conscrit, enfant du peuple, que penseras-tu à la caserne, quand tes officiers te diront que tu leur dois l'obéissance passive, qu'il te faut exécu-

ter leurs ordres, *tous leurs ordres*, sans examen et sans discussion.

— Je laisserai dire mais je penserai en moi-même, ou bien tout haut devant les camarades, qu'il y a des circonstances où je ne reconnais qu'un seul chef, un seul maître : ma conscience.

— Petit conscrit, enfant du peuple, que feras-tu si tes chefs un jour te mènent, fusil chargé, contre des travailleurs en grève?

— Je supporterai avec patience les injures et les quelques pierres que les grévistes affamés pourront nous lancer à la tête et je dirai à mes camarades qu'en cas de commandement de faire feu le devoir des poltrons est de tirer en l'air, celui des hommes de cœur de refuser de tirer sur leurs frères, les travailleurs en blouse.

— Petit conscrit, enfant du peuple, que feras-tu si tes chefs demandent des volontaires pour aller à Madagascar, au Tonkin, en Chine ou ailleurs défendre « nos intérêts » et « l'honneur » du drapeau ?

— Je tâcherai d'abord de ne pas leur éclater de rire au nez quand ils viendront nous débiter leurs tirades patriotiques, puis je dirai aux têtes brûlées ou aux pauvres d'esprit qui seraient tentés de s'enrôler : il faut être stupide, quand soi-même on est un miséreux et un exploité, pour aller crever là-bas de fièvre ou de dysenterie afin de permettre à quelques galonnés de pêcher dans le sang galons et décorations, à quelque grosse maison de com-

merce de gagner des millions par l'exploitation des indigènes, à une poignée de missionnaires d'introduire à l'autre bout du monde des dogmes abêtissants et dangereux. Je leur dirai que c'est le dernier des métiers que celui qui consiste à s'introduire, armés de fusils à répétition et de canons à la mélinite, chez des peuples mal armés et incapables de se défendre pour leur voler leur pays; que toutes ces expéditions, de quelque prétexte hypocrite qu'on essaye de les justifier, ne sont que des actes de brigandage indignes de peuples civilisés.

— Petit conscrit, enfant du peuple, que feras-tu, si dans quelques mois, les affaires de Chine, amenant un conflit entre les nations européennes, il est question de te conduire à la boucherie, pour défendre notre glorieux allié, le tsar de toutes les Russies? Que feras-tu si alors, dans la ville où tu tiendras garnison, tu vois des milliers de travailleurs, républicains et socialistes, parcourir les rues en criant : « A bas la guerre! » Que feras-tu si on veut te mener contre ces gens, qu'on te représente comme des traîtres, vendus aux Prussiens et aux Anglais?

— Je dirai à mes camarades que ces hommes ont raison de ne pas vouloir être menés à la boucherie pour les beaux yeux du tsar ou pour lui consrever une grosse part du gâteau chinois; qu'ils ont raison de refuser de tirer, pour des intérêts pareils, contre les travailleurs anglais ou allemands, nos frères de travail et de misère; et comme les

manifestants, je crierai moi aussi : « Vive la paix, universelle ! A bas la guerre ! »

On remarquera que, soit par crainte d'effaroucher le lecteur, soit parce que c'était alors sa conviction, l'auteur de cet article admet encore la défense nationale « en cas d'agression injustifiée d'un despote voisin. »

Voici un autre article, du même auteur. Il a paru dans le *Pioupiou* nº 8, en date du 1er novembre 1904. Il marque une évolution de l'auteur, évolution qui est celle du *Pioupiou de l'Yonne* et de la Fédération de l'Yonne, dans la voie de l'antipatriotisme.

LA PROPAGANDE A LA CASERNE

Le Pioupiou de l'Yonne. — C'est amusant hein ! de se promener, pendant des heures, les bras ballants, pour tuer le temps. Et c'est cela notre rente tous les dimanches, pendant trois ans !

L'autre pioupiou. — Pour sûr que je serais mieux au pays !

Le Pioupiou de l'Yonne. — Perdre les trois plus belles années de sa vie à faire « le Jacques » ! ça me donne des nausées rien que d'y songer !

L'autre pioupiou. — Faut bien !

Le Pioupiou de l'Yonne. — Faut bien ! pourquoi ?

L'autre pioupiou. — Pourquoi ? Pourquoi ? Eh ! bien ! pour défendre la patrie, quoi, pour défendre nos biens !

Le Pioupiou de l'Yonne. — Tu as des biens, toi ?

L'autre pioupiou. — Moi? Non. Chez nous, en Bretagne, presque toutes les bonnes terres appartiennent à des châtelains ou à des bourgeois; mon père est fermier : il n'a pas un lopin de terre.

Le Pioupiou de l'Yonne. — Alors, ton père n'a pas de bien à lui, à défendre.

L'autre pioupiou. — Non!

Le Pioupiou de l'Yonne. — Et toi, qu'est-ce que tu fais de ton métier.

L'autre pioupiou. — Je suis valet de ferme.

Le Pioupiou de l'Yonne. — Je vois que tu as autant de biens à défendre que ton père.

L'autre pioupiou. — Dame! oui! à peu près!

Le Pioupiou de l'Yonne. — Et ton voisin de lit, l'ouvrier tisserand, est-ce que tu crois qu'il a des biens à défendre? L'usine où il travaille ne lui appartient pas; pour un oui, pour un non, on peut le jeter à la rue comme un chien; que son patron ait intérêt à employer une machine nouvelle qui fasse plus de travail que l'ancienne, et il le flanque dehors; débrouille-toi mon ami! Je n'ai plus de travail pour toi!

Et ton autre voisin de lit, celui qui est entre nous deux, l'employé de chemin de fer : est-ce qu'il a des biens lui? Est-ce qu'il a la moindre action de chemin de fer?

L'autre pioupiou. — Il a, comme le tisserand, comme moi, son salaire, de quoi graisser sa machine humaine, pour qu'elle puisse rendre du travail à ceux qui nous emploient.

Le Pioupiou de l'Yonne. — Tu n'es pas si bête que tu en as l'air !

Suppose que, du jour au lendemain, nous devenions Anglais, ou Allemands, ou Italiens, ou que les Anglais, les Allemands, les Italiens deviennent Français, dis-moi, qu'est-ce qu'il y aurait de changé au fond ?

Les ouvriers de chemins de fer, les tisserands, les domestiques de ferme, les fermiers, tous les petits, tous les sans propriété ne seraient ni plus, ni moins riches.

L'autre pioupiou. — Et toi, qu'est-ce que tu fais, de ton métier ?

Le Pioupiou de l'Yonne. — Je suis cultivateur et vigneron ; je travaille mes terres ; j'en ai assez pour m'occuper, et je ne suis guère plus riche pour cela ; je noue les deux bouts, quoi ! tout juste.

L'autre pioupiou. — Alors, toi, tu as quelque chose à défendre.

Le Pioupiou de l'Yonne. — Moi ! pas plus que toi ! Suppose que nous devenions tous Allemands, Anglais, ou Italiens, eh bien, tu crois qu'on m'enlèverait mon champ. Pas de danger ! Quand les Allemands ont pris l'Alsace et la Lorraine, ils ont laissé aux particuliers ce qu'ils possédaient : les petits propriétaires sont restés petits propriétaires, les sans-propriété sont restés gueux comme devant, et les gens riches sont restés riches, comme par le passé ; rien de changé, mon garçon !

L'autre pioupiou. — Alors, ça t'irait d'être Allemand, ou Anglais au lieu d'être Français?

Le Pioupiou de l'Yonne. — Moi! je m'en fiche comme de l'an quarante! Gueux aujourd'hui, gueux demain! machines à travail et bêtes de somme aujourd'hui, machines à travail et bêtes de somme demain! C'est kif-kif bourricot, comme dit l'adjudant Delavache.

L'autre pioupiou. — Pourtant, l'autre jour, tu me disais que tu étais un républicain! Alors, ça ne te ferait rien d'être sous un roi, ou sous un empereur?

Le Pioupiou de l'Yonne. — Ma foi! pas grand chose!

Il y a si peu de différence, à part l'étiquette, entre l'empire allemand et la république française, du moins la république bourgeoise telle que nous l'avons aujourd'hui.

Tu me diras qu'ici on a le droit de se syndiquer; eh bien! là-bas aussi; qu'ici on a le droit de dire à peu près ce qui nous plaît dans les journaux : c'est la liberté de la presse sauf à être poursuivi quand ce qu'on écrit déplaît au gouvernement; en Allemagne, c'est à peu de chose près la même liberté.

Ici on tient des réunions publiques : là-bas aussi!

Ici on manifeste dans la rue, mais la police nous cogne dessus; là-bas de même.

Ici quand on fait grève on envoie les soldats

pour bousculer et fusiller les grévistes ; là-bas pareillement.

Ici on a des écoles, c'est vrai ; là-bas on en a tout autant, et l'instruction est même plus répandue que chez nous.

Même en Allemagne les ouvriers infirmes ou trop vieux ont tous des pensions de retraite, ils ont cela depuis près de 20 ans ; et chez nous, dans notre république, cette mesure d'humanité est encore à l'état de projet !

Tu vois que république française ou monarchie allemande c'est à peu près bonnet blanc, blanc bonnet.

L'autre pioupiou. — Alors, si nous n'avons rien à défendre, ni nous, ni les ouvriers ou les paysans allemands, qu'est-ce que nous faisons dans les casernes ?

Le Pioupiou de l'Yonne. — Nous servons les uns et les autres de chiens de garde à nos maîtres, ceux de la classe riche, à un million de gens riches qui possèdent les actions de chemins de fer, de mines, de Compagnies industrielles et commerciales, qui possèdent tous les grands domaines agricoles et les plus belles forêts.

Si les ouvriers qu'ils emploient bougent, réclament du pain, nous sommes là pour leur donner du plomb.

L'autre pioupiou. — Il faut bien qu'il y ait des riches et des pauvres, il faut bien qu'il y ait des

capitalistes pour faire marcher les usines, les chemins de fer, et payer les salaires.

Le Pioupiou de l'Yonne. — Non ! il n'y a pas besoin de capitalistes ; ce qu'il faut ce sont des capitaux.

Mais les capitaux, c'est la terre, les machines, les usines, les banques, : eh bien ! ces capitaux, il faut qu'ils appartiennent non pas à un million de bourgeois plus ou moins frelons, mais aux 38 millions de Français que nous sommes.

Il faut que des syndicats d'ouvriers et de paysans sous la direction d'ingénieurs, avec des machines perfectionnées, produisent tout ce qui est nécessaire à la nourriture, au vêtement, au logement, au travail de tous : grâce au travail en grand, grâce au perfectionnement des machines, grâce à l'obligation imposée à tous de participer à un travail utile, quelques heures de travail par jour suffiront à assurer à tous un large bien-être et une large instruction.

Tous ces produits, fabriqués par grandes quantités, dans les usines ou dans les domaines publics, seront vendus aux consommateurs, sans passer par des millions d'intermédiaires inutiles, directement dans de vastes magasins communaux.

Payés en billets d'une banque nationale, les producteurs achèteront avec les mêmes billets tout ce qui sert à leur consommation dans les magasins publics.

Avec un fond de réserve, les enfants des deux

sexes seront élevés dans leur famille aux frais de la collectivité; les malades, les infirmes, les vieillards recevront une pension de retraite leur assurant tous les soins et tout le bien-être auxquels ils ont droit.

De cette façon, ce que le travail rapportera entrera dans la poche de tout le monde et non plus de quelques-uns : le revenu de la terre et des usines formera un immense fonds social qui sera réparti entre tous les travailleurs. La société distribuera chaque année des dividendes à tous ses membres, comme une compagnie par actions, à ses actionnaires.

Voilà ce que réclament non seulement les ouvriers d'usines et des champs qui ne sont pas des imbéciles, mais encore les petits propriétaires paysans comme moi, les petits patrons, les petits boutiquiers qui sont menacés par la concurrence des grands domaines agricoles, des grandes usines, et des gros magasins et qui en ont assez de vivre dans l'insécurité du lendemain.

C'est contre les gens qui réclament cela, que nous sommes chargés, nous les travailleurs en uniforme, de tirer, s'ils se révoltent, las de se faire tondre et saigner par les capitalistes actuellement maîtres de tous les moyens de production.

C'est pour cette jolie besogne de chiens de garde du capital, que nous les gueux, les exploités, nous sommes à la caserne.

Nous sommes ici pour maintenir dans la misère

et la servitude la classe des travailleurs à laquelle nous appartenons.

L'autre pioupiou. — Alors, tu refuserais de marcher et de tirer sur les grévistes ?

Le Pioupiou de l'Yonne. — Parfaitement ! sans l'ombre d'une hésitation. Je me considérerais comme une brute imbécile si je tirais sur des travailleurs comme moi, qui travaillent pour moi et pour les miens.

C'est tout au plus si je serais assez maître de moi pour ne pas décharger mon fusil sur l'officier qui oserait me commander cet assassinat.

L'autre pioupiou. — Et en cas de guerre avec les Allemands, qu'est-ce que tu ferais ?

Le Pioupiou de l'Yonne. — Eh bien ! je déserterais pour ne pas me laisser traîner à la boucherie comme un veau, à la façon des Japonais et des Russes qui s'entr'égorgent en ce moment pour les beaux yeux de leurs classes dirigeantes...

L'autre pioupiou. — C'est lâche de déserter !

Le Pioupiou de l'Yonne. — Non ! Ce qui est lâche, c'est de se laisser traîner comme un veau à l'abattoir, quand on est un homme de cœur, pour le caprice ou pour l'ambition de la classe qui nous gouverne et qui nous exploite.

L'autre pioupiou. — T'as peut-être raison !

Le Pioupiou de l'Yonne. — Ou bien, si nous sommes assez nombreux, nous nous entendrons, socialistes allemands et socialistes français, et au signal de la déclaration de guerre, nous nous grou-

perons en armes et nous marcherons, les socialistes allemands contre la bourgeoisie allemande et nous, contre la bourgeoisie française pour installer la cité socialiste de bien-être et de lumière pour tous. Plutôt que de risquer notre peau à nous battre contre des ouvriers ou paysans allemands qui ont les mêmes intérêts que nous et qui ne nous ont rien fait, nous marcherons contre la classe riche qui nous tond.

L'autre pioupiou. — Et c'est à convertir les recrues comme moi à tes idées que tu passes ton temps, le soir à 5 heures après la soupe, et le dimanche, dès que tu es sorti de la caserne?

Le Pioupiou de l'Yonne. — Parfaitement!

L'autre pioupiou. — Tu vas finir par te faire envoyer à Biribi! voilà tout ce que tu vas gagner.

Le Pioupiou de l'Yonne. — Bah! on prend ses petites précautions: on sait à qui on parle. On ne cause pas à la première brute venue.

Et puis, il faut bien risquer quelque chose!

C'est parce que dans tous les temps et dans tous les pays il y a eu des gens qui ne craignaient ni la prison ni la mort que les idées nouvelles ont pu se propager, et apporter à notre pauvre humanité un peu de soulagement à sa misère. G. H.

Le Pioupiou de l'Yonne aurait eu une action beaucoup plus lente si le ministère de la guerre ne s'était évertué à lui faire une tapageuse réclame.

Quatre fois en trois ans, le général André, avec

une persévérance digne d'un meilleur sort, mit gracieusement à la disposition des rédacteurs du *Pioupiou de l'Yonne* la salle de la Cour d'assises d'Auxerre, pour une conférence publique et contradictoire avec le procureur de la République ; par une délicate attention, l'autorité militaire, sous prétexte de maintenir l'ordre dans le public nombreux qui assistait à chacune de ces audiences sensationnelles, envoyait un piquet de soldats du régiment d'Auxerre qui ne perdaient pas un mot de tous les discours et qui les rapportaient le soir à leurs camarades de chambrée.

Quatre fois, le *Pioupiou de l'Yonne* fut inculpé d'injures à l'armée et de provocation de militaires à la désobéissance : quatre fois il fut acquitté.

La première fois, on trouva 4 jurés sur 12 pour voter la condamnation ; la deuxième fois on n'en trouva plus que 2 ; la troisième et la quatrième fois, on n'en trouva plus un seul.

Est-il besoin d'ajouter qu'à chaque nouvelle poursuite le tirage du *Pioupiou* augmentait ?

Le premier numéro n'avait été tiré qu'à 5.000 exemplaires ; les derniers numéros furent tirés à 15 et 20.000 ; en tout, en moins de quatre ans, il en fut tiré 127.000, presque tous écoulés dans l'Yonne.

Sans attendre ces succès pour les encourager, les socialistes de l'Yonne, créèrent, à côté du *Pioupiou de l'Yonne* une caisse de propagande, alimentée par les cotisations volontaires des militants et des

groupes, pour permettre à des conférenciers d'aller exposer, dans les moindres communes, les doctrines du *Pioupiou*.

Cette caisse de propagande, jamais tarie, a permis de payer les frais de chemins de fer d'un conférencier qui, tous les samedis et tous les dimanches, quelquefois trois et quatre fois la semaine, part de Paris et visite tour à tour les communes du département : sur 480 communes, il en a à l'heure actuelle visité 400; dans la plupart des communes, la salle est comble; dans quelques-unes, les femmes sont presque aussi nombreuses que les hommes.

Quel est le résultat obtenu par le *Pioupiou de l'Yonne?*

Il y a cinq ans, les paysans de l'Yonne étaient d'ardents patriotes, presque des nationalistes : aujourd'hui ils sont pour la plupart nettement antimilitaristes et internationalistes.

Il y a cinq ans, les « Vétérans », à la moindre occasion, jouaient au soldat, comme de grands enfants, s'exhibaient derrière leur drapeau, musique en tête, marchant au pas, l'allure martiale ; aujourd'hui beaucoup de vétérans s'excusent de rester dans ces sociétés et déclarent n'y rester que pour les avantages de la mutualité.

Il y a cinq ans, les hommes politiques, à chaque cérémonie patriotique, parlaient de Revanche ; aujourd'hui, les mêmes hommes politiques, baromètres sensibles aux changements d'opinion du corps électoral, ne craignent pas, au pèlerinage annuel, au monu-

ment des morts pour la patrie, de tenir les propos les plus pacifiques, les plus internationalistes ; chaque cérémonie patriotique peu à peu devient une manifestation antipatriotique ou tout au moins internationaliste, où la *Marseillaise* est remplacée par les chants de l'*Internationale* et *Guerre à la Guerre*.

Il y a cinq ans, les recrues de l'Yonne auraient été dans la main de leurs officiers des instruments aussi dociles contre les ouvriers des villes que les recrues de n'importe quel autre département ; aujourd'hui que les défiances à l'égard de la classe ouvrière et du socialisme ont disparu, les pioupious de l'Yonne n'offrent guère plus de sécurité à l'autorité militaire que les contingents des grands centres ouvriers socialistes eux-mêmes.

Il y a cinq ans, en cas de mobilisation, l'idée ne serait même pas venue qu'on pût hésiter à se rendre à la caserne ; aujourd'hui, on prêche ouvertement, aux applaudissements d'auditoires entiers, l'antipatriotisme avec la grève des réservistes en cas de guerre, et les militants socialistes ne se cachent nullement pour déclarer qu'eux, du moins, ne marcheraient en aucun cas.

Voilà ce qu'une poignée de militants socialistes, qui tous étaient des hommes d'action et non des théoriciens, ont fait, non en vingt ans, ni en cinquante ans, mais en quatre ans.

Ils ont fait en somme la démonstration, la démonstration expérimentale, que le socialisme internationaliste peut entamer les masses paysannes,

s'assurer tout au moins leur bienveillante neutralité en cas de grève ou de Révolution, et en cas de guerre leur active complicité.

Et comme les paysans de l'Yonne ne sont pas faits d'une autre pâte que ceux du reste de la France, on peut affirmer que le jour où dans chaque département, les Bourses du Travail régionales et la Fédération socialiste locale voudront entreprendre la même propagande méthodique et tenace, la France paysanne toute entière sera notre complice lorsque nous répondrons, dans les villes, au prochain ordre de mobilisation, par la Révolution sociale.

CHAPITRE XXIX

La question sera posée.

Le 26 avril 1905, pour fêter l'unité socialiste, enfin réalisée, un grand meeting réunissait dans l'immense salle de Tivoli-Vaux-Hall, avec la plupart des délégués qui avaient pris part au Congrès d'unité, plusieurs milliers de militants socialistes appartenant à toutes les anciennes fractions qui venaient de se fondre en un grand Parti « de lutte de classe et de révolution. »

Là, un orateur qui avait été au Congrès, délégué de la Fédération de l'Yonne, fit des déclarations nettement antipatriotiques.

Le lendemain, la presse nationaliste reproduisait ces propos subversifs en bonne place, heureuse de les exploiter contre les chefs parlementaires du Parti.

Il y a à Paris deux grands quotidiens qui se recommandent du socialisme : l'un, *la Petite République*, dont le rédacteur en chef est Gérault-Richard, député socialiste de la Guadeloupe ; l'autre, *l'Humanité*, que dirige Jaurès, député du Tarn.

Tous deux représentent la tendance réformiste et parlementaire du Parti.

Ils ne pouvaient rester muets en présence des commentaires venimeux de la presse nationaliste et conservatrice.

Tous deux, ils prirent chaleureusement en mains la défense du patriotisme.

Sous le titre « La Patrie en danger », et la signature de son rédacteur en chef, Gérault-Richard, *la Petite République*, publiait en tête de son numéro du 26 avril, l'article suivant :

LA PATRIE EN DANGER

Il y avait bien quinze jours que les détracteurs du Parti socialiste lui laissaient la paix au sujet de la guerre. Cela ne pouvait durer. L'occasion s'étant offerte, ils l'ont saisie à la gorge et lui ont fait rendre l'habituelle rengaine : les socialistes pactisent avec l'ennemi.

Les variations sur ce thème leur ont été fournies par le discours d'un orateur du meeting clôtural du Congrès d'unité. Cet orateur, dont ils soulignent à dessein la qualité de membre de la Commission administrative, c'est-à-dire de l'organe central du Parti, aurait blâmé les journaux socialistes de leur patriotisme, ajoutant que, dans sa fédération de l'Yonne, la question relative à l'attitude à observer en cas d'agression contre la France était résolue depuis longtemps par la négative.

« Sans nous préoccuper, aurait-il dit, de savoir « quel serait l'agresseur, nous répondrions à l'appel « aux armes par la grève générale des réservistes. »

Je n'assistais pas à la réunion ; j'ignore donc si ces paroles ont été prononcées. Mais, de prime

abord, je mettrais ma main au feu que le sens et le texte en ont été travestis, car elles contredisent formellement et le sentiment et la doctrine socialistes.

Le socialisme étant la révolte contre l'asservissement des hommes par d'autres hommes et se proposant de mettre fin aux violences qu'exercent certains individus sur d'autres individus, certaines collectivités sur d'autres collectivités, un socialiste ne supportera jamais qu'un homme maltraite son semblable, ni qu'un Empire attaque les armes à la main une République dans un but de lucre ou de domination. Si cette République est sa propre patrie, le socialiste ne verra tout de même là un prétexte à l'abandonner sans défense aux coups de l'agresseur, pas plus qu'il ne refuserait son aide à une femme violentée, sous prétexte que cette femme serait sa mère.

Voilà pour le sentiment socialiste, qui est, en somme, le sentiment humain.

La doctrine de notre Parti confirme cette donnée. En France, nous nous sommes toujours appliqués à dissiper la confusion volontairement établie par nos détracteurs entre l'internationalisme et l'antipatriotisme. Toutes les fractions socialistes professent sur ce point des principes identiques, ainsi qu'en témoignent les déclarations de tous ceux qui font autorité, de Jaurès à Guesde et à Vaillant.

Les socialistes de l'Yonne ne s'exceptent pas de cette règle. Témoin notre vieil ami Camélinat qui, attaqué aux dernières élections législatives dans son

passé de communard, répondait que la Commune avait été, en même temps qu'un soulèvement du Paris républicain et socialiste contre les menées monarchiques de l'Assemblée de malheur, une protestation du patriotisme parisien soulevé contre les capitulards.

Bebel, récemment, prononçait au Reichstag un discours où il réfutait cette accusation d'antipatriotisme, qui semble l'argument international des défenseurs du régime capitaliste. Il disait : « Au moindre danger, nous serions les premiers à mettre le fusil sur l'épaule, car, cette patrie allemande, elle est à nous plus qu'à vous... »

Personne n'a oublié les admirables protestations de Jaurès à la Chambre des députés, au sujet de notre prétendue adhésion à la violation du droit des gens commise sur la personne des Alsaciens-Lorrains.

Enfin, si l'orateur du meeting d'unité avait réellement tenu les propos que la presse nationaliste lui prête, il n'aurait obéi qu'à une préoccupation très forte de pacifisme, à moins d'un puffisme grossier et d'un cabotinage écœurant. Il aurait ainsi travaillé à la destruction de son idéal, car le moyen le moins faillible d'appeler sur soi une agression, c'est de publier son incapacité de défense ou sa résignation systématique à la défaite.

Le membre de la Commission administrative du Parti socialiste qui aurait prononcé le discours, que la réaction exploite avec délices dans tous ses jour-

naux, aurait donc manqué du même coup à la logique, à la doctrine socialiste et au sentiment d'humanité. Voilà pourquoi il ne faut voir, dans cette invention, qu'un nouvel exploit des faussaires aux abois.

GÉRAULT-RICHARD.

Viviani, ancien député de Paris, revenait à la charge dans le numéro de *l'Humanité* du 4 mai, dans l'article suivant, intitulé : « L'Idée de Patrie ».

L'IDÉE DE PATRIE

L'unité socialiste serait une des formes de l'inertie de la pensée et notre parti une congrégation, si nous n'avions pas le droit, au regard des membres de notre parti, de défendre notre propre opinion. Voilà pourquoi, quoi qu'en pensent nos ennemis, nous n'éprouvons aucune gêne à répudier sans réserve aucune les théories qui furent prêtées par la presse à un socialiste et qu'il vient, paraît-il, de revendiquer, si nous en croyons le journal *La Liberté*. Nous n'avons d'ailleurs aucun mérite à faire entendre cette répudiation, car tout le Parti socialiste est hostile à la pensée émise au Tivoli-Vaux-Hall et qui tendrait à soutenir que « quel que soit l'agresseur, nous répondrions en cas de guerre, à l'appel aux armes, par la grève générale des réservistes ». L'orateur a parlé comme il lui a plu ; il n'engage que lui et pas d'autre. Notre Parti tout

entier a trop souvent été appelé, sous le feu des calomnies, à discerner l'internationalisme de l'antipatriotisme, pour accepter ces théories qui tirent de leur allure paradoxale, plus que de leur prétendue nouveauté, une importance soulignée par tous les ennemis du socialisme, avec une joie qui pourrait peut-être éclairer l'orateur qui a fait entendre ces paroles.

Car, on pense bien que si la presse nationaliste relève ce discours, ce n'est pas qu'elle croie à sa portée. Elle sait bien qu'hormis celui qui le prononça, personne dans notre parti ne l'approuve. Seulement, elle trouve l'occasion de solidariser tout notre parti avec un homme et de lier notre doctrine à ce paradoxe, d'ailleurs détestable. Cent fois, notre Parti a dit le contraire. Cent fois, il a dit qu'il était prêt au cas d'une guerre, et sans considérer l'agresseur, à défendre le sol national et avec lui les droits de la patrie la plus libre et la plus douce qui soit sous le soleil, le patrimoine de la Révolution, ce legs immortel de civilisation humaine qui a coûté à nos pères assez de larmes et assez de sang pour que des fils ingrats ne le laissent pas disperser sous les coups de la force.

Voilà ce que nous avons toujours dit pour la France, Voilà ce que les socialistes des autres pays ont toujours proclamé, en ce qui les concerne et parmi eux, Bebel, il n'y a pas encore bien longtemps. S'il y avait dans les polémiques adverses une lueur de bonne foi, elles reconnaîtraient sur ce

point la permanence de nos doctrines, au lieu d'aller chercher dans les outrances d'un orateur isolé, maître de sa pensée et non de celle des autres, une indication. Mais pourquoi compter sur la bonne foi et sur l'équité ? Peu d'écrivains nationalistes pourraient tenir la plume, s'ils devaient se dispenser de les meurtrir chaque jour.

De pareilles doctrines ne sont pas seulement fausses. Elles sont funestes à notre parti, et s'il se laisse conduire par elles, ou s'il ne les désavoue pas hautement, il cherchera un jour, dans l'isolement, les traces de son influence et de son autorité. Cela est d'autant plus néfaste que le nationalisme hurlant et brouillon, prompt aux équivoques et aux mensonges, est prêt à se nourrir de ces paradoxes, dont pendant quelques jours il tirera une vie misérable. On voudrait l'armer, le justifier, rédiger par avance des manifestes, colorer par avance des discours qu'on ne pourrait pas mieux agir. Et cela d'autant plus et d'autant mieux que notre internationalisme, ignoré ou incompris ou travesti, prête aux sots et aux perfides, les interprétations les plus fausses. Nous sommes internationalistes ; nous voulons la paix entre les peuples, la paix entre les hommes, la répudiation de ce legs de barbarie sanglante attardé dans une humanité qui se vante de ses progrès. Nous voulons l'union des travailleurs et puisque l'exploitation de l'homme est universelle, que lui corresponde l'universelle résistance. Et nous comptons, avec le temps surtout, sur ces

unions fraternelles, pour éviter la guerre, plus que sur des grèves générales devant les baïonnettes ennemies. Si quelques-uns nous raillent, nous leur pouvons répondre déjà par des résultats et qui sont présents. Croit-on que tous les incidents diplomatiques qui sont survenus auraient eu cette terminaison heureuse, si depuis tant d'années ne circulait en Europe, sous le souffle ardent du prolétariat, une vie nouvelle de fraternité et de bonté ?

Voilà ce que veut notre Parti, ce qu'il a toujours voulu. Il n'a jamais dit ou voulu autre chose. C'est dans ses manifestes, ses discours, son œuvre collective qu'il faut chercher sa pensée générale et non dans la harangue d'un orateur qu'il n'a chargé d'aucun mandat. La France, certes, est à tous, mais elle est autant et plus au prolétariat qui a fait de son labeur ininterrompu sa splendeur matérielle ; qui a lutté pour elle, tout seul, aux époques de remplacement militaire, quand la bourgeoisie patriote procédait « à la traite des blancs » : qui en aura demain la charge glorieuse et qui la saura garder. Et sa noblesse serait de protéger demain de ses bras nus et armés, cette patrie où sa vie est si misérable, mais qui demeure pour lui l'instrument des réparations, des réformes, des révolutions et comme le levier surhumain dont Danton voulait soulever le monde.

René Viviani.

L'orateur du Tivoli-Vaux-Hall, dont la personne et les idées étaient ainsi houspillées, répondit aussitôt, dans le « Travailleur Socialiste », organe officiel de la Fédération socialiste de l'Yonne, par l'article suivant :

AUX INTERNATIONALISTES PATRIOTES

Pour une fois que je prends la parole à Paris devant un nombreux auditoire, je n'ai pas de chance.

Non seulement toute la presse nationaliste relève vertement mes propos impies, mais la grande presse socialiste ou à étiquette socialiste me malmène durement.

Gérault-Richard, du haut de son fromage de *la Petite République*, m'accuse, avec quelques précautions oratoires, de puffisme grossier et de cabotinage écœurant, ce qui met en liesse le journal de M. Merlou.

Viviani, plus délicatement, me fait savoir, dans *l'Humanité*, journal de Jaurès, que mon opinion sur la patrie n'est qu'une opinion exceptionnelle, presque monstrueuse, et que le Parti a de tout temps professé sur cette matière une opinion diamétralement opposée.

Toute cette grande colère, pourquoi ?

Parce que, au meeting de Tivoli-Vaux-Hall qui a clôturé le Congrès d'Unité socialiste, j'ai dit ce que je répète depuis trois ans dans les moindres

communes de l'Yonne, aux applaudissements non seulement de tous nos militants, mais de simples républicains démocrates paysans; j'ai dit qu'en cas de guerre avec l'Allemagne — comme en cas de conflit on ne sait jamais sur le moment qui est vraiment l'agresseur — nous, dans l'Yonne, nous répondrions à l'ordre de mobilisation par la grève générale des réservistes, d'abord, par l'insurrection ensuite ; que nous étions bien décidés à ne pas donner une goutte de sang, un centimètre carré de notre peau, pour les patries actuelles; et que nous entrions dans l'Unité avec l'idée de propager cette conception de l'internationalisme dans l'ensemble du Parti et, en particulier, chez les socialistes allemands qui, jusqu'ici, ont été d'une timidité excessive en matière d'internationalisme.

Gérault-Richard, Viviani et une bonne partie des parlementaires de notre Parti unifié répudient hautement cette conception de l'internationalisme.

C'est leur droit. Viviani a raison : l'Unité socialiste serait, en effet, une des formes de l'inertie de la pensée et notre Parti une congrégation si nous n'avions pas le droit, au regard des membres de notre Parti, de défendre notre propre opinion.

C'est aussi leur intérêt de parlementaires ; il ne faut pas effaroucher le troupeau électoral par des déclarations subversives.

C'est même peut-être aussi un devoir de reconnaissance envers une Patrie qui semble à Viviani

« la patrie la plus libre, la plus douce qui soit au soleil ».

Ils sont là, à la tête de l'ancienne fraction réformiste du Parti, quelques camarades qui peuvent la trouver libre et douce, eux qui se font, par leur travail et leur talent, je ne le conteste pas, des revenus de 25 à 30.000 francs par an, c'est-à-dire des revenus de capitalistes millionnaires ; je ne les leur reproche, ni les leur envie, ayant fort peu de besoins personnels ; mais je suis obligé de le constater pour m'expliquer avec quelle piété filiale, avec quelle reconnaissance attendrie, ils parlent de la patrie. La patrie bourgeoise actuelle est pour eux une mère : qu'ils la défendent donc jusqu'à la mort.

Mais ils s'abusent étrangement s'ils se figurent que le prolétariat besogneux, surmené et meurtri qui forme le gros du Parti, le prolétariat misérable pour qui la patrie française reste, sous l'étiquette républicaine, une aussi dure marâtre que l'empire allemand lui-même, est disposé à se faire tuer pour elle.

Viviani, après Gérault-Richard, affirme que tout le Parti socialiste répudie ma conception de l'internationalisme.

Et les socialistes de l'Yonne, au nom de qui je la propage depuis trois ans dans les moindres communes de l'Yonne, est-ce qu'ils ne sont pas du Parti socialiste ?

Et les socialistes du Loiret, de la Nièvre, du

Rhône, de la Loire, de la Somme, de Meurthe-et-Moselle qui ont applaudi mes déclarations antipatriotiques les plus brutales, est-ce qu'ils ne sont pas du Parti socialiste ?

Et les milliers de socialistes qui, au Tivoli-Vaux-Hall, hachaient mes déclarations de leurs tonnerres d'applaudissements, est-ce qu'ils ne sont pas du Parti socialiste, eux non plus ?

Ah ! le Parti socialiste tout entier répudie l'antipatriotisme !

Nous verrons cela au prochain Congrès du Parti unifié, nous verrons, en janvier prochain, si le Parti socialiste, fraction française de l'Internationale ouvrière, est patriote ou antipatriote.

J'en avertis les candidats qui aiment, en période électorale, à ménager la chèvre patriotique et le chou internationaliste, la question sera posée : n'est-ce pas, les sans-patrie de la Fédération de l'Yonne ?

Gustave Hervé.

Ceux-ci ne tardèrent pas à faire connaître leur sentiment ; si l'on s'en rapporte à la déclaration suivante qui parut dans l'organe officiel des travailleurs socialistes de l'Yonne, ce sentiment est exactement celui de l'orateur du Tivoli-Vaux-Hall.

« Les délégués des deux Fédérations de l'Yonne, réunis à Laroche le 14 mai en vue de l'unification des forces socialistes du département,

« Félicitent le camarade Hervé d'avoir exposé au

Tivoli-Vaux-Hall les idées antipatriotiques qui sont l'expression exacte des sentiments du Parti socialiste de l'Yonne.

« Blâment énergiquement le citoyen Gérault-Richard d'avoir pris prétexte des paroles d'Hervé pour lui adresser dans la *Petite République* de grossières injures qui nécessairement atteignent tous les socialistes qui pensent comme Hervé.

« Regrettent que le citoyen Viviani se soit arrogé le droit de présenter son opinion personnelle comme étant celle du Parti socialiste tout entier.

« Et considérant que peu importe aux prolétaires l'étiquette nationale et gouvernementale des capitalistes qui les subjuguent.

« Que l'intérêt de classe des travailleurs est, sans diversion possible, la lutte contre le capitalisme international.

« Répudient le patriotisme bourgeois et gouvernemental qui affirme mensongèrement l'existence d'une communauté d'intérêts entre tous les habitants d'un même pays.

« Et, devant les faits diplomatiques qui, de divers côtés, menacent de troubler la paix européenne, invitent tous les militants à répondre à toute déclaration de guerre, de quelque côté qu'elle vienne, par la grève des réservistes et l'insurrection. »

Bénard, Boullé, Clémendot, Duporc, Flogny, Rolland, Foltz, Jalmain, Millerat, Millet.

Si le Parti socialiste place avant tout la conquête électorale et parlementaire des pouvoirs publics, s'il n'est, malgré son affirmation révolutionnaire, qu'un Parti de réforme, un Parti de lente et paisible évolution, s'il ne se déclare Parti de révolution que pour la vaine gloriole de s'affubler d'un panache révolutionnaire, comme les ancêtres qui pour avoir l'air plus terrible se mettaient sur la tête des dépouilles d'animaux féroces, alors mis au pied du mur, il faudra qu'il dise qu'il est patriote.

Mais si au contraire le Parti socialiste est vraiment un Parti de révolution, qui ne sacrifie pas l'idéal ni l'avenir aux mesquines préoccupations électorales du moment, alors il répondra carrément qu'il est antipatriote.

En attendant que le Congrès international tout entier en soit saisi, le prochain Congrès du Parti socialiste, section française de l'Internationale ouvrière, va être mis en demeure de se prononcer sur cette grave question de principe et de tactique.

La question en tout cas sera posée.

Nous saurons bien alors ce que le Parti socialiste, qui se proclame Parti de lutte de classe et de révolution, pense de la patrie et de l'attitude à prendre en cas de guerre internationale ; nous saurons bien ce qu'il a dans le ventre, et s'il a quelque chose dans le ventre.

Si contrairement à toutes les espérances il n'avait rien dans le ventre, les socialistes antipatriotes ne se tiendraient pas pour battus.

Le Parti socialiste n'est pas la seule organisation prolétarienne.

A côté de lui, il existe dans tous les pays des organisations syndicales puissantes.

En France, l'ensemble de ces organisations porte le nom de Confédération générale du travail.

Tandis que le Parti socialiste groupe les socialistes révolutionnaires sans distinction de professions, la Confédération générale du Travail groupe les travailleurs par corps de métiers.

Chaque centre ouvrier est le siège d'une Bourse du Travail qui groupe les différents Syndicats d'une même localité ou d'une même région; et toutes les Bourses du Travaïl réunies forment la Fédération des Bourses.

D'autre part, d'un bout à l'autre de la France, les Syndicats d'une même corporation sont réunis en Fédérations nationales de métiers, et les différentes Fédérations de métiers sont unies entre elles.

Bourses du Travail régionales et Fédérations nationales de métiers réunies forment la Confédération générale du Travail, qui a un Congrès annuel.

Si le Parti socialiste hésitait, pour des raisons électorales, à résoudre dans un sens révolutionnaire

la question de l'attitude des socialistes en cas de guerre, la Confédération générale du Travail, qui, elle, ne se pique point de modérantisme ni de parlementarisme, saurait, sans aucun doute, prendre les viriles résolutions qu'ont déjà prises, chacun pour leur propre compte, tous les socialistes antipatriotes.

TABLE DES MATIÈRES

CHAPITRE VIII

CHAPITRE IX

CHAPITRE X

CHAPITRE XI

CHAPITRE XII

CHAPITRE XIII

CHAPITRE XIV

CHAPITRE XV

CHAPITRE XVI

CHAPITRE XVII

CHAPITRE XVIII

CHAPITRE XIX

CHAPITRE XX

CHAPITRE XXI

CHAPITRE XXII

CHAPITRE XXIII

CHAPITRE XXIV

DU MÊME AUTEUR

Histoire de France et notions d'histoire générale (cours supérieur), édition scolaire. . 2 francs

La même, édition de bibliothèque . . . 4 francs

Histoire de France (cours élémentaire et moyen), édition scolaire. En collaboration avec G. Clémendot . . . . 1 fr. 30

Instruction civique. . . . . 3 fr. 50

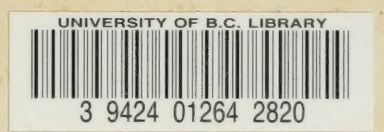
Le Collectivisme, brochure . . . . . . 0 fr. 40

L'Antipatriotisme : déclaration devant la Cour d'assises de la Seine. . . . . 0 fr. 15

En Vente : a la Bibliothèque Sociale

66, rue Madame.

L'EMANCIPATRICE (imp. communiste), [illegible] rue de P[illegible] Paris


UNIVERSITY OF B.C. LIBRARY
3 9424 01264 2820

